

LA QUALIFICATION JUIVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 15 Décembre 1942, à 14 heures.

par

André BROU

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffragants : MM. SCHELLE, Professeur

— *LAMPUÉ, Professeur*



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

FACULTE DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat : **BROC.**

Prénom : **André.**

Date de la soutenance : **15 Décembre 1942.**

Numéro d'ordre : **96.**

BROC (André). — La qualification juive. — *Paris*, Presses Universitaires de France, 1942, in-8° 160 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1942
n° 96.)

BROC (André). — La qualification juive. — *Paris*, Presses Universitaires de France, 1942, in-8° 160 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1942
n° 96.)

BROC (André). — La qualification juive. — *Paris*, Presses Universitaires de France, 1942, in-8° 160 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1942
n° 96.)

BROC (André). — La qualification juive. — *Paris*, Presses Universitaires de France, 1942, in-8° 160 pages.

(Thèse de Droit, Paris, 1942
n° 96.)

LA QUALIFICATION JUIVE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA QUALIFICATION JUIVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 15 Décembre 1942, à 14 heures.

par

André BROCC

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffragants : MM. SCELLE, Professeur

— *LAMPUÉ, Professeur*



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, Boulevard Saint-Germain, PARIS

—
1943

INTRODUCTION



INTRODUCTION

La dissémination du peuple juif parmi les nations constitue pour celles-ci un problème pour la solution duquel les mesures les plus contradictoires ont été proposées et tour à tour essayées.

Deux fois, au cours de l'histoire de la Diaspora, l'Europe a cru avoir résolu définitivement ce problème par la naturalisation en bloc des juifs et leur assimilation juridique aux citoyens : une première fois en 212, sous Caracalla, une seconde fois à la suite de la Révolution française.

Ce fut chaque fois en vain.

Les juifs ne devinrent citoyens romains que de nom, survécurent en corps à l'Empire en proie aux invasions barbares, et demeurèrent étrangers aux fusions ethniques entre conquérants et conquis d'où devaient sortir les nations modernes.

Jusqu'au XVIII^e siècle, le peuple juif et les peuples héritiers de Rome furent donc d'accord pour se traiter réciproquement en étrangers, ce qu'ils étaient en fait. Moses Mendelssohn fut sans doute le premier à émettre l'idée qu'une assimilation juridique des juifs par leurs hôtes présenterait, tant pour ceux-ci que pour ceux-là, plus d'avantages que d'inconvénients; et à estimer que le climat politique était favorable à la réalisation de cette idée. Il suffisait que les rabbins consentissent à retirer au judaïsme son caractère national, pour ne lui laisser subsister que son caractère religieux, alors que précisément l'opinion européenne devenait indifférente ou hostile au christianisme.

Cette opinion, qui ne rencontra d'abord que peu de faveur parmi les rabbins et la masse des juifs, devait cependant triompher rapidement avec la Révolution française, grâce à l'action de quelques esprits éclairés ayant eu l'habileté — qui n'excluait pas la sincérité — de placer la question juive sur le terrain inattaquable des droits de l'Homme. De ce que les Juifs fussent des hommes, il ne s'ensuivait pas logiquement qu'ils dussent être citoyens des pays où ils se trouvaient, mais l'équivoque s'est propagée et perpétuée d'appeler « émancipation » leur naturalisation. Les juifs comprirent rapidement l'intérêt qu'ils y avaient et l'obtinrent successivement dans tous les pays d'Occident, où il n'y eut plus dès lors dans le langage officiel de « nation juive », mais simplement des citoyens professant le culte « israélite ». Mais qu'en était-il en fait?

Sans doute les communautés à l'abri desquelles les juifs avaient maintenu leur réalité et leur conscience nationales étaient-elles dissoutes et remplacées par une organisation cultuelle sous la dépendance théorique de l'Etat; sans doute les juifs étaient-ils officiellement dispensés de l'observance de tout ce qui n'était pas strictement d'ordre religieux dans leur Loi, et les pouvoirs des rabbins s'en trouvaient-ils réduits d'autant; sans doute enfin, par leur dispersion dans les divers corps de la nation et la fréquence des mariages mixtes, les juifs ne devaient-ils plus se distinguer à la deuxième ou à la troisième génération du reste de la population.

Aujourd'hui cependant, des phénomènes aussi concordants dans leur signification qu'opposés dans leurs manifestations, tels que l'influence juive dans la politique, l'économie, et la civilisation même des pays d'Occident; les revendications nationalistes des juifs d'Europe orientale; l'antisémitisme et le sionisme, attestent la persistance de la spécificité juive, donc de la question juive.

Depuis une vingtaine d'années, la diplomatie a d'ailleurs abandonné la fiction juridique de l'assimilation devant les exigences des réalités internationales : l'Angleterre s'est servie du sionisme pour obtenir et exploiter le mandat palestinien, et la Société des Nations, fait plus significatif encore, avait reconnu comme minorités nationales les juifs de Pologne et de Roumanie. En ce qui concerne les juifs d'Occident, il n'est pas douteux qu'un certain nombre d'israélites, surtout au début du XIX^e siècle, ont été absorbés dans la population générale. Mais il est non moins certain que la majorité d'entre eux a conservé l'antique solidarité qui explique son succès universel, et au nom de laquelle ils ont favorisé l'immigration massive de leurs frères de Pologne, de Roumanie, ou du Proche-Orient.

En France notamment, l'afflux des juifs étrangers et leur propension à jouer dans notre politique intérieure et internationale, un rôle inspiré par leurs propres intérêts, ont redonné au problème juif dans son ensemble une actualité qu'il avait perdue. Quel que soit le caractère de la solution définitive de ce problème, laquelle ne nous paraît pouvoir être réalisée que par un accord général de tous les peuples intéressés, et quel que soit le caractère des mesures prises actuellement en France à cet égard, il est une question préliminaire qu'il importe d'examiner avec soin : celle de la définition du juif, dans un pays où rien ne le distingue plus légalement d'autrui, et celle, subséquente, de l'attribution du caractère juif aux entités économiques ou aux personnes morales auxquelles des juifs participent.

C'est à cette double étude, de pure technique juridique, qu'est consacré le présent essai, à l'exclusion de toute autre considération.

PREMIÈRE PARTIE

LA QUALITÉ JUIVE DES INDIVIDUS

CHAPITRE PREMIER

EXPOSÉ DU PROBLÈME

Les juifs peuvent avoir gardé, dans un pays déterminé, leur organisation traditionnelle en communautés ethniques, soumises au droit talmudique, ou constituer une minorité nationale, dont le statut, exorbitant du droit commun, est garanti par des traités internationaux. Dans les deux cas, le fait de leur nationalité se trouve ainsi consacré par le Droit, et la question de savoir quels individus appartiennent à cette communauté ou à cette minorité ne se pose plus que pour certains cas litigieux.

Mais ils peuvent aussi avoir été, à une époque plus ou moins reculée, « émancipés », c'est-à-dire juridiquement assimilés par l'Etat à ses propres citoyens. Si cet Etat envisage de reconnaître officiellement, sur son propre territoire, la persistance de la nationalité juive, et d'y attacher des effets de droit, la différenciation des individus qui lui appartiennent constitue un problème triple. Il s'agit tout d'abord de créer pour les juifs en tant que tels une nouvelle catégorie juridique, catégorie à laquelle nous donnons, faute de terme adéquat, le nom de qualité juive; ensuite de délimiter exactement quels critères de la nationalité juive seront pris en considération, et dans quelles conditions, pour l'attribution de cette qualité, en un mot de définir le juif; enfin de prévoir les procédés qui permettront de déterminer pratiquement et d'identifier les individus à qui cette définition s'applique, ce que nous appelons la spécification des juifs.

Section I : La qualité de juif

En raison du caractère même de la catégorie sociologique qu'il s'agit de consacrer juridiquement, il serait logique que cette consécration fût réalisée en droit international. Mais, en l'absence d'Etat juif, la chose n'est pas possible, et, même si son institution fait l'objet de traités internationaux, la qualité de juif ne peut être qu'une catégorie du droit interne. A défaut de nationalité juive, au sens précis du mot, il serait logique encore pour un Etat déterminé d'anticiper en quelque sorte celle-ci, en ne naturalisant plus de juifs, et surtout en dénationalisant ses ressortissants juifs à qui serait donné dès lors un statut d'apatrides. A supposer que cette dénationalisation collective soit juridiquement possible, c'est-à-dire que la Constitution n'y ait pas mis par avance obstacle, et quels que soient ses inconvénients par ailleurs, notamment en privant un grand nombre d'individus de toute protection étatique, cette solution théorique au problème de la qualité juive néglige le fait que dans la plupart des pays, en France surtout, la majorité des juifs sont des étrangers, soit déjà apatrides, soit ressortissants d'un autre Etat qui a seul évidemment le pouvoir de les dénationaliser. Le paradoxe de cette solution fragmentaire apparaît encore plus évident si des incapacités quelconques, plus grandes que celles qui sont attachées à la qualité de non-national, sont attachées à la qualité de juif, ou si des mesures de police sont prises à l'égard des seuls juifs, puisqu'elle aboutit alors à privilégier les juifs étrangers par rapport aux autres.

Mais, d'une façon absolument générale, il semble qu'il vaut mieux abandonner toute idée de faire de la qualité juive une sorte de succédané de la nationalité juive, adapté à l'absence d'Etat juif, ou de contre-partie purement négative des autres nationalités, et de serrer de plus près au contraire la réalité sociologique de la nationalité juive, en étendant la catégorie juridique qui lui correspond à tous les juifs habitant le territoire, quel que soit l'Etat auquel ils ressortissent. En d'autres termes, un Etat quelconque, n'ayant compétence que sur une portion déterminée du territoire où prospère la nationalité juive, ne peut que sacrifier une partie de la compréhension juridique du concept de la qualité juive au profit de son extension à tous les individus dépendant de son pouvoir territorial. D'ailleurs, la qualité de juif ainsi comprise a l'avantage d'être une notion très souple, pouvant s'adapter sans difficultés aux réalités du moment ou aux exigences de la politique. Cependant, pour ne pas sortir du domaine strictement juridique

qui est le nôtre, cette conception peut-elle s'adapter au droit positif existant?

Du point de vue externe, la puissance étatique n'est pas directement limitée par le droit international, statut coutumier dépourvu de sanction qui ne s'impose par conséquent que comme règle idéale ou morale et ne vaut comme règle juridique que s'il est consacré par le droit positif interne. En ce qui concerne la condition des étrangers, les constitutions ne renferment en général pour ceux-ci aucune garantie, et le minimum de droits que les Etats seraient tenus de leur reconnaître reste une construction purement doctrinale. D'ailleurs, l'application de cet ordre de considérations ne peut être faite à notre sujet qui est l'étude de la qualité de juif en soi, et non des incapacités plus ou moins grandes qui peuvent y être attachées.

Cependant un Etat déterminé peut-il appliquer sur son propre territoire, aux apatrides, ou aux ressortissants d'un autre Etat qui l'ignore, la qualification juive ou non-juive? Laissons de côté le cas des apatrides non protégés par un statut international positif et pour lequel une réponse affirmative s'impose. Dans tous les autres cas, la réponse paraît dépendre du caractère juridique exact de la qualité de juif. On peut considérer celle-ci comme une catégorie de droit privé à classer parmi les éléments de l'état des personnes, lequel, d'après les règles de droit international privé presque universellement appliquées, le monde anglo-saxon mis à part, relève en principe de la loi nationale et non de la loi territoriale. Mais on peut aussi considérer la qualité de juif comme une catégorie de droit public qui au contraire s'appliquera avec évidence à tous ceux qui habitent le territoire.

Le choix entre ces deux conceptions sera précisément commandé en une certaine mesure par la nécessité, pour les raisons exposées plus haut, d'appliquer aux étrangers comme aux nationaux la qualification juive ou non-juive. Il sera commandé surtout par la nature même de la qualité de juif du point de vue du droit interne. Quelles que soient les incapacités de droit privé qui y sont attachées, le principe même de la différenciation, selon la nation véritable, entre les individus soumis à la même puissance étatique, ressortit au droit public. Nous examinerons au cours de notre étude comment les conséquences respectives de ces deux conceptions commandent elles aussi dans le même sens le choix qui en sera fait.

De toutes façons, l'institution de la qualité de juif a un caractère statutaire qui en attribue la compétence au pouvoir législatif; ou même au pouvoir constituant, si la Constitution existante con-

sacre expressément le principe de l'égalité civile des citoyens malgré leur diversité d'origine.

Au contraire, le principe général et abstrait de l'égalité civile, proclamé dans une déclaration des droits servant de préambule à une Constitution en vigueur, ne pourrait faire obstacle à l'institution de la qualité de juif, quelque opinion que l'on ait de sa valeur juridique, pas plus qu'il n'a pu faire obstacle, dans le passé, à l'institution d'un droit social, d'un droit professionnel, ou d'un droit colonial. La qualité de juif sera donc instituée par une loi formelle qui pourra en même temps en préciser les conditions générales d'attribution, ou laisser ce soin au pouvoir exécutif qui édictera à cet effet un règlement, car l'intervention d'une loi matérielle est nécessaire : dans un Etat légal, la définition du juif ne peut être que légale.

Section II : La définition légale du juif

La définition légale du juif doit réaliser en quelque sorte le passage du plan social et extra-juridique de la nationalité au plan individuel et technique. Le problème est analogue à celui de l'acquisition de la nationalité juridique, toutefois avec deux différences essentielles : nous ne pouvons tenir compte du *jus soli*, et nous n'avons pas à tenir compte de considérations de politique démographique.

Nous ne ferons donc pas ici une étude exhaustive de la nationalité juive, et nous laisserons de côté, malgré leur importance sociale, tous les critères de nationalité qui ne sont pas *a priori* objectivement appréhensibles dans l'individu. La communauté des souvenirs historiques, par exemple, à laquelle Renan accordait, jointe au vouloir-vivre collectif, la prééminence dans le concept de nation, peut servir à définir objectivement une collectivité, mais non à en définir objectivement les membres, qui ne se relient à un passé commun que par la conscience qu'ils en ont. Il en est de même de la morale, critère collectif par définition ; sans doute la morale du groupe s'exprime dans la vie pratique par des actes individuels, mais ceux-ci, lorsqu'ils se sont manifestés, peuvent tout au plus servir d'indices.

En revanche, le sentiment et le vouloir-vivre collectifs, qui forment vraiment l'âme de la nation, élément auquel Renan attachait la prééminence que nous venons de rappeler, sont des critères essentiellement subjectifs qui peuvent, dans certains cas, être appréhendés objectivement par le comportement des individus. Nous les

examinerons donc, mais en dernier lieu, puisque l'on ne peut fonder sur eux une qualification générale.

Seuls peuvent être aptes, *a priori*, à jouer ce rôle, les critères de nationalité qui présentent le double caractère d'objectivité collective et individuelle, c'est-à-dire la race, la religion, la langue. Nous allons donc étudier plus spécialement chacun d'eux en ce qui concerne les juifs.

SOUS-SECTION I : LA RACE

Dans la confusion des notions qui est l'une des caractéristiques de notre époque, il n'est peut-être pas de mot de la science politique qui ait donné lieu à autant de vaines controverses que celui de « race ». C'est pourquoi notre premier soin sera de définir avec précision ce que nous entendons par la race comme élément de la nationalité en général, en distinguant cette acception topique, à la fois de l'acception courante et de l'acception anthropologique du même vocable.

Dans le langage populaire aussi bien que dans le langage cultivé, on entend par race humaine un groupe d'hommes présentant, à la fois dans l'espace et dans le temps, une certaine homogénéité anthropologique qu'on n'éprouve pas autrement le besoin de préciser, mais dans laquelle on fait habituellement rentrer aussi bien des caractères noologiques que des caractères somatiques. Le mot est en quelque sorte un synonyme de « peuple », mais avec moins d'accent sur l'idée politique et davantage sur l'idée héréditaire.

À ce sens vague, s'oppose le sens que donnent au mot « race » les anthropologues qui entendent par là, non plus un groupe réel, mais un groupement méthodologique d'hommes s'apparentant uniquement par des caractères somatiques, supposés héréditairement transmissibles.

Pour le groupe réel d'hommes s'apparentant par l'ensemble de leurs caractères anthropologiques, les savants contemporains ont tendance à employer, à la suite du D^r Félix Régnauld, le néologisme, d'ailleurs clair, d'« ethnie ».

Il va sans dire qu'il y a une ethnie juive, mais y a-t-il une race juive, et, dans l'affirmative, les caractères qui la définissent peuvent-ils permettre d'identifier les individus qui lui appartiennent?

A priori, que l'on classe les hommes d'après un seul caractère somatique, ou d'après la combinaison plus ou moins arbitraire de plusieurs, il pourra y avoir, ou ne pas y avoir, de race juive, selon le ou les caractères choisis. Mais, pratiquement, ces caractères qui doivent être mesurables, ou tout au moins aisément repérables pour

permettre une classification sûre, sont dans l'état actuel de nos connaissances en nombre limité, et au fond peu significatifs. Ce sont la couleur de la peau, des yeux, ou des cheveux, la consistance du cheveu, les mensurations et les proportions du squelette, les phénomènes d'iso-agglutination du sang. Or, aucun de ces caractères ne permet de reconstituer un type idéal unique, duquel se rapprocheraient plus ou moins les individus juifs, et encore moins d'établir à coup sûr que tel ou tel individu est juif. Il n'y a donc pas actuellement, pour les savants, de race juive, au sens strict, pas plus qu'il n'y a de race anglaise ou italienne. Cependant la plupart des juifs sont reconnaissables comme tels, beaucoup plus aisément que les Anglais ou les Italiens, par leur aspect physique, principalement celui du masque, qui se rapproche plus ou moins des quatre ou cinq types qu'une classification empirique et semi-inconsciente a permis à chacun de nous d'abstraire de son expérience journalière. Deux de ces types sont d'ailleurs respectivement voisins des types arabe et arménien et deux autres, plus originaux, révèlent toutefois à l'observateur attentif des influences occidentales, méditerranéennes chez le séphardi, nordiques chez l'aschkénazi.

Nous nous permettrons donc de douter, du point de vue de notre sujet, sinon du point de vue scientifique, qui est hors de notre compétence, de la valeur des critères raciaux actuellement adoptés par les anthropologues. Cet essai d'extrapolation à l'intérieur de l'espèce humaine de la taxonomie zoologique est sans doute méthodologiquement légitime, mais il ne correspond à aucune réalité sociologique. Il en est exactement de même de cet autre essai de classification horizontale de l'humanité d'après des caractères somatiques qui prend pour base la constitution ou le tempérament; et d'ailleurs les types raciaux ne sont pas sans rapport avec les types tempéramentaux, tel type juif correspondant par exemple au type hyperthyroïdien.

En revanche, sont d'un intérêt primordial dans l'ordre de nos recherches, les groupes réels d'hommes, qui, quelles que soient leurs origines préhistoriques et la possibilité de leur assigner actuellement une place distincte dans la taxonomie zoologique, ont acquis et conservé, ou simplement conservé, par endogamie dans des cercles relativement étroits, un ensemble typique de caractères somatiques et de caractères nologiques correspondants, se retrouvant plus ou moins complètement et plus ou moins fidèlement dans chacun des individus qui les composent. Que l'on place à l'origine des différences humaines l'esprit ou le corps, selon des préférences personnelles d'ordre métaphysique, il n'est pas douteux que les caractères raciaux et les autres caractères ethniques sont, au moins pour une part, dans l'interdépendance les uns des autres. L'attitude

de beaucoup d'anthropologues est d'accorder l'antériorité aux caractères somatiques, mais il n'en manque pas d'autres de l'opinion contraire ou qui même, comme sir Arthur Keith, soutiennent que les nations sont à l'origine des races, qui seraient en quelque sorte façonnées par le milieu extérieur, et, indirectement, par l'action de l'Etat. Nous n'avons pas ici à prendre parti, et nous n'avons fait mention de ces divergences d'opinions que pour opposer d'une façon plus nette encore, à la conception abstraite et statique de la race, qui est celle de l'anthropologie classificatrice, une conception concrète et évolutionniste, conception d'ailleurs qui n'est pas sans rapports avec la conception des éleveurs, ce qu'ont été précisément les conducteurs du peuple juif. L'histoire de celui-ci nous montre non seulement avec évidence la persistance à travers les siècles, depuis la Judée jusqu'aux plus lointaines communautés de la Diaspora, de quelques types ancestraux, mais elle nous donne en même temps la traduction spirituelle, et peut-être l'explication, de ce phénomène, par les rigueurs d'une vie commune réglée dans ses moindres détails selon la Loi et par la stricte prohibition des mariages mixtes. Sans doute cette prohibition fut-elle avant Esdras plus d'une fois transgressée, mais les mélanges n'ont pu se faire avant la Diaspora qu'avec des familles déjà apparentées à Israël au point d'avoir en commun avec lui la tradition d'une même origine et d'un même genre de vie préhistorique, et par suite ne pouvaient altérer la race juive. Sans doute y eut-il après la Diaspora des conversions dans les deux sens, ce qui rend compte de l'existence de communautés de juifs nègres ou chinois d'une part, des résurgences de types allogènes tant chez les juifs que chez les non-juifs d'autre part; mais l'on ne saurait conclure de ces phénomènes de portée limitée qu'il n'y a pas de race juive au sens historique et dynamique que nous venons de donner à ce mot. L'on en peut conclure seulement que certains individus incontestablement juifs sont en totalité ou en partie d'ascendance non-juive, et que certains individus incontestablement non-juifs sont en partie d'ascendance juive.

En se passant de critères scientifiques, notre conception de la race gagne donc en compréhension concrète ce qu'elle perd en précision abstraite, et la qualification du juif basée sur cette conception n'apparaît-elle pas comme la seule légitime, puisqu'elle le saisit dans sa lignée nationale, dans le continuum historique même du peuple juif?

De notre point de vue, identique d'ailleurs à celui du *jus sanguinis* dans le domaine de la nationalité juridique, seront donc actuellement considérés comme étant de race juive, les individus qui se rattachent généalogiquement aux communautés historiques

du judaïsme. Les individus d'ascendance mixte pourront être répartis entre l'une ou l'autre catégorie, selon que l'une ou l'autre des ascendances l'emporte numériquement. Pour cela, l'on pourra prendre en considération seulement les ascendants mâles des deux lignes, depuis la dissolution des communautés juives, ce qui paraît peu légitime en l'état actuel de nos connaissances sur l'hérédité, mais davantage conforme à la tradition juive elle-même; ou au contraire prendre en considération tous les ascendants, tant mâles que femelles. La seule déficience théorique du système, dans l'une et l'autre hypothèse, se rencontrera dans les cas d'égalité numérique des deux ascendances, où il faudra nécessairement faire jouer un critère subsidiaire pour pouvoir classer les demi-juifs, soit parmi les juifs, soit parmi les non-juifs.

La nécessité d'un tel critère subsidiaire se fera également sentir pour les individus qui, n'ayant aucune ascendance juive ou étant d'ascendance inconnue, appartiennent cependant en fait à la communauté nationale juive.

Mais les véritables difficultés d'une qualification raciale du juif ne résident pas dans la solution de ces questions accessoires, mais dans la mise en œuvre de cette qualification elle-même. Les juifs d'un pays donné descendent pour la plupart de juifs de nombreux autres pays; et à supposer même que les archives de toutes les communautés juives du monde aient été conservées et puissent être mises à la disposition des administrations publiques, des travaux généalogiques d'une telle ampleur demanderaient un temps considérable. Le principe étant adopté, il faudra donc pratiquement réduire le nombre des ascendants à prendre en considération à un degré tel que les recherches ou les contrôles soient possibles dans la majorité des cas, mais alors, ici encore il sera nécessaire de faire intervenir un critère subsidiaire pour les ascendants considérés. Nous allons donc étudier de ce point de vue la religion d'Israël.

Sous-Section II : LA RELIGION

Les grandes religions qui se partagent aujourd'hui les croyances de l'humanité sont en principe universelles, nous voulons dire par là qu'elles s'adressent à tous les hommes sans distinction de nationalité. L'existence d'églises officielles dans certains pays à majorité protestante ne constitue pas à cet égard une exception, car il s'agit en l'espèce de modalités nationales d'un même culte et d'une même croyance. En fait, les statistiques par pays des adhérents de ces religions nous montrent qu'elles sont pratiquées d'une

façon suffisamment inégale pour que certaines nations puissent être légitimement dites catholiques, protestantes, ou musulmanes. Cependant, si dans les cas plus favorables la religion peut donc être considérée comme un élément objectif de la nationalité, il est bien évident que l'on ne saurait faire servir ce critère collectif à l'identification nationale d'un individu déterminé. Nous n'aurions donc pas à l'étudier ici, si le judaïsme ne constituait précisément à cet égard une exception unique : il n'est pas une religion en principe universelle, mais une religion en principe, et en fait, nationale.

Le judaïsme est une religion nationale d'abord par son origine mythique d'un pacte du peuple juif avec Iaveh, dieu particulier dont Moïse a su capter la protection. L'évolution ultérieure de l'idée que le judaïsme se fait de la divinité, n'altérera pas ce caractère. Lorsque, sous l'influence des derniers prophètes, Iaveh sera considéré comme le dieu unique, et les dieux étrangers comme de faux dieux, il n'en restera pas moins chargé plus directement et plus spécialement des intérêts de son peuple, les autres nations ne pouvant être sauvées que par l'intermédiaire d'Israël. En d'autres termes, dans la conscience nationale juive, la promotion de Iaveh à la fonction divine s'est accompagnée tout naturellement de la promotion du peuple de Iaveh au rôle de guide et d'intercesseur de l'Humanité. Le messianisme, qui est une des caractéristiques essentielles du judaïsme, a suivi une évolution parallèle; il n'a plus aujourd'hui pour objet la restauration, par un roi de la race de David, d'un Etat juif autour de Jérusalem, mais l'organisation du monde autour d'Israël dispersé, au moyen de quelques idées abstraites. Si nous avons parlé ici du messianisme comme d'une catégorie religieuse, malgré les espérances purement terrestres qu'il évoque, c'est que le judaïsme n'a pas de fin proprement religieuse : il ignore l'au-delà et ne se préoccupe que de l'avenir collectif de son peuple.

L'origine et la fin du judaïsme apparaissent donc comme également patriotiques.

Le judaïsme est aussi une religion nationale par la direction que ses ministres ont donnée à son évolution. Ceux-ci ont toujours su s'adapter aux modifications de la mentalité juive dans la mesure indispensable pour ne pas perdre sur elle toute emprise, et cependant la défendre efficacement aux époques critiques de toutes les tendances d'origine étrangère qui auraient pu altérer l'âme nationale. C'est ainsi notamment que la religion judaïque a été finalement préservée de l'influence hellénistique qui aurait pu précisément la transformer en religion universelle. La tâche était d'autant plus facile que le judaïsme ne comporte aucune dogmatique, ce qui supprime par avance toute possibilité de heurt avec les courants philosophiques du moment, et qu'il ne prétend résoudre, en dehors

du monothéisme qui est son seul article de foi, aucune question métaphysique.

Le judaïsme ne comporte pas davantage de mystique, catégorie qui paraît cependant correspondre le plus directement au besoin religieux; la Kabbale, qui n'est guère qu'une tradition de magie ésotérique, et le hassidisme, qui est une réaction piétiste contre la casuistique rabbinique, sont les seuls mouvements où se manifeste en quelque manière un mysticisme juif, mais ils ne sont dans l'histoire du judaïsme que des accidents dont les effets sont restés circonscrits.

Au contraire, le judaïsme consiste essentiellement depuis l'Exil en une nomistique, renforcée encore par le Talmud, dans le but patriotique de maintenir la cohésion sociale des juifs dispersés au milieu des gentils. Cette nomistique, pourtant purement intellectualiste, a marqué assez profondément le peuple juif pour qu'elle en apparaisse objectivement aujourd'hui comme la loi morale, du moins en ce qui concerne les règles essentielles, les détails en étant au contraire discutés à l'infini. L'on peut même se demander si cette nomistique, par ses prescriptions corporelles, en matière sexuelle notamment, n'a pas contribué au maintien et au renforcement de types raciaux distincts, mais nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà dit de cette question controversée. Nous pouvons dès maintenant résumer les considérations qui précèdent en disant que le judaïsme est une religion nationale, non seulement par sa genèse et sa fin, mais encore par son contenu original. Nous y ajouterons que ce caractère apparaît également dans l'un des aspects de son éthique, laquelle prescrit pour les étrangers un traitement différentiel et prohibe les mariages mixtes.

Le judaïsme est enfin une religion nationale par son aire de propagation, laquelle coïncide à peu près exactement avec l'aire d'extension de la race juive. Non pas que les juifs n'aient jamais fait de prosélytisme, du moins à certaines époques, mais les effets de ce prosélytisme sont restés limités à la fois dans le temps et dans l'espace : les « gentils craignant Iaveh » ont fourni les premiers contingents chrétiens, les khazars convertis au judaïsme, qui d'ailleurs n'ont jamais dû être très nombreux en dehors de la Cour, ont vraisemblablement passé au schisme caraïte (*vide infra*) et les berbères judaïsés ont en grand nombre embrassé l'Islam lors de la conquête arabe. Actuellement, la conversion au judaïsme ne peut plus être, dans les pays où se trouvent les juifs, une conversion au monothéisme; elle apparaît ainsi, dans les rares cas où elle se produit, comme une sorte de naturalisation adaptée à l'absence d'Etat juif.

Le judaïsme est donc une religion nationale par toutes ses ca-

ractéristiques essentielles; il va sans dire d'ailleurs que celles-ci, que nous venons de distinguer par l'analyse, sont dans la réalité interdépendantes, n'étant que des modes d'expression différents d'un même phénomène social. La religion judaïque n'est qu'un aspect de la nationalité juive, et il est par conséquent légitime d'en faire un critère de qualification juive.

Mais pourquoi ne pas faire davantage et ne pas baser sur elle la qualification même du juif, puisque nous avons vu qu'une qualification fondée sur la seule notion de la race ne peut être pratiquement mise en œuvre? Nous voyons à cela deux objections majeures : la première est que cet abandon de notre principe ne pourrait se justifier théoriquement que par l'acceptation du principe opposé d'une différenciation confessionnelle, dont les inconvénients possibles sont évidents; la seconde est que cet abandon aboutirait à faire considérer comme non-juifs des individus dont la conversion à une religion universelle n'a par définition aucune signification nationale. Cela est tellement vrai, qu'il se trouve en fait parmi les juifs sionistes de Palestine des individus qui se sont convertis dans les pays d'où ils proviennent au catholicisme, ou au protestantisme, et qui continuent d'en pratiquer le culte.

Une objection générale peut d'ailleurs être faite à l'adoption du critère religieux : c'est que la religion judaïque, dont nous venons d'examiner sommairement les caractéristiques, ne subsiste pas intacte chez les juifs des pays d'Occident. Les décisions de l'Assemblée des notables et du Grand Sanhédrin de 1806, bien que n'ayant pour les juifs aucune force obligatoire, n'auraient pas manqué cependant d'avoir une certaine efficacité, et la notion imaginée par Napoléon I^{er} d'un culte « israélite » dégagé de toute préoccupation terrestre et nationale, serait entrée dans une certaine mesure dans les faits. C'est dans ce phénomène qu'il faudrait voir la raison profonde des distinctions faites dans la société entre les « juifs » et les « israélites », et qui correspondent en effet à autre chose qu'à de pures conventions de langage nées de préjugés de caste. Il est évident cependant que ces impondérables échappent à toute appréhension juridique et ne peuvent fonder une différenciation dans la qualification du juif.

Nous concluons donc qu'il est parfaitement légitime d'adopter la religion comme critère subsidiaire de la qualification juive, et il nous reste à examiner maintenant comment un tel critère peut être mis en œuvre, c'est-à-dire comment nous pourrions reconnaître pratiquement les fidèles du judaïsme.

S'il s'agit des ascendants décédés, ou absents, des individus considérés, nous ne pourrions établir leur appartenance au judaïsme que par leur adhésion à l'organisation culturelle juive, adhésion qui

se sera d'ailleurs manifestée suffisamment par la participation aux rites qui marquent les moments solennels de la vie. Remarquons en passant qu'en dehors de l'organisation officielle, ou quasi officielle, du judaïsme, il peut se rencontrer, dans un pays déterminé, des associations culturelles assurant la pratique d'autres rites que celui généralement adopté. C'est ainsi qu'en France prospéraient, en dehors de l'association consistoriale, des associations se rattachant aux différents rites dits « hébraïque », « traditionnel », « oriental », « sépharadite », « espagnol », « ashkénazi », ou « polonais ».

Devrons-nous également considérer comme juifs de religion les caraites, d'ailleurs peu nombreux, ces protestants du judaïsme qui ont, à la suite d'Anan ben David, le contre-exilarque de 767, rejeté l'autorité du Talmud et des rabbins et préconisé le libre examen de l'Écriture?

Nous inclinons à penser que ceux de Crimée, ainsi que ceux de Lithuanie, descendants des prisonniers ramenés de Crimée au ^{xiv}^e siècle par le Grand-Duc Witowt, ne sont pas d'origine raciale juive. Avant de connaître les travaux du Professeur Baschmakoff (*op. cit.*), nous avons émis l'hypothèse qu'ils descendent, au moins pour une part, des khazars convertis au judaïsme à la fin du ^{viii}^e siècle. Par leur adhésion au schisme ananite, ceux-ci auraient en quelque sorte manifesté une réaction nationale instinctive contre un conformisme religieux d'origine étrangère. Selon ce spécialiste de l'ethnographie pontique, il s'agirait en réalité de Criméens primitifs, convertis en même temps que les khazars qui les avaient conquis et qui étaient d'ailleurs de même origine ethnique qu'eux. Ultérieurement, lors des invasions de nomades ouralo-altaïques, ces Criméens se seraient métissés aux koumanes, dont ils ont adopté la langue et le folklore tout en conservant leur religion particulière. Même en réservant la question du caractère exact de cette religion, une exception pourrait donc être faite en faveur des « karaïm » de Crimée et de leurs cousins de Lithuanie.

Nous ne parlerons pas des schismatiques samaritains, qui, ne dépassant pas le nombre de deux cents individus, presque tous concentrés à Naplouse, n'offrent aucun intérêt pour notre étude.

Dans tous les cas, nous ne rencontrerons pas dans l'utilisation des archives les mêmes difficultés que pour la mise en œuvre du critère racial, puisque, par hypothèse, nous n'aurons pas à remonter à l'époque des communautés juives. Pratiquement cependant, ce sont les documents officiels, du moins pour autant qu'ils sont antérieurs dans les Etats laïcisés aux lois de « séparation », qui fourniront, sinon des preuves irréfragables de religion juдаïque, du moins des présomptions suffisantes.

S'il s'agit des intéressés eux-mêmes, ou de leurs ascendants

encore vivants, l'utilisation des archives des organisations culturelles peut s'avérer déficiente, beaucoup de juifs ayant abandonné la pratique de leur culte tout en restant fidèles à l'essentiel du judaïsme. Comme les Etats laïcisés ignorent dans leurs documents officiels la religion de leurs administrés, il n'y aurait donc souvent pas de moyen objectif d'établir le lien entre les juifs et leur religion, si celle-ci n'avait conservé le signe qui distinguait déjà ceux-là dans l'antiquité, nous voulons dire la circoncision.

Il est difficile à un esprit occidental de se rendre compte à quoi correspond cette mutilation, pratiquée de nos jours, sans compter les juifs, chez beaucoup de peuples d'Afrique, d'Amérique et de Polynésie. L'origine de la circoncision, comme des autres ablations rituelles d'organes non indispensables des deux sexes, est certainement très lointaine, puisque l'usage s'est perpétué jusqu'à l'époque historique d'utiliser pour ces opérations des instruments de silex taillé. Il est donc à présumer qu'elle est un produit de la mentalité magique, qu'aux âges ultérieurs les religions ont adapté à leurs besoins en le transformant en un rite théologiquement explicable. Les initiés enseigneront par exemple que l'homme à l'état de pureté originelle n'avait pas de prépuce, et qu'il est nécessaire pour l'élue de s'affranchir de cette souillure héréditaire. Les modernes voient volontiers dans la circoncision une opération utilitaire, qui n'aurait jamais été pratiquée que dans un but hygiénique, mais il va sans dire que leur essai d'explication, pseudo-scientifique, est bien plus anachronique encore. Seule une longue fréquentation des primitifs permettrait de se faire une idée approximative d'une coutume qui remonte à l'âge de pierre.

Les différentes légendes bibliques qui s'y rapportent nous sont de peu de secours à cet égard, en raison de leurs altérations certaines au cours des âges. Le seul fait incontestable qui ressort de leur comparaison est, qu'à une époque qu'il est impossible de situer avec précision, les juifs ont substitué à la circoncision des pubères la circoncision des nouveau-nés, à laquelle ils ont donné le caractère d'un sacrement obligatoire d'initiation au culte national, et qu'ils sont restés les seuls depuis lors, avec les caraïtes, à pratiquer. En principe, tout juif doit être circoncis, huit jours après sa naissance, par son père. Pratiquement, celui-ci délègue ses pouvoirs, soit à un spécialiste, le mohel, pratiquant l'opération selon le rite antique qui ne comporte pas de suture, la succion étant toutefois supprimée depuis 1843; soit assez fréquemment aujourd'hui à un médecin utilisant une technique purement chirurgicale. L'on ne pourra donc identifier chez un individu adulte une circoncision judaïque, qui pourra ne pas avoir été rituelle sans pour autant avoir perdu son caractère religieux, que si l'on peut reconnaître

la circoncision faite à la naissance, soit d'une circoncision faite à la puberté — telle que la pratiquent les musulmans par exemple —, soit d'une posthectomie faite à une époque quelconque de la vie dans un but thérapeutique. Cette question, qui n'est évidemment pas de notre compétence, paraît ne pas comporter de réponse générale. D'une part, l'âge d'une cicatrice ancienne ne peut être déterminé avec précision et la trace d'une suture peut même disparaître, mais d'autre part, le but et la technique de la posthectomie étant tout à fait différents de ceux de la circoncision, les résultats devraient l'être également. Cependant les praticiens que nous avons consultés inclinent à penser que dans beaucoup de cas il leur serait impossible de se prononcer d'une façon sûre.

Nous concluons donc que la circoncision ne peut être considérée en soi comme un critère de qualité juive, et d'ailleurs l'opération correspondante chez les individus de sexe féminin paraissant inconnue du judaïsme, ce critère manquerait de généralité, mais qu'elle constitue une présomption d'appartenance à la religion juдаique, qui, alliée à une présomption de race juive, telle que celle que nous allons étudier maintenant, pourrait être utilisée.

SOUS-SECTION III : LA LANGUE

Dès la fin du III^e siècle avant l'ère chrétienne, l'hébreu n'était plus la langue maternelle des juifs; cependant l'usage s'en est maintenu parmi eux jusqu'à nos jours comme langue religieuse et littéraire, et les sionistes tentent actuellement en Palestine d'en refaire une langue vivante. Pour l'usage journalier, les juifs ont adopté en principe la langue du pays où ils s'étaient établis. Toutefois, à la suite de migrations massives, il est arrivé qu'ils aient conservé dans un nouveau pays l'usage de la langue de celui qu'ils venaient de quitter, langue qui, évoluant dès lors d'une façon propre, est devenue plus ou moins distincte de la langue-mère. C'est ainsi que sont nés le ladino, ou judéo-espagnol, parlé de nos jours dans le Proche-Orient, et le yiddisch, ou judéo-allemand, parlé de nos jours dans le monde entier, et qui a dans chaque nation ses écrivains et sa presse. Quel que soit l'intérêt de ces phénomènes de restauration ou de création linguistiques, il est évident qu'ils ne peuvent être considérés comme un critère suffisamment général de nationalité juive. Et d'ailleurs, si le tracé d'une frontière territoriale entre deux nations voisines selon la séparation des langues — le plus légitime à notre avis — est de réalisation relativement aisée; une qualification juridique du juif basée sur le même critère paraît impossible à mettre en œuvre.

Nous n'aurions donc pas eu à parler ici de la langue des juifs si ceux-ci n'en portaient la marque dans leurs nom et prénoms, encore que lors de leur « émancipation » ils aient paru abandonner leur système anthroponymique national d'un seul nom suivi de l'indication de la filiation paternelle, pour adopter celui de leurs hôtes.

Précisons tout de suite que nous ne pensons pas à fonder sur l'actuelle anthroponymie juive une qualification générale du juif, puisque, d'une part, les prénoms d'origine biblique n'ont plus de signification nationale, et que d'autre part les patronymes fixés par l'état civil ne peuvent être qu'un indice de la race que nous conservons comme critère fondamental. Mais, précisément, nous avons dû reconnaître qu'une définition légale du juif basée sur le critère racial devait, pour être efficace, en l'absence de preuves préétablies, s'accompagner d'un système de présomptions, et c'est de ce point de vue que nous allons examiner sommairement les noms et prénoms des juifs.

La règle en la matière est simple, et comporte peu d'exceptions. Tout individu d'ascendance juive porte un patronyme, et au moins un prénom, d'origine hébraïque. Mais il est nécessaire d'ajouter immédiatement à cette règle un correctif essentiel : le patronyme hébraïque peut être méconnaissable comme tel à un esprit non prévenu.

Il est en effet assez rare qu'un patronyme hébraïque ait été simplement transcrit selon les règles orthographiques locales; l'on rencontre peu d'ABENSOUR ou d'ABENHAÏM, par exemple. Le nom hébraïque a été plus fréquemment adapté aux exigences de la Phonétique, de l'euphonie, ou des traditions locales. C'est ainsi que KOHEN est devenu en France COHEN, ou CAHEN; en Allemagne, KOHN ou KAHN; en Russie, KAGAN ou KAHAN; qu'ICHAYA deviendra en France ISAÏE ou YSAÏE, etc... Ce cas serait peut-être même plus fréquent qu'il n'est en réalité, si le décret impérial du 20 juillet 1808, qui a obligé les juifs à déclarer dans les trois mois, à l'officier d'état civil de la commune de leur domicile, les nom et prénoms sous lesquels ils devaient être désormais officiellement désignés, n'avait interdit à ceux d'entre eux qui n'en avaient pas jusqu'alors de « connus et constamment portés », l'adoption comme noms de famille des noms tirés de l'Ancien Testament et des noms de ville.

Il importe cependant de remarquer que les procédés de transformation des noms hébraïques que nous allons énumérer, et qui ont permis aux intéressés d'échapper dans une certaine mesure à cette réglementation, étaient déjà connus et pratiqués au Moyen Age, voire dans l'Antiquité.

Le plus simple d'entre eux a été la traduction, qui n'a d'ailleurs été possible que pour les noms dont le sens est banal, ou tout au moins l'étymologie connue. Le résultat a été par exemple LYON, LÉON, ou LOEW, pour LOBIYA, totem de la tribu de Juda; SACERDOTE pour KOHEN; PAZ pour SCHALOM; FRIEDMAN pour SALOMON; BENEDICT, BENEDETTI, BENOÎT ou BENNETT, pour BARUCH, etc...

Une homographie plus ou moins exacte avec des noms du vocabulaire ou de l'onomastique indigènes a été utilisée comme moyen cryptonymique. C'est ainsi que PYTHON, BAKER, PEREZ, AMIEL, ou SIBON, noms bibliques, pouvaient être pris respectivement dans leurs acceptions hellénistique, anglaise, espagnole, ou française. Une vague homophonie a été employée dans le même but : ROSEN, BERG, HEIM, ou MANN, par exemple, apparaissant comme affixes de consonance germanique, peuvent recouvrir respectivement les noms hébraïques de ROSCH, BARUCH, HAÏM et MENAHEM. De même, en France, les noms d'ANSELME, GARÇON et ROUVIN peuvent recouvrir respectivement ceux d'AMSELLEM, GERSON, et RUBEN; en Allemagne, les noms de MEYER ou de MANNHEIM, ceux de MEÏR ou de MENAHEM, etc... En l'absence d'homonymie, même approximative, le nom hébraïque a pu simplement être modifié de manière à acquérir une consonance qui ne paraisse pas étrangère, sans perdre pour les intéressés son caractère ethnique. C'est ainsi que MARDOCHÉE et BARUCH ont pu devenir en français MORDAC et BAROUX.

La plupart de ces mutations cryptonymiques sont de réalisation d'autant plus aisée que d'une part les radicaux des langues sémitiques ne comportent en réalité que des consonnes, les voyelles n'y ayant pas de rôle sémantique, mais un rôle purement grammatical, et que d'autre part certaines consonnes hébraïques n'ont pas d'équivalent exact dans l'alphabet latin, ou les mêmes équivalents dans les divers alphabets qui en dérivent.

D'autres procédés ont été utilisés, tel celui de l'anagramme, par lequel LÉVI, par exemple, a pu devenir VEIL, VIEL, ou IVEL, sans compter de nombreuses variantes orthographiques, et celui de l'aphérèse qui de SAMUEL, par exemple, a fait MUEL.

Mais le système cryptonymique dont les résultats sont les plus difficiles à interpréter a été celui des sigles dont nous donnons quelques clés : à l'initiale B... est mis pour BEN..., RA... pour RABBI, BR... avec ou sans intercalation de voyelle, pour BEN RABBI; en finale ...EL pour ELOHIM, ...TZ pour TZADEK ou TZIBBOUR. Citons pour l'illustrer un exemple célèbre : le véritable nom de RASCHI, commentateur au XI^e siècle de la Bible et du Talmud, était RABBI SCHALOM BEN ISAAC; de même BASCH, BRISAC, et BARNUM, cachent res-

pectivement les noms purement hébraïques de BEN SCHALOM, BEN RABBI ISAAC et BEN RABBI NAHUM.

Ces divers procédés ont pu être évidemment combinés entre eux, soit pour multiplier les difficultés d'interprétation, soit pour aboutir à des confusions avec des noms du vocabulaire, de l'anthroponymie ou de la toponymie locaux. C'est ainsi que BENDELAK a pu se muer en DELAC, BEN RABBI MENAHEM en BERMAN, BEN RABBI GERSON en BERGER ou en BERGSON.

Les juifs ont pu d'ailleurs exceptionnellement adopter comme patronymes, soit un mot du vocabulaire local n'appartenant pas jusque-là à l'onomastique courante, tel que BLUM, BONHEUR ou LAJEUNESSE, soit un nom paraissant directement emprunté à l'onomastique locale, tel que BOUCHARA ou NAKACHE, dans les pays de langue arabe, LAROQUE en France, BAUMANN en Allemagne, etc... ou un nom de ville, ou dérivé de nom de ville, tel que VALENSI, TOLÉDANO ou PINSKER.

Les patronymes de cette dernière sorte ne pourront évidemment être utilisés comme des présomptions d'origine raciale à l'égard de ceux qui les portent. De même ne pourront davantage être utilisés dans ce sens les patronymes pour lesquels il est impossible de préciser s'il s'agit de véritables noms locaux, ou en réalité de noms hébraïques habillés en noms locaux. D'autre part, un certain nombre de noms bibliques sont les patronymes de familles incontestablement non-juives : on rencontre à peu près dans toutes les régions de la France, par exemple, mais surtout en Bretagne, des ABRAHAM, des DAVID et des JACOB, dont aucun ancêtre n'a certes appartenu à une communauté juive. Dans toutes ces hypothèses, les présomptions d'origine tirées des seuls patronymes seraient donc fragiles si elles ne pouvaient être étayées des présomptions tirées des prénoms, en tenant compte toutefois que beaucoup de noms bibliques ont fait des prénoms chrétiens, que beaucoup de protestants portent des prénoms purement bibliques et, inversement, que la plupart des juifs d'immigration récente, dont l'état civil indiquerait qu'ils portent des prénoms hébraïques, adoptent pour l'usage courant un prénom chrétien de même consonance, Abraham, Judas, Jacob et Moïse, par exemple, s'effaçant devant Albert, Jules, Jacques et Maurice. Les présomptions d'origine juive tirées de l'anthroponymie, c'est-à-dire indirectement de la langue hébraïque, sont donc d'une valeur variable et d'une utilisation délicate, et ne peuvent en conséquence faire l'objet d'une réglementation *a priori*. Laissées à l'appréciation des fonctionnaires chargés du recensement ou d'un contrôle administratif des juifs, et des magistrats appelés à sanctionner ces opérations, elles leur seront d'ailleurs précieuses. Sous cet angle, leur étude ressortirait davan-

tage à la spécification des juifs qu'à leur définition légale, mais nous avons pensé qu'il était d'une bonne méthode, dans l'examen de cette dernière question, de conserver le point de vue international — au vrai sens du mot — et de ne pas dissocier de la langue, critère collectif de nationalité, l'anthroponymie, qui n'en est en quelque sorte que l'aspect individuel, administrativement fixé. La langue hébraïque n'étant plus guère parlée, l'anthroponymie juive doit en outre en être considérée comme une survivance, manifestant objectivement l'attachement des intéressés aux coutumes ancestrales, c'est-à-dire l'un des éléments de leur sentiment national, dont il nous reste à examiner s'il ne se traduit pas également d'autre manière, juridiquement appréhensible.

SOUS-SECTION IV : LE SENTIMENT NATIONAL

Nous avons dès le début de notre étude reconnu que cet élément de la nationalité était impropre à servir de base à une définition générale du juif en raison de son caractère subjectif, en ajoutant toutefois que dans certains cas le sentiment national peut se traduire par des actes spécifiques, pouvant servir de critères accessoires pour une qualification légale. Dans le domaine de la nationalité juridique, cette idée a été appliquée, *mutatis mutandis* et en quelque sorte négativement, par le législateur français. Le décret-loi du 9 septembre 1939 dispose en effet que « pourra être déchu » de la nationalité française « tout Français qui se sera comporté comme le ressortissant d'une puissance étrangère ». Ce texte devait assurer, à un moment critique, le triomphe nécessaire du réalisme politique sur la pure abstraction qu'était devenue la nationalité en droit français. La même idée pourrait être mise en œuvre dans notre domaine pour atténuer ce qu'a forcément de rigide toute qualification légale du juif, en permettant au gouvernement de considérer comme juif tout individu qui, sans être de race juive ou de religion judaïque, se comporte en fait comme un national juif.

A l'inverse, pourrait être considéré comme non-juif tout individu d'ascendance mixte, ou même d'ascendance juive, de la nationalité du pays intéressé, qui aurait manifesté par des actes répétés et non équivoques qu'il était de même sentiment national que ses hôtes. Ce maintien à certains juifs de tous les effets de la naturalisation dont eux-mêmes ou leurs ascendants ont bénéficié, serait comme la naturalisation elle-même, une faveur à la disposition du gouvernement. Cependant le législateur, afin d'éviter dans la mesure du possible tout arbitraire administratif, en devrait soumettre l'octroi à un ensemble défini de conditions, lesquelles pourraient être

par exemple une conduite héroïque au profit de leur patrie d'adoption, le mariage avec un non-juif, et la rupture effective d'avec toute organisation du judaïsme, laïque ou religieuse, publique ou occulte.

Mais il n'est pas possible d'aller plus loin et de tenir compte d'une façon générale du sentiment national dans la définition légale elle-même du juif. C'est à l'administration qu'il appartiendra d'apprécier, dans la limite de ses pouvoirs, les actes individuels, tels que l'adhésion à l'une des associations mondiales du panjudaïsme, qui manifestent ce sentiment d'une façon suffisamment caractéristique. L'administration fera même appel implicitement au sentiment national des juifs en procédant à leur recensement par voie de déclarations individuelles, celles-ci étant en fait davantage des actes de foi que des actes juridiques, quelle que soit la rigueur de la définition légale à laquelle elles sont soumises. Mais nous abordons ainsi l'aspect pratique du problème de la qualification juive, celui de la spécification des juifs.

Section III : La spécification des juifs

La loi peut non seulement prévoir les conditions générales d'attribution de la qualité de juif, mais également les voies et moyens de cette attribution elle-même, ou laisser ce soin à l'administration.

De toutes façons, les procédés par lesquels seront déterminés pratiquement, vis-à-vis des pouvoirs publics ou des particuliers, les individus auxquels s'applique la définition du juif, devront être précisés. Que la qualité de juif soit comprise comme un élément de l'état des personnes ou comme une catégorie de droit public, le problème vis-à-vis de l'autorité à qui la compétence en la matière est attribuée ne se pose d'une façon pressante que si des incapacités quelconques y sont attachées, ou si des mesures différentielles, de quelque nature qu'elles soient, sont envisagées à l'égard des intéressés. Cependant le gouvernement de l'Etat qui institue la qualité de juif a un intérêt majeur, ne serait-il que d'ordre statistique, à connaître par avance les juifs qui habitent son territoire. C'est dire que les juifs devront être recensés comme tels d'une façon permanente.

Au contraire, les particuliers, les diverses administrations publiques et les tribunaux, n'ont d'intérêt à connaître la qualité juive ou non-juive de leurs co-contractants, de leurs administrés, ou de leurs justiciables, que si des incapacités spéciales sont attachées à la qualité de juif. Mais dans ce cas il sera facile précisément d'orga-

niser, à partir du recensement officiel des juifs, un système de preuves de la qualité juive ou non-juive des individus.

SOUS-SECTION I : LE RECENSEMENT DES JUIFS

Le recensement de base des juifs peut être réalisé à l'occasion du recensement général de la population, ou d'une opération quelconque ayant un caractère analogue. Pour prendre l'exemple de la France, le recensement quinquennal — celui de 1941 n'a pas eu lieu — aurait pu faire entrer dans ses catégories la qualité juive ou non-juive des habitants, ou mieux les critères permettant d'établir ultérieurement cette qualité.

De même, l'application de la loi du 27 octobre 1940 instituant une carte d'identité de Français, en principe obligatoire, aurait pu permettre la même différenciation en ce qui concerne les Français, et s'accompagner d'une révision parallèle des cartes d'identité d'étrangers.

Les avantages d'un recensement ainsi compris sont certains, tous étant mis en cause, il y a égalité de traitement entre les juifs et les non-juifs, et il s'ensuit une classification quasi automatique des uns et des autres, mais les opérations en sont évidemment longues et difficiles.

Au contraire, un recensement spécial des juifs pourra être rapide, mais risquera d'être incomplet, car il n'atteindra que ceux qui se reconnaissent comme tels. Il est en effet pratiquement impossible de réaliser un recensement rigoureusement objectif des personnes, quel que soit son but, et il est toujours nécessaire de prendre comme base les déclarations des intéressés eux-mêmes, sauf à organiser, *a posteriori* un contrôle de ces déclarations, et à prévoir des sanctions en cas d'abstention ou de mensonge. Un recensement spécial peut d'ailleurs s'accompagner d'un contrôle latéral de l'administration à l'occasion d'opérations de caractère général, telles que celles énumérées ci-dessus. Le recensement initial une fois effectué sera facilement mis à jour par les mêmes procédés, l'acquisition et la perte de la qualité de juif faisant l'objet de déclarations analogues.

Les règles à suivre pour ces déclarations sont de simple bon sens. Tout intéressé doit y être assujetti, dans un court délai, les mineurs étant représentés par leur père ou tuteur, les femmes mariées par leur mari, les interdits par leur tuteur. Les déclarations doivent être écrites de la main du déclarant, signées par lui, et contresignées par l'officier public qui les reçoit. L'emploi de for-

mules imprimées d'un modèle uniforme et reproduisant la définition légale du juif ne peut être que recommandé.

Un certain contrôle des indications données dans les déclarations peut être réalisé immédiatement en exigeant des déclarants toutes pièces justificatives utiles, mais pour être efficace il devra être complété par des vérifications ultérieures.

Le contrôle du recensement lui-même ne peut évidemment être réalisé qu'*a posteriori*.

Quelles autorités seront chargées de la réception des déclarations et de ces deux contrôles? La réponse à cette question dépend de la solution donnée au problème de la qualité juive en soi. Si l'on considère celle-ci comme un élément de l'état des personnes, il paraît logique d'en confier l'attribution à l'officier d'état civil, par ailleurs le fonctionnaire le mieux placé, dans la majorité des cas, pour contrôler l'exactitude des indications généalogiques données par les déclarants, le contrôle du recensement étant normalement assuré par le ministère public. L'ensemble de ces opérations pourrait être d'ailleurs réalisé d'une façon satisfaisante à l'occasion de l'institution, préconisée par la doctrine, d'un casier civil, destiné à centraliser au lieu de naissance tous les éléments de l'état des personnes.

Si l'on considère au contraire la qualité de juif comme une catégorie de droit public, il paraît logique de confier son attribution et les opérations qui l'accompagnent à l'autorité investie des pouvoirs généraux de police. Nous venons de parler de l'« attribution » de la qualité de juif, parce qu'en effet le contrôle du recensement lui-même suppose à l'autorité qui en est chargée un pouvoir de décision, soit pour résoudre les cas douteux, soit pour suppléer d'office les déclarations manquantes. L'exercice de ce pouvoir peut engendrer des litiges, la qualité juive ou non-juive de tel ou tel individu peut être contestée, soit par lui-même, soit par d'autres, et il se pose alors la question des recours qui dépend elle aussi du caractère donné à la qualité de juif en soi. Outre le recours gracieux ou hiérarchique, les intéressés auront, suivant le système adopté, une action en réclamation ou en contestation d'état, *lato sensu*, ou un recours contentieux devant les tribunaux administratifs, s'il en existe.

Le contrôle pourra mettre en jeu les sanctions qu'il aura été nécessaire de prévoir pour s'assurer un recensement aussi complet que possible. Ces sanctions seront logiquement d'ordre administratif si la qualité de juif est une catégorie de droit public et le recensement une opération administrative, et d'ordre judiciaire si la qualité de juif et le recensement ressortissent à l'état civil. Dans les deux cas, l'application en pourra être immédiate et ne rencon-

trera aucune difficulté, l'autorité qui en est chargée étant en principe celle à qui incombe l'attribution de la qualité de juif. Mais dans l'état du droit public de la plupart des pays, il n'y a guère de sanctions administratives efficaces, de sorte que même si la qualité de juif est instituée comme une catégorie de droit public, il sera peut-être nécessaire de prévoir des sanctions judiciaires aux obligations du recensement, ce qui sera une source de conflits d'un ordre particulier.

D'une part, en effet, un individu recensé d'office comme juif par l'autorité administrative pourra être reconnu non-juif par le tribunal auquel il aura été déféré pour défaut de déclaration. D'autre part, un individu condamné pour défaut de déclaration pourra ne pas être recensé d'office comme juif par l'autorité administrative.

Ces conflits seront aisément résolus si l'un des deux pouvoirs, le judiciaire ou l'administratif, a la suprématie sur l'autre, soit que le juge ait comme en Angleterre un pouvoir d'injonction vis-à-vis de l'administration, soit que l'administrateur puisse être comme en Allemagne son propre juge. Dans les pays qui, à l'exemple de la France, possèdent une juridiction administrative, il semble qu'il n'y ait d'autre solution que de faire du non-recensement une condition préalable à l'exercice de l'action publique, ou de confier celle-ci à l'administration chargée du recensement, et surtout de faire de la qualité de juif, lorsqu'elle est contestée par l'inculpé, une question préjudicielle au jugement, de la compétence des tribunaux administratifs.

Nous verrons cependant qu'en France cette solution ne s'est pas imposée et qu'il en résulte dans la pratique des inculpations d'individus recensés et des contrariétés de décisions sur la qualité juive ou non-juive d'un même individu. Il nous reste à examiner, pour épuiser le domaine des généralités, un dernier problème, intimement lié à celui du recensement, celui des preuves de la qualité de juif.

Sous-Section II : LES PREUVES DE LA QUALITÉ DE JUIF

L'utilité d'un système de preuves préconstituées de la qualité de juif est en raison directe de l'importance des conséquences juridiques qui y sont attachées, mais indépendamment de ses conséquences, l'on ne conçoit pas que la qualité juive ou non-juive d'un individu déterminé puisse être remise en question à tout moment par l'administration ou abandonnée au principe de l'autorité relative de la chose jugée. C'est pourquoi il est naturel de chercher les bases d'un tel système de preuves dans les résultats du recen-

sement des juifs, à condition précisément que celui-ci ait été compris non comme une simple opération statistique, mais aussi et surtout comme une opération juridique, comportant pour l'autorité compétente un pouvoir d'attribution de la qualité de juif. Si celle-ci a été instituée comme un élément de l'état des personnes, les actes de recensement seront normalement assimilés aux actes de l'état civil et soumis aux mêmes règles, notamment en ce qui concerne la publicité. La qualité de juif se prouvera donc par une copie ou un extrait de cet acte, mais la preuve de la qualité de non-juif ne pourra se faire de la même façon que s'il a été institué une sorte de casier civil, et non s'il y a eu simplement un recensement spécial des juifs, dont nous rencontrons ici un nouvel inconvénient. Dans ce cas, il sera nécessaire que de nouvelles opérations de contrôle puissent être entreprises sur requête des particuliers dont le patronyme laisse présumer une origine juive, et que, s'ils sont reconnus non-juifs, des certificats spéciaux puissent leur être délivrés.

Si la qualité de juif a été instituée comme une catégorie de droit public, et même dans le cas où il n'a été procédé qu'à un recensement spécial, un système simple de preuve préconstituée peut être réalisé par l'institution parallèle d'une carte d'identité nationale obligatoire délivrée sans mention de leur qualité aux individus non recensés comme juifs, et avec mention spéciale dans l'hypothèse inverse. Il semble en effet que même si la délivrance de ces cartes met précisément en jeu dans les cas suspects le contrôle de l'administration chargée du recensement, la production d'une carte sans mention expresse de qualité juive ne puisse constituer une preuve suffisante de la qualité non-juive de son titulaire, qu'il vaudrait mieux par conséquent ne pas indiquer sur la carte. Dans ce système, l'institution de certificats spéciaux de qualité non-juive aura donc aussi son utilité.

Nous aurons à examiner au cours de notre étude comment ces divers procédés ont été utilisés en droit positif.

CHAPITRE II

LA QUALIFICATION DU JUIF DONNÉE PAR L'AUTORITÉ OCCUPANTE

Par la fameuse déclaration que Lord Balfour, alors ministre du Foreign Office, adressa à Lord Rothschild le 2 novembre 1917, bien plus nette du point de vue qui nous occupe que la lettre de sympathie envoyée cinq mois plus tôt par M. Jules Cambon à M. Sokolow, l'Angleterre fut réellement le premier pays d'Occident à reconnaître et à proclamer, à la fois la persistance du sentiment national juif, la légitimité de cette persistance, et la nécessité d'y donner satisfaction.

Cependant le gouvernement anglais, n'ayant surtout en vue que des fins de politique immédiate, ne créait pas pour autant pour ses ressortissants juifs une nouvelle catégorie juridique. Bien plus, prétendant imposer aux autres gouvernements la même attitude, il prenait le soin de préciser que dans aucun pays « rien ne serait fait qui pût porter atteinte aux droits et au statut politique dont y jouissaient les juifs ».

Il n'y a donc pas à proprement parler une qualification anglaise du juif, bien que la qualité de juif soit implicitement reconnue par la déclaration Balfour elle-même. Mais celle-ci, basée uniquement sur le sentiment national juif, ne comporte d'autre conséquence que le libre choix laissé aux intéressés entre la satisfaction normale de ce sentiment national, et la continuation des avantages de l'assimilation juridique aux citoyens du pays d'accueil.

L'Allemagne, au contraire, envisageant dès l'avènement du national-socialisme, dans le but de restaurer sa cohésion raciale et son indépendance économique, d'éliminer les juifs de la vie de la nation, allait se trouver amenée à donner de ceux-ci une définition légale. Diverses lois de 1933 frappent d'abord les fonctionnaires, les avocats, les médecins et les journalistes d'ascendance non-aryenne, celle-ci étant présumée si l'un des parents, ou des grands-parents, de l'intéressé adhère à la confession israélite. Puis la

première des fameuses lois de Nuremberg du 15 septembre 1935 réserve la qualité de citoyen du Reich aux individus « de sang allemand ou apparenté qui ont prouvé par leur attitude qu'ils ont la volonté et la capacité de servir fidèlement le peuple et le Reich allemands », formule d'une portée générale, mais qui vise surtout à en écarter les juifs. La deuxième des lois de Nuremberg, « pour la protection du sang et de l'honneur allemands », vise uniquement et nommément les juifs, sans en donner cependant de définition. Enfin, la Première Ordonnance d'exécution de la Loi sur les citoyens du Reich, en date du 14 novembre 1935, donne du métis de juif et du juif les définitions légales suivantes :

§ 2

(2) Jüdischer Mischling ist, wer von einem oder zwei der Rasse nach volljüdischen Groszeltern teilen abstammt, sofern er nicht nach § 5 Abs. 2 als Jude gilt.

Als volljüdisch gilt ein Groszeltern teil ohne weiteres, wenn er der jüdischen Religionsgemeinschaft angehört hat.

§ 5

(1) Jude ist wer von mindestens drei der Rasse nach volljüdischen Groszeltern abstammt. § 2 Abs. Satz 2 findet Anwendung.

(2) Als Jude gilt auch der von zwei volljüdischen Groszeltern abstammende staatsangehörige jüdische Mischling.

a) der beim Erlasz des Gesetzes der jüdischen Religionsgemeinschaft angehört hat oder danach in sie aufgenommen wird,

b) der beim Erlasz des Gesetzes mit einem Juden verheiratet war oder sich danach mit einem solchen verheiratet,

c) der aus einer Ehe mit einem Juden im Sinne des Absatzes 1 stammt, die nach dem Inkrafttreten des Gesetzes zum Schutze des deutschen Blutes und der deutschen Ehre vom 15 Sept. 1935 geschlossen ist,

d) der aus dem auszerehelichen Verkehr mit einem Juden im Sinne des Absatzes 1 stammt und nach dem 31 Juli 1936 auszerehelich geboren wird.

C'est-à-dire, en français :

Art. 2

Paragraphe 2 : Est métis de juif celui qui descend d'un ou de deux grands-parents pleinement juifs d'après la race, en tant qu'il n'est pas considéré comme juif d'après l'art. 5 paragraphe 2.

Un grand-parent vaut comme pleinement juif, sans autre considération, s'il a appartenu à la religion juive.

Art. 5

Paragraphe 1^{er} : Est juif celui qui descend d'au moins trois grands-parents pleinement juifs d'après la race. L'art. 2, paragraphe 2, alinéa 2, trouve (ici) application.

Paragraphe 2 : Vaut aussi comme juif le ressortissant métis de juif, descendant de deux grands-parents pleinement juifs,

a) qui, lors de la promulgation de la Loi, a appartenu à la religion juive, ou qui y est admis ultérieurement,

b) qui, lors de la promulgation de la Loi, était marié avec un juif, ou qui se marie ultérieurement avec un juif,

c) qui est issu d'un mariage conclu avec un juif au sens du paragraphe 1^{er} après l'entrée en vigueur de la loi pour la protection du sang et de l'honneur allemands du 15 sept. 1935,

d) qui est issu de relations hors mariage avec un juif au sens du paragraphe 1^{er} et qui est né illégitime après le 31 juillet 1936.

La définition du métis de juif, et la distinction entre le métis du premier ou du second degré, utiles dans la législation allemande pour l'attribution de la qualité de citoyen du Reich et la réglementation des mariages inter-raciaux, ne nous intéressent pas directement ici. Nous aurons au contraire à revenir sur la définition allemande du juif, qui a été reprise dans ses parties essentielles, après une définition sensiblement différente, par les autorités militaires en France occupée, puis rapprochée de la nouvelle définition légale française qui était intervenue entre temps.

Les textes qui ont mis successivement en vigueur ces différentes définitions ayant été publiés chaque fois à des dates différentes pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais d'une part, le reste de la France d'autre part, sans y compter les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, nous les citons dans l'ordre chronologique :

— L'ordonnance relative aux mesures contre les juifs, en date du 27 septembre 1940, du Gouverneur militaire pour les territoires français occupés (non applicable dans les départements précités);

— L'ordonnance relative aux mesures contre les juifs, en date du 18 novembre 1940, du Commandant de l'Oberfeldkommandantur 670 (pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais);

— La troisième ordonnance relative aux mesures contre les juifs, en date du 26 avril 1941, du Militärbefehlshaber in Frankreich (non applicable dans les départements énumérés ci-dessus);

— La deuxième ordonnance relative aux mesures contre les juifs, en date du 5 juillet 1941, du Commandant de l'Oberfeldkommandantur 670 (pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais);

— La septième ordonnance, concernant les mesures contre les juifs, en date du 24 mars 1942, du Militäerbefehlshaber in Frankreich.

Toutes ces ordonnances ont évidemment été d'abord rédigées en langue allemande, mais leur publication en a été faite simultanément en allemand et en français, et même, en ce qui concerne le ressort de l'Oberfeldkommandantur 670, en flamand. Les traductions n'ayant pas toujours été faites avec le soin désirable, que décider en cas de divergences des textes allemand et français? La solution, qui s'imposait, a été donnée par une ordonnance spéciale du Gouverneur Militaire pour les territoires français occupés, en date du 17 octobre 1940 : « Pour l'application des ordonnances et arrêtés émis par les services de l'administration militaire en France, ne fera foi que le texte allemand. »

La mise en pratique de ce principe va simplifier notre étude, en nous permettant de grouper deux par deux les ordonnances sus-visées, car les textes allemands applicables aux départements du Nord et du Pas-de-Calais et au reste de la France sont identiques, encore que leurs traductions françaises soient sensiblement différentes. Nous examinerons donc d'abord la première définition du juif et le recensement fait sur cette base, puis ensuite la nouvelle définition et la révision consécutive du recensement.

Section 1 : La qualification de 1940

Réserve faite du titre de l'article : « Begriffsbestimmung » (définition), qui n'existe pas dans l'ordonnance du 27 septembre 1940, et du membre de phrase initial précisant l'étendue d'application territoriale de cette définition du juif, soit : « Im besetzten Gebiet Frankreichs » dans l'ordonnance du 27 septembre 1940, d'ailleurs omis dans le texte français, et : « In den beiden Departements Nord und Pas-de-Calais » dans celle du 18 novembre 1940, le texte allemand de l'article premier est identique dans les deux ordonnances. Il se lit ainsi : « ...gilt als Jude, wer der jüdischen Konfession angehört, oder angehört hat, oder von mehr als zwei jüdischen Grosseltern teilen abstammt. Grosseltern gelten als Juden, wenn sie der jüdischen Konfession angehören oder angehört haben ». Ce qui peut se traduire en français par : « ...est considéré comme juif quiconque appartient à la confession judaïque, ou y a appartenu, ou est issu de plus de deux grands-parents juifs. Les grands-parents sont considérés comme juifs quand ils appartiennent ou ont appartenu à la confession judaïque. »

Selon cette qualification, on peut donc être juif de deux manières

res : soit parce que l'on est soi-même, ou que l'on a été de religion judaïque, soit parce que l'on est issu de plus de deux grands-parents eux-mêmes de qualité juive, cette qualité étant appréciée de la même manière par l'appartenance à la religion judaïque.

Signalons en passant l'inadvertance commise par le traducteur officiel de l'ordonnance du 27 septembre 1940, qui a rendu à deux reprises le parfait du verbe « gehören » par l'imparfait du verbe « appartenir », ce qui aurait pu faire croire que l'appartenance judaïque ne valait que dans certaines limites de temps, ou dans certaines conditions de durée, encore qu'indéterminées, alors qu'elle paraît efficace selon le texte allemand à un moment quelconque de la vie de l'intéressé, nous verrons comment tout à l'heure.

La base de cette première qualification du juif paraît donc être uniquement confessionnelle, mais ce serait à notre avis une erreur de l'interpréter ainsi : elle n'est confessionnelle que pour une part puisqu'elle peut atteindre des individus uniquement en raison de leur ascendance, celle-ci n'étant à son tour appréciée du seul point de vue religieux que pour des raisons pratiques.

Quoi qu'il en soit, cette définition claire a pu être comprise de tous les intéressés qui, aux termes de l'article 3, intitulé « Eintragung in das Judenregister » dans l'ordonnance du 18 novembre 1940, devaient « se déclarer au sous-préfet de l'arrondissement dans lequel ils avaient leur domicile ou leur résidence habituelle, aux fins d'inscription dans le registre des juifs. » Dans le département de la Seine, où il n'existe pas de sous-préfecture, les intéressés ont été invités à se présenter aux commissariats de police des quartiers de Paris et des circonscriptions de banlieue, et à souscrire leurs déclarations sur des formules préparées, ultérieurement centralisées dans un service spécial de la Préfecture de Police où elles ont été utilisées à constituer divers fichiers.

Cette démarche devait être faite avant le 20 octobre 1940, aux termes de l'Ordonnance du 27 septembre 1940, et « sans délai », selon celle du 18 novembre 1940. Chacun des intéressés n'était pas tenu de se présenter personnellement; une disposition finale du même article 3 prend le soin de préciser en effet que la « déclaration du chef de famille suffit pour toute la famille ». Cette disposition avait pour but manifeste d'éliminer toute difficulté d'application en cas d'incapacité juridique ou d'empêchement matériel d'une, ou de plusieurs des personnes vivant à un même foyer, ou du chef de famille lui-même. Elle ne visait pas à dispenser celui-ci, ou son remplaçant normal, de faire des déclarations distinctes pour soi et chacune des personnes qu'il représentait. Il semble qu'elle ait été mal comprise dans la pratique, et qu'une seule déclaration

globale ait été exigée du chef de famille, ce qui ne pouvait être qu'une source de complications et de confusions.

Les ordonnances de 1940 ne prévoyaient pas de sanction spéciale à l'obligation du recensement, mais les peines prévues à l'article 6 dans celle du 27 septembre, à l'article 12 dans celle du 18 novembre, pour les infractions à leurs dispositions, s'appliquaient évidemment aux juifs non recensés en temps utile. Ces peines pouvaient être, d'après le texte, soit d'emprisonnement et d'amende, soit d'emprisonnement, soit d'amende, accompagnées ou non de confiscation des biens. Comme nous l'avons vu au chapitre premier, la mise en œuvre de telles sanctions suppose non seulement un contrôle des déclarations des intéressés et du recensement lui-même, mais aussi un pouvoir de décision quant à la qualité juive de tel ou tel individu qui refuse de se déclarer comme tel.

A qui appartiennent ces contrôles et ce pouvoir de décision dans le système des ordonnances de 1940? Le contrôle des déclarations a pu évidemment être commencé sur place, au moment même où elles étaient souscrites, donc par l'autorité administrative française. C'est ainsi par exemple que des pièces justificatives ont pu être exigées du chef de famille qui, tout en se déclarant juif, précisait que sa femme et ses enfants ne devaient pas être considérés comme tels. De même, un certain contrôle du recensement proprement dit a été effectué indirectement par la même autorité, du moins dans les départements autres que ceux du Nord et du Pas-de-Calais, à l'occasion de l'établissement, ou du renouvellement, des cartes d'identité des Français ou des étrangers. En effet, par une décision d'application de son ordonnance de septembre 1940, le *Militaerbefehlshaber in Frankreich* a prescrit : 1° que sur les cartes d'identité des juifs devait être apposé un timbre spécial, à l'encre grasse de couleur rouge, de 1 centimètre et demi de largeur sur 3 centimètres et demi de longueur, portant le mot « JUIF », ou « JUIVE », selon le sexe de l'intéressé; 2° que les juifs qui n'étaient pas titulaires d'une carte d'identité devaient en être munis sans délai.

Par voie de conséquence, l'autorité préfectorale ne pouvait plus dès lors délivrer de cartes d'identité exemptes du timbre spécial sans s'assurer, non seulement que l'impétrant n'était pas recensé comme juif, mais également qu'il n'y avait pas de présomptions qu'il dût être considéré comme tel. La même mesure n'a pas, à notre connaissance, été mise en vigueur dans le ressort de l'*Oberfeldkommandantur 670*, mais dans l'ensemble les contrôles indirects du recensement devaient s'étendre à mesure que des interdictions nouvelles, et les opérations de police subséquentes, allaient

frapper les juifs. Il est inutile de préciser qu'ils pouvaient dès lors être réalisés parallèlement par l'autorité occupante et par l'autorité française.

Cependant, un contrôle général et direct du recensement avait été prévu, par un article spécial des ordonnances de 1940, portant le n^o 5 dans celle du 27 septembre et le n^o 11 dans celle du 18 novembre, et ainsi rédigé : « Die Vorsteher der jüdischen Kultusgemeinden haben den französischen Behörden auf Anfordern alle Unterlagen auszufolgen, die für die Anwendung dieser Verordnung von Bedeutung sein können. » Ce que nous traduisons ainsi : « Les dirigeants des groupements culturels israélites sont tenus de mettre à la disposition des autorités françaises, sur la demande de celles-ci, tous documents pouvant servir à l'application de la présente ordonnance. » Le texte allemand est en effet formel et attribue à l'autorité administrative française ce pouvoir de réquisition et d'utilisation des archives religieuses israélites, comme le reconnaît d'ailleurs la traduction de l'Oberfeldkommandantur 670, mais comme ne le précise peut-être pas suffisamment la traduction officielle de l'ordonnance du 27 septembre, qui paraît attribuer seulement la demande à l'autorité française.

D'autre part, les deux traductions officielles rendent également « Kultusgemeinden » par « communautés », mais il va de soi qu'elles visent non seulement les anciens consistoires et les associations culturelles de la loi du 9 décembre 1905, mais tous les groupements culturels, quelle que soit leur forme, ou leur existence juridique même.

Il est difficile de savoir comment cette disposition a été utilisée par l'administration, mais elle a certainement incité les juifs de nationalité française d'origine à se déclarer, alors qu'elle était de nul effet à l'égard des juifs étrangers ou d'origine étrangère.

L'administration française avait d'ailleurs à sa disposition une autre possibilité de contrôle, en ce qui concerne les étrangers entrés sur le territoire français comme réfugiés politiques, en conformité des dispositions de l'article 2, alinéa 2, du décret du 2 mai 1938. Elle avait dû tenir en effet le plus grand compte de la religion des intéressés, spécialement pour les réfugiés provenant d'Allemagne, mais également pour les réfugiés provenant de Pologne et se disant victimes de pogroms.

Quoi qu'il en soit, il semble résulter de ces considérations que l'administration française a exercé un certain pouvoir pratique de décision, se traduisant par le recensement d'office des individus qui, connus comme juifs, refusaient de se déclarer tels, et la mise en demeure des autres abstenants pour qui il y avait de sérieuses présomptions de qualité juive, de se déclarer, ou de faire la preuve qu'ils ne tombaient pas sous le coup de la définition légale du juif.

Il est évident, au contraire, que les poursuites ne pouvaient être le fait que de l'autorité occupante.

Signalons, à ce sujet la tournure bizarre de la traduction dans le texte du 27 septembre 1940, où l'allemand, qui signifie littéralement « a jusqu'au 20 octobre 1940 pour se déclarer... » est rendu par « devra se déclarer jusqu'au 20 octobre 1940 », ce qui paraît vouloir préciser que ceux des intéressés qui ne s'étaient pas présentés avant cette date n'avaient plus à le faire. Nous croyons, au contraire, que le texte ne dispensait pas les retardataires de déclarations, mais que les déclarations tardives devaient mettre en jeu, aussi bien que l'abstention, les sanctions générales prévues pour les infractions aux ordonnances de 1940. Cette exégèse est d'ailleurs de peu d'intérêt pratique, bien qu'on puisse penser que les peines prononcées ont dû être moins fortes en cas de retard plus ou moins justifié qu'en cas d'abstention caractérisée, car la distinction des deux cas n'est pas aussi nette qu'elle peut paraître au premier abord. Les intéressés à qui il était notifié leur recensement d'office, ou qui étaient mis en demeure de prouver qu'ils ne devaient pas être considérés comme juifs, avaient toujours en effet à ce moment la possibilité, qu'ils n'ont pas manqué d'utiliser, de faire une déclaration pour atténuer leur faute, sauf d'ailleurs à faire des réserves sur leur véritable qualité. A l'inverse il est vrai, une telle déclaration, sans réserves; en cas de poursuite pénale, fournissait à l'accusation l'aveu du prévenu.

Mais l'administration pouvait se trouver en présence d'individus simplement présumés juifs, refusant de se considérer comme tels, et dans l'impossibilité de fournir la preuve qu'ils ne l'étaient pas.

Il ne restait d'autre possibilité dans ce cas qu'une décision de l'autorité occupante. C'est ainsi qu'à la Préfecture de Police, par exemple, le bureau allemand spécialement chargé de surveiller l'application de l'ordonnance du 27 septembre 1940 était maître, non seulement de l'opportunité des poursuites devant les tribunaux militaires en cas de déclaration tardive ou de non-déclaration caractérisée, mais encore de la décision des cas douteux.

La qualité juive de tel ou tel individu ne pouvait d'ailleurs être douteuse que d'une seule manière. La filiation se prouvant évidemment selon les règles ordinaires de l'état civil, les seules difficultés d'application de la définition du juif donnée par les ordonnances de 1940 résidaient en effet dans la caractérisation de l'appartenance à la religion juïque, soit de l'intéressé lui-même, soit de trois quelconques de ses grands-parents. Si la filiation légale d'un individu déterminé ne permettait pas de le rattacher à plus de deux grands-

parents, la seule question en cause était celle de son appartenance, présente ou passée, à la confession juive.

En fait, il semble que certains individus présumés juifs en raison de leurs nom et prénoms, ont été recensés d'office, lorsqu'étant circoncis ils n'ont pu justifier de l'adhésion à une autre religion, ou, lorsque non circoncis, et pour les femmes non adhérent à une autre religion, ils n'ont pu cependant prouver l'adhésion à une autre religion de deux de leurs grands-parents.

Recensés d'office ou recensés par leurs propres déclarations, les juifs ainsi spécifiés pouvaient être aisément décelés comme tels sur présentation de leur carte d'identité. Nous avons vu en effet que le *Militärbefehlshaber in Frankreich* avait prescrit, d'une part que tous les juifs n'ayant pas de carte d'identité devaient en être munis sans retard, d'autre part qu'un timbre distinctif devait être apposé sur celle-ci. Cependant, l'application de cette disposition ne pouvait être pleinement satisfaisante, en raison des pertes incontrôlables de pièces d'identité durant les événements de juin 1940 et de l'incohérence du régime de la carte d'identité française. De nombreux juifs français ont pu disposer de plusieurs cartes dont une seule a été présentée au timbrage.

Il semble qu'aucun autre système de preuves n'ait été organisé de la qualité juive ou non-juive des individus. Mentionnons toutefois qu'il a été délivré aux artistes du spectacle, par les commissariats de police des quartiers de Paris et des circonscriptions de banlieue, des certificats de non-recensement.

Dans l'ensemble, les ordonnances de 1940 paraissent n'avoir pas donné lieu à de grosses difficultés d'application, et cela se comprend aisément, le critère religieux étant le plus simple à mettre en pratique.

Cependant, comme nous l'avons déjà fait remarquer au chapitre précédent, la mise en œuvre de ce critère présente l'inconvénient majeur de paraître donner à la question de la qualification juive un caractère confessionnel. D'autre part, la qualité de juif ayant en Allemagne une base raciale, il n'est pas étonnant que les autorités occupantes aient modifié leur définition légale du juif pour la rapprocher de la définition allemande interne.

Section II : La qualification de 1941

Pour cette nouvelle qualification, non seulement les textes allemands sont identiques dans l'ordonnance du 26 avril 1941 et dans celle du 5 juillet 1941, mais les traductions françaises officielles sont également presque semblables entre elles, et elles sont aussi

dans l'ensemble plus rigoureuses. C'est pourquoi nous donnons ci-après, avec la définition légale du juif en allemand, la traduction française officielle.

§ 1

(1) Jude ist, wer von mindestens 3 der Rasse nach volljüdischen Grosseltern abstammt. Als volljüdisch gilt ein Grosselternteil ohne weiteres, wenn er der jüdischen Religionsgemeinschaft angehört hat.

Als Jude gilt auch, wer von 2 volljüdischen Grosseltern abstammt und

a) beim Erlass dieser Verordnung der jüdischen Religionsgemeinschaft angehört oder darnach in sie aufgenommen wird oder

b) beim Erlass dieser Verordnung mit einem Juden verheiratet war oder sich darnach mit einem solchen verheiratet.

In Zweifelsfällen gilt als Jude, wer der Religionsgemeinschaft angehört oder angehört hat.

ARTICLE PREMIER

Paragraphe 1^{er} : Est considérée comme juive toute personne qui a au moins trois grands-parents de pure race juive. Est considéré *ipso jure* comme de pure race juive un grand-parent ayant appartenu à la communauté religieuse juive.

Est considérée également comme juive toute personne issue de deux grands-parents de pure race juive et qui,

a) au moment de la publication de la présente ordonnance, appartient à la communauté religieuse juive ou qui y entre ultérieurement; ou

b) au moment de la publication de la présente ordonnance, a été mariée avec un juif ou qui épouse ultérieurement un juif.

En cas de doute, est considérée comme juive toute personne qui appartient ou a appartenu à la communauté religieuse juive.

On remarque immédiatement que la définition de base du juif est celle déjà donnée par la Première Ordonnance exécutive de la loi sur les citoyens du Reich, en date du 14 novembre 1935. Cette définition de base utilise comme critère la race : « Est juif, quiconque descend de trois grands-parents pleinement juifs par leur race. » Cependant, la phrase suivante : « Un grand-parent vaut comme pleinement juif, sans autre considération, s'il a appartenu à la religion juive », pourrait faire croire à première lecture qu'il s'agit d'une simple déclaration de principe, et que le critère racial

étant difficile à mettre en œuvre, la qualification allemande du juif repose en réalité sur le critère religieux.

Une étude plus attentive du texte lui-même fait penser, au contraire, qu'il s'agit non d'une disposition interprétative du principe primitivement posé mais d'une disposition nouvelle. En vertu de celle-ci, le grand-parent qui n'est pas de race juive, et ne peut donc donner de ce fait la qualité de juif à son descendant, mais qui a appartenu à un moment quelconque de son existence à la religion juive, est considéré par extension comme pleinement juif. Nous ne croyons pas cependant qu'il faille voir dans cette extension uniquement une application de cette idée, que nous avons déjà examinée au chapitre précédent, que la conversion au judaïsme d'un non-juif est en quelque manière une naturalisation adaptée à l'absence d'Etat juif. On ne comprendrait pas pourquoi, en effet, cette considération ne jouerait que pour les grands-parents et non pour les intéressés eux-mêmes. Nous croyons qu'il s'agit surtout d'une nécessité pratique du régime de la preuve. En effet, d'une part, rechercher la race généalogique des grands-parents, à défaut de pouvoir établir leur race biologique, serait contraire au principe, posé par la phrase initiale de l'article premier, de limiter aux grands-parents les considérations d'ascendance. D'autre part, les grands-parents de la quasi-totalité des individus intéressés auront en fait appartenu, à un moment quelconque de leur existence, à la religion judaïque. Il y a donc là un moyen pratique de contrôle.

D'ailleurs, s'il en était besoin, les commentaires autorisés ne laissent subsister aucun doute sur les valeurs respectivement accordées aux critères de la race et de la religion. Comme l'écrit le Docteur DEEG (*op. cit.*) : « Pour la définition de l'appartenance raciale du grand-parent de pur sang juif, l'appartenance ou la non-appartenance à la religion judaïque n'a aucune signification. Mais cependant l'appartenance à la religion judaïque, même seulement temporaire, vaut pour la définition de la race d'un grand-parent qui n'est pas de pur sang juif, comme une présomption légale irréfragable de l'appartenance à la race juive. »

A l'inverse, d'ailleurs, « un grand-parent qui n'est pas lui-même pleinement juif, mais métis de juif et d'allemand, et qui n'appartient pas à la religion juive, est considéré comme non-juif ».

Ce commentaire met en relief la notion de la race que nous avons nous-même exposée au chapitre 1^{er}, la race biologique, *stricto sensu*, étant rendue plus volontiers dans les textes allemands par le mot de « sang ».

En d'autres termes, la définition légale allemande du juif comprend, non seulement les individus de pur sang juif mais aussi les individus dont les ascendants, sans être de sang juif, ont été en

quelque sorte adoptés par la nation juive. Nous dirons qu'il s'agit d'une définition positive quant à la nation juive et négative quant à la race juive *stricto sensu*. Au contraire, la définition légale allemande du citoyen du Reich ne comprend strictement que les individus de sang allemand ou apparenté. Nous dirons qu'il s'agit d'une définition, non seulement positive quant à la nation allemande, mais positive également quant aux races, *stricto sensu*, allemande et apparentées.

Le même commentateur précise, en effet, que les 6 races biologiques qui constituent les populations blanches de l'Europe et leurs descendants dans le Nouveau Monde, à savoir les races nordique, falique, dinarique, estique, ouestique et baltique-orientale, sont apparentées les unes aux autres.

Revenons à la définition du juif, seule en cause évidemment dans les Ordonnances de 1941, mais pour laquelle nous ne voyons aucune raison de ne pas appliquer la doctrine intérieure allemande dégagée d'un texte identique.

Les races biologiques qui peuvent être distinguées dans la race généalogique juive ne jouent donc aucun rôle positif dans la définition légale du juif. Cela ne veut pas dire qu'elles n'aient pas joué un rôle dans la spécification des individus dont la qualité de juif au regard de la loi est douteuse. C'est sans doute en ce sens qu'il faut interpréter la décision prise par les autorités occupantes en faveur de la qualité non-juive des membres de l'« Association des Karaïmes à Paris », décision qui implique à la fois, en droit strict, que les intéressés ne sont, ni de race juive, ni de religion juive. Il est plus difficile d'interpréter la même décision prise en faveur de certains Géorgiens ou Djougoutes de religion israélite. L'appartenance à la religion juive n'a pas été considérée dans leur cas comme une présomption légale irréfragable de l'appartenance à la race juive, mais comme une présomption légale *juris tantum*. Nous pensons cependant qu'il s'agit d'une exception, qui, motivée par une situation toute spéciale, ne modifie en rien la règle générale.

Quant aux individus qui n'ont que deux grands-parents pleinement juifs d'après la race, le parallélisme des dispositions qui les intéressent n'est plus aussi rigoureux dans le texte valable pour l'Allemagne et dans le texte valable pour la France occupée.

Tout d'abord, le texte intérieur allemand ne vise que les demi-juifs ressortissants allemands; nous devons en conclure, *a contrario*, que les autres demi-juifs ne sont en aucun cas considérés comme juifs. Les Ordonnances de 1941 ne contiennent, au contraire, aucune restriction de ce genre; ce qui y concerne les demi-juifs s'applique donc en principe comme le reste aux individus de toutes nationalités et aux apatrides, domiciliés ou résidant en France occu-

pée. Nous ignorons si le principe s'applique jusqu'à faire acquérir la qualité de juif aux demi-juifs non ressortissants allemands venant d'Allemagne en zone occupée de la France. Nous reviendrons sur ces conflits possibles de qualifications dans un chapitre 4°.

Ensuite, si le mariage avec un juif et l'appartenance à la religion judaïque sont, dans les deux textes, les critères qui commandent de considérer les intéressés comme juifs, le texte intérieur allemand en admet un troisième : le fait d'être issu d'un mariage avec un juif de race, conclu après l'entrée en vigueur de la loi sur la protection du sang et de l'honneur allemands, ou de relations hors mariage avec un juif de race et d'être né illégitime après le 31 juillet 1936.

La loi sur la protection du sang et de l'honneur allemands, entrée en vigueur le 17 septembre 1935, ne commande en effet la dissolution pour le passé, et l'interdiction pour l'avenir, que des mariages entre juifs, quelle que soit leur nationalité, d'une part, et ressortissants allemands, de sang allemand ou apparenté, d'autre part. Des demi-juifs peuvent donc naître d'un mariage conclu après le 17 septembre 1935 avec un juif; il suffit pour que ce mariage ait été possible que la partie non-juive ait été de nationalité non-allemande, ou, étant de nationalité allemande, de sang non allemand ni apparenté (tzigane par exemple). Mais ils ne seront, comme nous venons de le voir, considérés comme juifs que s'ils sont ressortissants allemands. L'Allemagne ayant pris pour base de sa nationalité le *jus sanguinis*, le seul mariage mixte possible, donnant la qualité de juif à ses produits, est donc celui d'un homme juif, de nationalité allemande, avec une femme non-allemande, ou de sang non-allemand ni apparenté.

D'autre part, l'enfant né hors mariage ayant en droit allemand la nationalité de sa mère, il ne devient donc juif, lorsqu'il a deux grands-parents juifs que s'il est né d'une femme de nationalité allemande, que celle-ci soit ou non de sang allemand ou apparenté. Or, l'interdiction des rapports sexuels hors mariage s'applique aux mêmes catégories de personnes que celles qui sont atteintes par l'interdiction du mariage. Les relations dont il est issu n'étaient donc interdites que si sa mère, de nationalité allemande, était également de sang allemand ou apparenté. Il s'ensuit que le demi-juif, enfant illégitime, devient juif dans un cas où les relations dont il est issu n'étaient pas interdites, par conséquent dans un cas où le mariage de ses parents était possible et où, s'il était né légitime, il ne serait pas devenu juif.

Tout ceci suppose évidemment, lorsque ce n'est pas la mère naturelle qui est juive, que le père est connu.

Remarquons encore, pour en finir avec le texte intérieur alle-

mand, que la durée maxima de la grossesse qu'il sous-entend est très long, puisqu'il est de 317 jours. L'on est ainsi assuré qu'il n'atteindra pas le demi-juif né de relations hors mariage ayant eu lieu avant l'entrée en vigueur de la loi sur la protection du sang et de l'honneur allemands.

Les Ordonnances de 1941 n'avaient pas évidemment à tenir compte du même critère de la naissance *racialement* illégitime, puisqu'en France, pas plus en zone occupée qu'en zone non occupée, les mariages ou les relations sexuelles mixtes n'ont été interdits.

Au contraire, le texte concernant les deux autres critères est identique dans la loi intérieure allemande et dans les Ordonnances de 1941. Seul, le moment auquel ces critères entrent en considération est évidemment différent, puisque le point de départ en est fixé par le texte à la date de publication. L'ordonnance du 26 avril 1941 a paru dans la *Verordnungsblatt des Militärbefehlshabers in Frankreich* du 5 mai 1941 (n° 32) et celle du 5 juillet 1941 dans la *Verköndungsblatt des Oberfeldkommandanten für die Départements du Nord und Pas-de-Calais* du 16 juillet 1941 (n° 20). C'est donc, outre le moment présent, à ces dates que doivent s'apprécier, soit l'appartenance à la communauté religieuse juive, soit le mariage avec un juif.

En ce qui concerne le premier critère, nous venons d'employer le terme usité par les deux traductions officielles de « communauté religieuse juive » qui doit s'entendre dans un sens tout à fait général, comme l'indiquent le terme allemand de « *jüdischen Religionsgemeinschaft* » et, en français, l'emploi de l'article défini. L'adhésion à une communauté religieuse déterminée n'est nullement nécessaire pour entraîner la qualification juive du demi-juif. L'on pourrait croire en revanche, en raison de la date précise à laquelle cette appartenance doit s'apprécier que la circoncision pour l'adulte n'est pas suffisante, si l'intéressé n'a pas continué de marquer sa volonté d'adhésion à la religion juive, par un mariage selon le rite par exemple. Il semble cependant, autant pour des raisons de principe que pour des nécessités pratiques du régime de la preuve, que le demi-juif simplement circoncis doive être considéré comme juif, à moins qu'il ne fasse la preuve d'une conversion effective à une autre religion avant la date de publication de l'ordonnance.

L'appartenance à la religion juive doit, en effet, s'apprécier objectivement, et d'autre part, la preuve qu'il n'y a pas eu mariage religieux à la suite d'un mariage civil par exemple ne pourrait évidemment être fournie.

En ce qui concerne le mariage avec un juif, les deux traductions françaises officielles emploient le passé indéfini « a été mariée », ce qui pourrait faire croire que la dissolution du mariage, même

avant la date de publication de l'ordonnance, n'est d'aucun effet sur la qualification juive du demi-juif. Cependant le texte allemand signifie sans équivoque « était mariée » ; il s'agit donc d'une inadvertance du traducteur, réparée d'ailleurs dans la traduction officielle de la Septième Ordonnance, du 24 mars 1942, du *Militärbefehlshaber in Frankreich* qui comporte une disposition analogue. Le mariage avec un juif, dissous avant la date de publication des Ordonnances de 1941, n'entraînait donc pas la qualification juive du demi-juif.

Les Ordonnances de 1941, d'après leur article final, entraient en vigueur dès leur publication. C'est donc à cette date que la nouvelle définition légale du juif que nous venons d'étudier se substituait à l'ancienne, d'ailleurs formellement abrogée par un paragraphe (2) de l'article 1^{er} des deux Ordonnances de 1941. Ces deux définitions étaient suffisamment différentes pour que, dans de nombreux cas, des juifs recensés en 1940 perdissent en 1941 leur qualité de juif, et qu'inversement, des individus jusque-là considérés comme non-juifs acquissent la qualité de juif. Une révision du recensement était donc nécessaire; elle a été prévue par un § 2 intitulé : « *Nachträgliche Anmeldung* » et ainsi rédigé dans l'Ordonnance du 26 avril 1941 :

1° Personen, die bisher nicht als Juden gegolten haben, jedoch unter die Bestimmungen des § 1 dieser Verordnung fallen, haben die Anmeldung gemäss § 3 der Verordnung über Massnahmen gegen Juden vom 27 September 1940 (VOBIF-S-92) und gemäss §§ 2 und 3 der Zweiten Verordnung über Massnahmen gegen Juden vom 18 Oktober 1940 (VOBIF-S-112) bis zum 20 Mai 1941 vorzunehmen.

2° Massnahmen gegen Personen, die bisher als Juden gegolten haben, jedoch nicht unter die Bestimmungen des § 1 dieser Verordnung fallen, werden auf antrag aufgehoben.

C'est-à-dire, selon la traduction officielle française :

§ 2

Déclaration postérieure

1° Toute personne n'ayant pas été jusqu'à présent considérée comme juive mais qui tombe sous les dispositions du § 1^{er} de la présente Ordonnance devra, conformément au § 3 de l'Ordonnance du 27 septembre 1940 relative aux mesures contre les juifs (VOBIF, p. 92) et aux §§ 2 et 3 de la Deuxième Ordonnance du 18 Octobre 1940, relative aux mesures contre les juifs (VOBIF, p. 112), en faire la déclaration avant le 20 mai 1941.

2° Seront abrogées sur requête les mesures contre les personnes ayant été jusqu'à présent considérées comme juives, mais qui ne tombent pas sous les dispositions du § 1^{er} de la présente Ordonnance.

Nous ne donnons pas les textes allemands et français de l'Ordonnance du 5 juillet 1941, qui sont, *mutatis mutandis*, tout à fait analogues.

Mentionnons toutefois qu'ils fixent pour les nouvelles déclarations de qualité juive la date du 1^{er} juillet 1941, ce qui paraît être un lapsus, l'Ordonnance étant datée du 5 juillet 1941 et n'ayant été publiée que le 16 du même mois; il s'agit sans doute du 1^{er} août 1941.

L'obligation de nouvelles déclarations pour les juifs qui n'étaient pas jusqu'alors considérés comme tels est sanctionnée dans les Ordonnances de 1941, comme elle l'était dans les Ordonnances de 1940, par les peines prévues d'une façon générale pour toute infraction à leurs dispositions. Ces peines sont également les mêmes en 1941 qu'en 1940, « à moins que, en vertu d'autres dispositions, une peine plus sévère ne soit encourue », ajoute le texte le plus récent.

Pratiquement, la nouvelle qualification atteignait deux catégories d'individus :

1° Ceux qui, n'étant pas de religion juive, étaient issus d'un ou plusieurs grands-parents d'origine juive, convertis à une autre religion, qui jusque-là ne comptaient pas au nombre des grands-parents juifs.

2° Ceux qui, ayant deux grands-parents juifs, convertis ou non, étaient, à la date de publication des Ordonnances, de religion juive ou mariés avec un juif.

À l'inverse, les juifs qui n'avaient été jusque-là considérés comme tels qu'en raison de leur religion personnelle et qui n'avaient pas au moins deux grands-parents de race juive, n'étaient plus soumis à la qualification juive. Les mesures prises à leur encontre devaient en conséquence être rapportées; sur leur requête, précise le § 2 de l'article 2 des Ordonnances de 1941. La première de ces mesures, celle qui commandait toutes les autres, et la seule qui nous intéresse ici, était leur recensement comme juifs. Les déclarations antérieures devaient donc, lorsque les intéressés apportaient des justifications suffisantes, être annulées.

Ces annulations ont dû vraisemblablement être peu nombreuses, parce qu'elles n'ont pu être effectuées que sur des preuves positives de l'origine non-juive des grands-parents. L'alinéa final du paragraphe premier de l'article 1^{er} est, en effet, formel : « En cas

de doute, est considérée comme juive toute personne qui appartient ou a appartenu à la communauté religieuse juive. »

Le but de cette disposition a été sans doute d'éviter les requêtes en revision du recensement qui ne pouvaient être appuyées d'aucune justification sérieuse. C'est pourquoi nous la considérons, non pas comme un retour au critère religieux et à la qualification des Ordonnances de 1940, mais comme une présomption légale d'origine juive; conforme dans la plupart des cas à la réalité. Rares doivent être en effet les individus qui sont, ou qui ont été de religion juive et qui n'ont qu'un seul grand-parent de race juive; plus rares encore doivent être les juifs de religion intégralement d'origine non-juive.

Cette revision du recensement, consécutive aux Ordonnances de 1941, ne devait pas être la dernière, du moins dans le ressort du *Militärbefehlshaber in Frankreich*, comme nous allons le voir.

Section III : La qualification de 1942

Entre la publication de l'Ordonnance du 26 avril 1941 dans la zone occupée, à part les départements du Nord et du Pas-de-Calais, et la publication de l'Ordonnance du 5 juillet 1941 dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, deux lois françaises en date du 2 juin 1941 avaient été promulguées, l'une donnant une qualification générale du juif, valable pour la France entière, l'autre ordonnant le recensement des individus ainsi qualifiés. La publication de ces lois n'a été d'aucun effet sur la qualification du juif donnée par l'*Oberfeldkommandantur 670*, mais ultérieurement, le *Militärbefehlshaber in Frankreich*, peut-être dans le but d'éviter un double recensement, a rapproché sa définition légale du juif de la définition légale française. Ce fut l'objet de la Septième Ordonnance, du 24 mars 1942, concernant les mesures contre les juifs, entrée en vigueur, selon son article 5 final, à sa publication, c'est-à-dire le 15 avril 1942. L'article premier de cette Ordonnance modifie le paragraphe premier — la traduction française porte « l'alinéa premier » — de l'article 1^{er} de l'Ordonnance du 26 avril 1941, c'est-à-dire la définition légale du juif, en remplaçant, aux alinéas a) et b), l'expression adverbiale « *beim Erlass dieser Verordnung* » par cette autre « *am 25 Juni 1940* ».

La date à laquelle s'apprécie la religion du demi-juif, ou son mariage avec un juif n'est donc plus, outre la date à laquelle la qualification est en cause, la date de la publication de l'Ordonnance, c'est-à-dire le 5 mai 1941, mais le 25 juin 1940.

Il s'ensuit que les demi-juifs convertis à une autre religion ou dont le mariage avec un juif a été dissous entre le 25 juin 1940 et

le 5 mai 1941 ont acquis, le 15 avril 1942, la qualité de juif.

L'article 2 de l'Ordonnance du 24 mars 1942 a prévu précisément que ces individus devaient, « avant le 1^{er} mai 1942, faire les déclarations prescrites par le § 3 de l'Ordonnance du 27 septembre 1940 relative aux mesures contre les juifs » (VOBIF, p. 92).

Cette révision de recensement ne pouvait donner lieu à aucune difficulté, la définition légale du juif et toutes les autres dispositions de l'Ordonnance du 26 avril 1941 restant par ailleurs intégralement en vigueur. D'autres Ordonnances relatives aux juifs sont venues ajouter de nouvelles mesures aux anciennes, mais elles n'intéressent pas directement notre sujet. Remarquons toutefois que la qualité de juif de beaucoup d'individus a été rendue évidente pour la foule par l'interdiction faite en 1942 aux juifs, dès l'âge de six ans révolus, de paraître en public sans porter un insigne distinctif. Cette mesure a été édictée dans le ressort du Militärbefehlshaber in Frankreich par la Huitième Ordonnance du 29 mai 1942, concernant les mesures contre les juifs, et dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, par la Septième Ordonnance, relative aux mesures contre les juifs, en date du 13 juin 1942, du Commandant de l'Oberfeldkommandantur 670. La rouelle, instituée par le IV^e Concile de Latran, se trouvait ainsi remise en vigueur sous la forme nouvelle d'une étoile à six pointes, en tissu jaune, à contours imprimés en noir avec le mot « JUIF », et portée sur le côté gauche de la poitrine, solidement cousue au vêtement. L'étoile à six branches, appelée aussi étoile de David, ou sceau de Salomon, est en effet le symbole national juif.

Nous pensons cependant que l'on ne peut voir dans le port obligatoire de cet insigne distinctif un système de preuve, ou même de publicité, de la qualité de juif, mais qu'il s'agit simplement d'une prescription de police, d'autant plus qu'en fait n'y ont été soumis que les juifs de certaines nationalités.

CHAPITRE III

LA QUALIFICATION FRANÇAISE DU JUIF

Les divers régimes qui se sont succédé en France depuis le Premier Empire ont pu facilement, durant tout un siècle, maintenir le principe, qui avait triomphé sous la Révolution, de l'assimilation juridique complète des juifs aux non-juifs. L'affaire Dreyfus n'avait redonné qu'indirectement à la question juive une certaine actualité. Cette situation a été bouleversée en quelques années par l'afflux en France d'émigrés juifs de toutes provenances, après la guerre de 1914-18, et surtout après l'avènement du national-socialisme en Allemagne. La rapide accession d'un grand nombre d'entre eux à tous les postes de la hiérarchie sociale, et le rôle politique qu'ils entendaient jouer, ne pouvaient pas davantage passer inaperçus.

La réaction de l'opinion nationale devant cette invasion devint telle que le gouvernement français jugea nécessaire d'en réprimer les manifestations avec une rigueur spéciale. C'est ainsi qu'un décret du 21 avril 1939, modifiant les articles 32, 33 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, adjoignit à cette dernière des « dispositions réprimant la diffamation et l'injure commises envers un groupe de personnes appartenant par leur origine à une race ou à une religion déterminées, lorsqu'elles auront eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants ». Les termes mêmes de ce préambule montrent que le décret ne nous donnera pas de qualification du juif. Les juifs, qui n'ont pas d'existence légale en tant que tels, ne seront pas définis, même pas nommés, mais simplement désignés par une longue périphrase dont le caractère vague et général ne peut cependant faire illusion sur sa véritable portée.

Quant aux dispositions elles-mêmes, elles consistent essentiellement dans le cumul obligatoire des peines d'emprisonnement et d'amende, la majoration de leurs minima et maxima, et surtout la possibilité pour le Ministère Public d'agir d'office.

Après l'armistice franco-allemand du 25 juin 1940, le premier acte du Gouvernement du Maréchal vis-à-vis des juifs fût, par une loi du 27 août 1940 portant abrogation du décret du 21 avril 1939, de les soumettre de nouveau au droit commun en ce qui concerne la diffamation et l'injure.

Puis, à l'inverse, une série de quatre lois, promulguées dans les premiers jours d'octobre 1940, inaugure à leur égard une législation d'exception :

La loi du 3 octobre 1940 « portant statut des juifs » ;

La loi du 4 octobre 1940 « sur les ressortissants étrangers de race juive » ;

La loi du 7 octobre 1940 « portant abrogation du décret du Gouvernement de la Défense nationale du 24 octobre 1870 et fixant le statut des juifs indigènes des départements de l'Algérie ».

La loi du 11 octobre 1940 « portant suspension de la procédure instituée par les articles 3 à 11 de la loi du 4 février 1919, en ce qui concerne les israélites ».

La loi du 3 octobre 1940 nous intéresse particulièrement en ce qu'elle donne dans son article premier une définition légale du juif, définition à laquelle le Gouvernement allait bientôt substituer une autre par la loi du 2 juin 1941.

Nous étudierons successivement ces deux qualifications métropolitaines, puis celle, tout à fait particulière, du juif indigène d'Algérie, elle aussi bientôt modifiée par une loi postérieure du 18 février 1942.

Section I : La première qualification française du juif (Les lois des 3 et 4 octobre 1940)

La loi du 3 octobre 1940, portant statut des juifs, consacre son article premier à la définition légale du juif :

« Est regardé comme juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif. »

La loi du 4 octobre 1940 sur les ressortissants étrangers de race juive ne donne, au contraire, des individus qu'elle vise, aucune définition.

En raison des termes de cette incidente, « pour l'application de la présente loi », qui paraissent en restreindre la portée, une première question se pose, celle de savoir quelle est la valeur exacte de la qualification du 3 octobre 1940. S'agit-il d'une qualification générale du juif, valable pour tous les individus, quelles que

soient leur nationalité ou leur profession? Ou au contraire, selon une interprétation littérale de l'article premier, s'agit-il d'une qualification de circonstance valable pour les seules interdictions énoncées dans les autres articles de cette même loi, et ne pouvant s'appliquer, par exemple, aux individus visés par la loi du 4 octobre 1940?

Dans cette dernière hypothèse, la qualification du ressortissant étranger de race juive serait implicitement laissée à l'arbitraire administratif. Bien qu'il soit malaisé de connaître les pratiques préfectorales à cet égard, il semble bien que l'Administration ait utilisé pour l'application de la loi du 4 octobre 1940, la qualification donnée par la loi du 3 octobre 1940. Nous pensons cependant que cette solution ne s'imposait pas légalement, et que l'Administration a ainsi volontairement limité sa liberté d'appréciation, et, par voie de conséquence, ses moyens d'action.

L'interprétation dans le sens le plus général que semble suggérer le titre de la loi, « portant statut des juifs », ne doit pas en effet l'emporter sur celle que commandent les termes mêmes, restrictifs sans équivoque, de l'article premier, « pour l'application de la présente loi ». Un argument supplémentaire en faveur de notre thèse peut être trouvé dans le contenu même de la loi et des règlements pris pour son application. Aucune disposition en effet n'a prévu de recensement des juifs en tant que tels.

Sous l'empire de cette qualification, les juifs que l'Administration peut légalement connaître sont donc uniquement ceux qui sont visés par les dispositions professionnelles de la loi, c'est-à-dire, d'une part, les fonctionnaires; d'autre part, les individus qui exercent certaines professions de la presse, du spectacle, de la cinématographie et de la radiodiffusion, énumérées à l'article 5. Aucun règlement d'administration publique n'est intervenu en effet en ce qui concerne les professions énumérées à l'article 4.

En d'autres termes, la qualification du 3 octobre 1940 n'est pas une qualification *générale* du juif, et elle ne vaut que pour certaines catégories professionnelles d'individus.

On peut se demander, dans ces conditions, si elle vaut également pour ceux qui, en vertu des dispositions générales de l'article 3, peuvent continuer l'exercice d'une fonction publique ou y accéder, et ceux qui, en vertu de l'article 8, ont fait l'objet d'un décret individuel de dérogation. En d'autres termes, dans l'esprit de la loi du 3 octobre 1940, ces individus sont-ils considérés comme des non-juifs ou comme des juifs légalement privilégiés? Nous pensons que c'est cette dernière solution qui s'impose, non pas en raison d'arguments de texte qu'il nous serait bien impossible d'invoquer, mais en raison d'arguments de bon sens. Il n'est pas à notre

connaissance, d'ailleurs, que la question ait donné lieu à des difficultés dans la pratique. En zone occupée, cependant, les intéressés ont pu invoquer leur qualité de non-juifs au regard de la loi pour échapper aux mesures générales prises par l'autorité occupante, ce que nous nous réservons d'étudier au chapitre suivant.

Le second point qu'il importe d'examiner est celui du caractère juridique exact de la qualification du 3 octobre 1940. Le texte même de la loi ne nous renseigne pas directement à cet égard, et le fait que la qualification qu'il institue n'a pas une portée générale, ne permet pas de conclusion positive. Il semble que le législateur, d'une part, n'ait voulu établir aucun lien entre le fait sociologique de la nationalité juive et la qualification qu'il instituait, donc qu'il ne s'agit pas d'une catégorie de droit public, et d'autre part, qu'il n'ait pas aperçu la nécessité d'un classement préalable des citoyens et habitants, entre juifs et non-juifs, donc qu'il ne s'agit pas davantage d'une catégorie de droit civil. L'on ne saurait admettre, en effet, qu'un élément de l'état des personnes aussi important que la qualité de juif ou de non-juif, ne puisse être établi que dans certaines circonstances dépendant de la volonté de l'individu considéré; lorsqu'il a l'intention de devenir fonctionnaire par exemple. En résumé, la qualification du juif d'après la loi du 3 octobre 1940 n'est pas une catégorie de caractère juridique précis. Les termes de l'article 7 qui semblent confier aux Directions du personnel des différentes administrations publiques, l'attribution aux fonctionnaires qui en dépendent de la qualité de juif ou de non-juif, ne doivent pas faire illusion à cet égard. Pratiquement, tous les fonctionnaires ont eu à remplir une formule de déclaration contenant tous les renseignements capables d'établir leur qualité, et des preuves ont pu être exigées des intéressés dans certains cas douteux, mais il n'y a là aucun recensement organisé, et encore moins attribution de la qualité de juif ou de non-juif. Le juif fonctionnaire a pu, sans encourir aucune sanction et sans entraîner la responsabilité de son administration, ne pas se déclarer comme fonctionnaire juif. En sens inverse, le non-juif qui aurait été révoqué de ses fonctions ou à qui aurait été refusée l'admission à un emploi public, en application de la loi du 3 octobre 1940, aurait pu introduire un recours devant les tribunaux administratifs. Ceux-ci auraient ainsi réalisé une sorte de contrôle de la qualification juive des fonctionnaires ou candidats fonctionnaires. Cette hypothèse est sans doute restée théorique, car il n'est pas à notre connaissance que le Conseil d'Etat ou le Conseil de Préfecture Interdépartemental de la Seine aient eu à se prononcer en la matière.

D'autre part, en ce qui concerne les professions interdites aux juifs par l'article 5, le texte précisait : « Des règlements d'adminis-

tration publique fixeront, pour chaque catégorie, les conditions dans lesquelles les autorités publiques pourront s'assurer du respect, par les intéressés, des interdictions prononcées au présent article, ainsi que les sanctions attachées à ces interdictions. »

Aucun règlement n'étant intervenu, l'on peut se demander si, en dehors de la fonction publique, la qualité de juif instituée par la loi du 3 octobre 1940 n'est pas une catégorie fictive, si même nous sommes encore dans le domaine du droit. L'obligation pour les intéressés de renoncer à une profession interdite paraît être en effet dans ce cas d'ordre purement moral et dépourvue de toute conséquence juridique.

Il nous reste cependant à examiner, pour les cas restreints où elle s'applique, la définition du juif donnée par la loi du 3 octobre 1940. Il est malaisé de connaître à cet égard les pratiques administratives, qui ont dû varier suivant les administrations considérées, et de savoir si cette définition a donné lieu à de nombreuses difficultés d'application, mais il est quelques points sur lesquels le texte lui-même appelle des explications.

Tout d'abord, il importe de remarquer que la base de la qualification juive est, sans aucune équivoque possible, la race. L'individu d'origine non-juive, converti au judaïsme, n'est pas juif au regard de la loi. La religion n'intervient même pas pour classer le demi-juif, c'est-à-dire celui qui est issu de deux grands-parents de race juive, soit parmi les juifs, soit parmi les non-juifs, de sorte que le demi-juif, qui est de religion judaïque, n'est pas non plus juif au regard de la loi. La seule circonstance qui puisse faire attribuer au demi-juif la qualité de juif est son mariage avec un juif. Cette disposition soulève deux difficultés d'importance :

1° Que décider lorsque le conjoint du demi-juif n'a lui-même que deux grands-parents juifs? Il semble conforme à la lettre de la loi de conclure que dans ce cas aucun des deux époux n'est juif. Il est en effet logique, d'une part, d'appliquer au conjoint du demi-juif la définition générale du juif, c'est-à-dire qu'il devra être issu d'au moins trois grands-parents de race juive pour pouvoir être considéré comme juif; d'autre part, de prendre comme point de départ du raisonnement l'un ou l'autre des époux demi-juifs, de sorte que tous deux ont nécessairement la même qualité. En d'autres termes, il est nécessaire que cinq au moins de leurs huit grands-parents aient été juifs pour que les deux époux le soient. En cas de mariage entre cousins germains, les deux grands-parents communs doivent évidemment être comptés deux fois.

2° Que décider en cas de dissolution du mariage, soit par la mort, soit par le divorce? Il semble conforme à la lettre de la loi de décider que dans ce cas le demi-juif redevient non-juif, car si

son conjoint est décédé l'on ne peut dire que celui-ci est « juif », et s'il y a eu divorce l'on ne peut dire que le conjoint « est ».

Mais nous touchons là à une difficulté qu'a laissé subsister la qualification ultérieure et nous n'avons dessein de traiter dans cette section, qui n'a plus d'intérêt actuel, que les difficultés qu'a résolues, ou tenté de résoudre, la loi n° 2332 du 2 juin 1941.

Nous en voyons une qui est capitale, et qui concerne le mode de preuve de la race. Il ressort tout d'abord avec évidence du texte que la notion de la race qui est à la base de la loi du 3 octobre 1940 est la notion, généalogique, historique, ou dynamique, que nous avons dégagée au chapitre premier, et non une notion analogue à celle de l'anthropologie classificatrice. Mais la loi, limitant expressément à deux générations les considérations d'ascendance, comment reconnaître, sans remonter plus haut dans la généalogie, qu'un grand-parent est de race juive, et surtout comment en faire la preuve? Nous ne voyons guère que la possession d'état qui puisse jouer ce rôle. Le fonctionnaire qui, révoqué en application de la loi du 3 octobre 1940, aurait introduit un recours, comme nous en émettions à l'instant l'hypothèse, aurait dû faire la preuve que deux de ses grands-parents n'étaient pas tenus pour juifs d'origine dans leur milieu. Cette preuve aurait pu se faire par tous moyens, mais les témoignages en la matière sont nécessairement suspects, et ce sont les présomptions de race juive que nous avons examinées au chapitre premier qui auraient joué le principal rôle.

Quant à la preuve du lien d'ascendance entre l'intéressé et tel ou tel grand-parent supposé, elle se serait faite évidemment selon les règles ordinaires de l'état civil. Mais nous savons, et nous le déplorons, qu'en France, certains actes de l'état civil résultent de simples déclarations des intéressés, et qu'aucun contrôle de ces déclarations, même de simple possibilité matérielle, n'est organisé. C'est ainsi notamment que n'importe qui, n'importe où, n'importe quand, peut reconnaître comme sien un enfant naturel, même s'il est dans l'impossibilité matérielle la plus absolue d'en être le père ou la mère, quitte à introduire quelques années plus tard devant le tribunal civil une instance en annulation de reconnaissance. Il était donc à craindre que l'institution de la qualité de juif ne provoquât des reconnaissances de complaisance, ou, à l'inverse, des instances intéressées en annulation de reconnaissance ou en désaveu de paternité. On pouvait très bien imaginer par exemple qu'un enfant naturel ayant la possession d'état de juif, se fît reconnaître par un ou deux non-juifs, ou qu'à l'inverse, un enfant naturel reconnu par deux grands-parents juifs, demandât en justice l'annulation de cette reconnaissance. Ce danger n'était sans doute pas

théorique, puisqu'une disposition expresse de la loi n° 2332 du 2 juin 1941, que nous allons étudier maintenant, vise à le supprimer.

Section II : **La qualification générale du juif**
(*Les deux lois du 2 juin 1941*)

La loi n° 2332 du 2 juin 1941, remplaçant la loi du 3 octobre 1940 portant statut des juifs, nous donne la nouvelle définition du juif suivante :

« ARTICLE PREMIER. — Est regardé comme juif :

« 1° Celui ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive, ou de deux seulement si son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive.

« Est regardé comme étant de race juive le grand-parent ayant appartenu à la religion juive.

« 2° Celui ou celle qui appartient à la religion juive, ou y appartenait le 25 juin 1940, et qui est issu de deux grands-parents de race juive.

« La non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905.

« Le désaveu ou l'annulation de la reconnaissance d'un enfant considéré comme juif sont sans effet au regard des dispositions qui précèdent. »

Non seulement ce texte ne restreint pas la portée de la définition légale du juif à certaines catégories d'individus, comme faisait le texte précédemment en vigueur par les termes « pour l'application de la présente loi », mais une seconde loi portant la même date et parue au *Journal officiel* le même jour prescrit le recensement de « toutes personnes » ainsi définies. Nous en donnons ci-après le texte :

« Loi n° 2333 du 2 juin 1941, prescrivant le recensement des juifs.

ARTICLE PREMIER. — Toutes personnes qui sont juives au regard de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs doivent, dans le délai d'un mois à compter de la publication de la présente loi, remettre au préfet du département ou au sous-préfet de l'arrondissement dans lequel elles ont leur domicile ou leur résidence,

une déclaration écrite indiquant qu'elles sont juives au regard de la loi, et mentionnant leur état civil, leur situation de famille, leur profession et l'état de leurs biens.

« La déclaration est faite par le mari pour la femme et par le représentant légal pour le mineur ou l'interdit.

« ART. 2. — Toute infraction aux dispositions de l'article premier est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 10.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est Français.

« ART. 3. — Des dispositions particulières fixeront les conditions dans lesquelles la présente loi sera appliquée en Algérie, dans les Colonies, dans les Pays de Protectorat, en Syrie et au Liban. »

La conjonction de ces deux textes fait ressortir avec évidence la différence fondamentale qui sépare la nouvelle qualification française du juif de l'ancienne. Il s'agit maintenant d'une catégorie générale et absolue : désormais, ou on est juif, ou on ne l'est pas, abstraction faite de toute considération de nationalité ou de circonstances. La loi n° 2332 prend d'ailleurs le soin de préciser, tout comme la loi n° 2333 dans son article 2, à propos des sanctions judiciaires qu'elle prévoit en son article 9, que celles-ci ne sont pas exclusives de l'exercice « du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est Français ». Cette incidente démontre avec évidence, s'il en était besoin, que dans le nouveau système la qualification est la même, qu'il s'agisse d'étrangers ou de Français, et que la même obligation du recensement s'applique aux uns comme aux autres.

D'autre part, si le même texte réserve en son article 8 la possibilité aux juifs :

« 1° qui ont rendu à l'Etat français des services exceptionnels;

« 2° dont la famille est établie en France depuis au moins cinq générations et a rendu à l'Etat français des services exceptionnels; d'être « relevés des interdictions prévues par la présente loi », cette dérogation n'intéresse aucunement la définition légale du juif. Elle se borne simplement à créer une classe de juifs privilégiés qui n'en restent pas moins juifs et recensés comme tels. Cette solution s'impose en raison de l'emploi du terme « interdiction » qui ne peut viser une simple définition, et que l'on retrouve dans les dispositions du même article qui précisent la procédure de cette dérogation :

« Pour les interdictions prévues par l'article 2, la décision est prise par décret individuel pris en Conseil d'Etat sur rapport du

Commissaire général aux Questions juives et contresigné par le Secrétaire d'Etat intéressé.

« Pour les autres interdictions, la décision est prise par arrêté du Commissaire général aux Questions juives. »

Elle s'impose également par le caractère même de ces dispositions qui prévoient, uniquement pour les dérogations relevant des interdictions prévues par l'article 2, la forme solennelle d'un décret en Conseil d'Etat, et pour toutes les autres la forme d'un simple arrêté du Commissaire général aux Questions juives. Une dérogation à la définition légale du juif, qui commanderait nécessairement toutes les autres, ne serait donc soumise qu'à la procédure la plus facile, ce qui est absurde.

Elle s'impose enfin par le texte de la loi n° 2333, qui ne prévoit en cas de décret ou d'arrêté de dérogation, aucune révision du recensement des juifs qu'elle organise. D'ailleurs l'alinéa final de l'article 8 précise que « les dérogations accordées en vertu des dispositions qui précèdent n'ont qu'un caractère personnel et ne créeront aucun droit en faveur des ascendants, descendants, conjoints et collatéraux des bénéficiaires ».

Quant à la nouvelle définition du juif elle-même, elle repose sur le même critère racial que celle du 3 octobre 1940, mais elle est précisée sur plusieurs points et surtout elle est étendue à certaines catégories d'individus d'ascendance mixte par l'intervention de critères accessoires.

Nous examinerons donc successivement : le caractère juridique de la qualification du juif du 2 juin 1941, la définition du juif de race, la qualification juive du demi-juif, la preuve de l'adhésion aux confessions reconnues et autres, et enfin les questions relatives au recensement et au régime de la preuve.

Sous-Section I :

LE CARACTERE DE LA QUALIFICATION DU 2 JUIN 1941

Ni l'une ni l'autre des deux lois du 2 juin 1941 ne prend le soin de définir la qualité de juif, et leurs textes paraissent à cet égard commander une interprétation contradictoire. La loi n° 2332, édictant surtout des incapacités, touche à l'état des personnes et la loi n° 2333 confie à la seule autorité administrative le recensement des juifs, donc, comme nous croyons l'avoir démontré au chapitre premier, l'attribution de la qualité de juif. Il nous reste par conséquent à examiner comment dans la pratique la qualité de juif a été comprise et par le pouvoir administratif et par le pouvoir judiciaire.

Le recensement spécial des juifs organisé par la loi n° 2333

a été réalisé par voie de déclarations individuelles et volontaires, remises par les intéressés au préfet du département, ou au sous-préfet de l'arrondissement dans lequel ils avaient leur domicile ou leur résidence. La loi prévoyait des peines correctionnelles pour les juifs qui ne souscrivaient pas la déclaration prescrite dans le délai d'un mois à compter de la publication de la loi, délai prolongé jusqu'au 1^{er} août 1941 par la loi du 13 juillet 1941. La mise en jeu de ces sanctions supposait donc un contrôle du recensement.

Un contrôle direct a été réalisé par les opérations de police d'un service spécial, la « Police des Questions Juives », créé par arrêté du Ministre Secrétaire à l'Intérieur en date du 19 octobre 1941. Ce Service, rattaché au Cabinet du Ministre, se compose de deux sections, l'une en zone non-occupée, l'autre en zone occupée. Un certain contrôle indirect s'est également trouvé réalisé dans la pratique, soit en raison du régime administratif des étrangers, soit en raison des incapacités ou interdictions frappant les juifs. L'autorité chargée d'appliquer un texte restrictif, ou de refuser aux juifs le bénéfice d'un texte général, ne peut en effet faire reposer l'exécution de la loi sur un fait purement négatif, dont il ne peut d'ailleurs toujours s'assurer, comme l'absence de toute déclaration de qualité juive émanant des intéressés. L'exigence d'une déclaration sur l'honneur, soit de non-recensement, soit de qualité non-juive, si elle peut dégager la responsabilité propre de l'agent devant sa fonction, n'est pas d'un point de vue plus général pleinement satisfaisante. Il est à présumer, en effet, que le juif qui s'est soustrait sciemment au recensement passera facilement du mensonge par omission au mensonge en acte.

Lorsque la dite autorité s'est trouvée en présence de présomptions suffisantes d'origine juive, elle a donc été tout naturellement amenée à se faire préciser la qualité de l'intéressé par l'autorité qui aurait dû normalement le recenser, c'est-à-dire le préfet du département ou le sous-préfet de l'arrondissement du domicile. Celui-ci ordonnait une enquête et faisait entendre l'intéressé qui, mis en face des présomptions recueillies, pouvait alors : soit reconnaître sa qualité de juif et souscrire, tardivement sans doute, mais valablement, la déclaration prévue par la loi n° 2333; soit affirmer sa qualité de non-juif sans en apporter de preuves suffisantes; soit enfin établir dans les formes prévues par la loi n° 2332 sa qualité de non-juif. Cette dernière hypothèse ne nous intéresse pas pour le moment, et nous ne retiendrons que les deux autres, dans lesquelles l'intéressé pouvait évidemment être déféré au tribunal correctionnel, immédiatement dans la première, après décision positive sur la qualité de juif, et recensement d'office, dans la seconde. Pratiquement la décision, du moins dans les cas véritablement dou-

teux, n'a pas été prise par les préfets, mais par le Commissariat Général aux Questions Juives.

Cette Administration a été créée par la loi du 29 mars 1941, laquelle a été complètement remaniée par les lois du 19 mai 1941, du 1^{er} septembre 1941 et du 6 mars 1942. Elle a été successivement placée sous l'autorité du Ministre Secrétaire d'Etat chargé de la Vice-Présidence du Conseil, puis du Vice-Président du Conseil et du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, enfin du Chef du Gouvernement. Ses Services qui ont été organisés par décret du 19 juin 1941, modifié par décret du 20 octobre 1941, comprennent actuellement une Direction du Statut des Personnes chargée de préparer les décisions du Commissaire Général.

L'article 2 de la loi du 29 mars 1941, qui définit la mission de ce fonctionnaire, ne fait cependant mention, pas plus dans sa rédaction actuellement en vigueur que dans sa rédaction primitive, de la spécification des juifs. Sa compétence en la matière se comprend cependant comme un attribut nécessaire de sa fonction d'intermédiaire technique désigné pour exercer, vis-à-vis des préfets, le pouvoir hiérarchique du Chef du Gouvernement.

Mais, d'autre part, le Commissaire Général aux Questions Juives examine directement, sur leur demande, la qualité au regard de la loi n° 2332 des individus sur qui pèsent des présomptions graves d'origine juive, et leur délivre, s'il les reconnaît non-juifs, des « *certificats de non-appartenance à la race juive* ». Ces certificats valent évidemment comme une preuve formelle de la qualité de non-juif. Cette pratique a certainement eu pour résultat de réduire en la matière l'initiative des préfets qui auraient dès lors risqué de voir leurs décisions annulées ainsi *a posteriori* par leur supérieur hiérarchique.

Quoi qu'il en soit de sa répartition intérieure, hiérarchique ou territoriale, nous voyons donc s'affirmer la compétence administrative dans le domaine de l'attribution de la qualité de juif ou de non-juif. Cette compétence s'est même trouvée implicitement sanctionnée par le Conseil d'Etat dans son arrêt LÉVY, du 24 avril 1942, annulant une décision du Secrétaire d'Etat aux Communications. Celui-ci ayant refusé d'admettre l'intéressé à prendre part au concours pour l'admission à l'emploi de rédacteur stagiaire, et l'ayant licencié de son emploi de rédacteur auxiliaire en raison de sa qualité de juif, avait fait, dit le Conseil d'Etat, une « *inexacte application de la loi n° 2332* ». Le Conseil d'Etat semble donc en outre avoir admis sa propre compétence sur la question, préalable en l'espèce, de la qualité de juif ou de non-juif de Lévy. Il s'est implicitement refusé d'y voir une question préjudicielle de la compétence du tribunal civil, sans cependant nous éclairer sur la nature même de la question, ce

qu'il eût fait sans doute s'il avait été appelé à exercer son contrôle juridictionnel directement sur le recensement administratif des juifs. Le recours de particuliers recensés d'office, ou à l'inverse non recensés — le cas est évidemment théorique — eût été en effet certainement recevable, car il s'agissait bien d'une décision administrative susceptible de faire grief et le Conseil d'Etat ne pouvait admettre l'exception de recours parallèle puisqu'il se reconnaît compétent en la matière. Mais à notre connaissance aucun recours en annulation pour excès de pouvoir n'a été introduit contre une décision positive de l'administration sur la qualité de juif. Cela s'explique par le fait que le recensement d'office se traduit, pour les intéressés, par leur poursuite devant les tribunaux correctionnels, et que ceux-ci, surtout dans leurs premiers jugements, ont paru se reconnaître compétents pour décider de la qualité des prévenus.

De nombreux juifs poursuivis pour non-déclaration et, ce qui est plus important, d'autres poursuivis pour déclaration tardive, alors que l'infraction était certaine, ont pu exciper avec succès de leur qualité de non-juif au regard de la loi. Ces premiers jugements montrent donc l'application du principe général de procédure, selon lequel le juge de l'action est le juge de l'exception, et non des dispositions dérogatoires des articles 326 et 327 du Code civil en matière d'état des personnes.

Par exemple dans l'espèce DORFMANN, du 22 décembre 1941, le tribunal correctionnel de Toulouse résume ainsi les attendus du jugement : « Attendu qu'il n'apparaît donc pas que Dorfmann soit juif au sens de la loi du 2 juin 1941 sur le statut des juifs, que l'élément fondamental du délit qui lui est reproché d'infraction à la loi sur le recensement des juifs fait donc défaut et qu'il doit être déclaré en voie de relaxe sans dépens. »

De même dans l'espèce LANG, du 30 avril 1942, le tribunal correctionnel de Brive conclut : « Attendu que Jack et Claude Lang appartenaient donc bien à la religion juive (il s'agit en effet de deux demi-juifs) au jour de la déclaration de leur père; attendu que dans ces conditions Lang devait déclarer ses enfants comme juifs et non comme sans confession; que par suite le délit reproché au prévenu est nettement caractérisé et constant... »

Le premier tribunal correctionnel qui, à notre connaissance, ait aperçu l'intérêt de la question du caractère juridique exact de la qualité de juif, et y ait reconnu un élément de l'état des personnes ne rentrant pas dans sa compétence, est celui de Marseille (5^e Chambre). Celui-ci, dans l'espèce WEINTHAL, du 25 février 1942, réserve la question de la qualité de la prévenue dans les termes suivants : « Attendu, au demeurant, que les tribunaux répressifs n'ont pas, en pareille matière, à résoudre un problème d'état des

personnes, mais à apprécier dans le cadre des principes généraux de notre législation pénale si une infraction est établie ou pas; qu'à cet égard le délit prévu par l'article 2 de la loi N° 2.333 du 2 juin 1941 est un délit intentionnel; que l'intention criminelle consiste essentiellement dans la volonté d'accomplir un acte ou de s'en abstenir avec la conscience que cet acte est défendu ou (au contraire dans le deuxième cas) ordonné par la loi, sans pouvoir du reste invoquer l'ignorance de cette loi; qu'il faudrait donc, pour que la poursuite actuelle soit fondée, que soit établi que la demoiselle Weinthal a eu la volonté de commettre l'infraction qui lui est reprochée; attendu que, devant les incertitudes exposées ci-dessus, la prévenue ne peut être convaincue de s'être dérobée de mauvaise foi à la formalité exigée des israélites; qu'ainsi la demoiselle Weinthal est en voie de relaxe au bénéfice du doute... »

Ce jugement de relaxe a été confirmé par la Cour d'Aix le 12 mai 1942, mais en des termes qui, à l'inverse, permettent de conclure que celle-ci se considérait comme compétente pour décider de la véritable qualité de l'intéressée : « Attendu que le ministère public ne rapportant la preuve, ni de la religion juive de la prévenue, ni de la race juive de deux de ses grands-parents, celle-ci ne peut pas en l'état être regardée comme juive... »

C'est à la Cour de Montpellier que revient le mérite d'avoir, dans l'arrêt LUSTAC du 21 mai 1942, déclaré avec clarté et précision que la qualité juive touchait à l'état des personnes et ne rentrait pas dans la compétence des tribunaux répressifs. Nous reproduisons ci-après les attendus les plus caractéristiques de cet arrêt.

« Attendu qu'au contraire, si la qualité de juif est contestée par le prévenu, la solution de cette question, qui touche à l'état des personnes, ne rentre pas dans la compétence de la juridiction répressive; que dans ce cas, il appartient seulement à celle-ci de rechercher si, à l'époque où la déclaration était imposée aux juifs, le prévenu a pu, de bonne foi, considérer qu'il n'était pas juif au regard de la loi et n'était donc pas soumis aux obligations édictées par celle-ci;

« Attendu que, dans ces conditions, abstraction faite de toute question pouvant être soumise à l'examen de la juridiction civile, il apparaît que c'est de bonne foi et dans des circonstances exclusives de toute intention délictuelle que Lustac a estimé ne pas être soumis aux lois et règlements applicables aux juifs; que c'est donc à bon droit... »

A la même époque, un arrêt de la Cour de Toulouse du 28 mai 1942, rendu dans l'espèce SALOMON, réservait également, mais d'une façon seulement implicite, la question de sa compétence quant à la qualité du prévenu, par les termes suivants :

« ...Que, dans ces conditions, il n'est pas surprenant que Salomon ait éprouvé des difficultés à discerner les obligations qui lui étaient imposées par deux paragraphes d'un même article, aussi contradictoires; qu'il a pu penser avec la plus entière bonne foi qu'il n'était pas juif au sens de la loi du 2 juin 1941 et que, par conséquent, il n'était pas astreint à faire la déclaration prévue par l'article premier de la loi précitée; qu'il doit être, par suite, déclaré en voie de relaxe sans dépens... »

Un jugement plus récent, celui du tribunal correctionnel de Bergerac dans l'espèce BLOCH du 12 juin 1942, ne permet pas d'affirmer que ses auteurs aient entendu décider de leur compétence quant à la qualité des enfants du prévenu, ou même que la question se soit posée dans leur esprit.

Dans l'ensemble, nous ne pouvons donc dire que la jurisprudence répressive se soit fixée, mais nous croyons qu'elle ne pourra que suivre dans l'avenir la thèse de la Cour de Montpellier. Elle verra dans la qualification juive une question d'état des personnes et, revenant sur ses tendances antérieures en matière d'état, qui s'exprimaient notamment dans le domaine, voisin du nôtre, de la nationalité, elle s'estimera incompétente par une interprétation nouvelle et extensive de l'article 326 du Code civil. Il était en effet admis jusqu'ici à peu près unanimement que cet article, qui permet aux seuls tribunaux civils de « statuer sur les réclamations d'état », devait s'interpréter à la fois selon la lettre, sa place dans le Code, et les dispositions de l'article 327 faisant de la question d'état une question préjudicielle à l'action publique contre un délit de suppression d'état, c'est-à-dire qu'il ne devait viser, comme ce dernier article, que les contestations de filiation. Sa nouvelle interprétation suppose au contraire qu'il édicte un principe général, valable pour toute contestation d'état, du moins lorsqu'elle est principale. La conséquence en pourrait être que la jurisprudence répressive fît d'un jugement civil positif sur la qualité de juif une question préjudicielle au jugement, malgré la jurisprudence constante de la Cour de Cassation qui n'admet l'exception de question préjudicielle qu'en cas de dispositions formellement écrites dans la loi. (Cass. Crim. 24 juillet 1925. Gaz. Pal. 1925, 2.560.)

Quoi qu'il en soit, il faut donc examiner maintenant si la jurisprudence civile, reconnaissant elle aussi dans la question de la qualité juive ou non-juive de l'individu, une question d'état des personnes, s'est reconnue compétente pour en décider, soit sur action du ministère public, soit sur action des particuliers.

A notre connaissance, la question s'est trouvée posée pour la première fois devant le tribunal civil de Rabat, un sieur LÉVY lui ayant demandé, par requête enrôlée le 7 novembre 1941, dirigée à

l'encontre du ministère public, de dire et de juger qu'il n'était pas juif, et qu'en conséquence les dispositions de la loi du 2 juin 1941 sur le statut des juifs et du dahir du 5 août 1941, rendant applicable la loi précitée en zone française de l'Empire chérifien, ne lui étaient pas applicables. Le rapport de M. P. Decroux, juge rapporteur, avait nettement posé le problème en indiquant comme première question à trancher : « Cette action en déclaration d'état poursuivie à l'encontre du ministère public est-elle recevable? », et le jugement du tribunal en date du 17 décembre 1941 l'a résolu par l'affirmative sans préciser toutefois le caractère de cette action : « Attendu que cette action est régulière et recevable, le demandeur ayant un intérêt actuel et certain à faire établir qu'il n'est pas de race juive. »

Depuis lors, le même tribunal a rendu en la matière d'autres jugements sur le fond (Benaïm, 15 janvier 1942; Achour, 4 février 1942), sans qu'il ait cru nécessaire d'affirmer de nouveau sa compétence. Les autres tribunaux civils ont agi de même (Toulouse, 1^{re} Ch., Dorfmann, 19 juin 1942).

En résumé, nous pouvons donc dire que le pouvoir exécutif attribue en fait la qualité de juif, sans préciser les raisons et la portée de sa compétence, et que le pouvoir judiciaire considère, explicitement ou implicitement, la qualification juive ou non-juive des individus comme un élément de l'état des personnes. Comme il semble difficile dans cette dernière hypothèse de justifier le rôle que joue en la matière le Commissariat Général aux Questions Juives, nous ne pouvons tirer de l'application des textes, non plus que des textes eux-mêmes, de conclusion positive quant à la nature juridique exacte de la qualité de juif.

SOUS-SECTION II :

LA DEFINITION DU JUIF DE RACE

La définition du 2 juin 1941, comme celle du 3 octobre 1940, repose sur la race des grands-parents, mais, faisant intervenir la religion pour la qualification du demi-juif, elle prend le soin de préciser à l'inverse qu'est juif « celui ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive ».

Cela allait sans dire, mais la précision n'était pas tout à fait inutile puisque, en dépit de cette disposition formelle, un certain GRIGUER, d'origine juive mais de religion catholique, ainsi que sa femme, a demandé au tribunal civil de Rabat, par une action enrôlée le 5 juillet 1941 et dirigée contre le procureur commissaire du

Gouvernement, de dire et de juger que son fils mineur, également baptisé dans la religion catholique, était citoyen français non-juif. La solution en ce qui concerne la qualité de juif de l'intéressé, qui seule nous intéresse ici, ne pouvait faire de doute : « Attendu que l'appartenance à une confession n'est prise en considération qu'à l'égard de l'individu qui n'est issu que de deux grands-parents juifs, que celui qui est issu de trois ou de quatre grands-parents de race juive est juif, quelle que soit sa religion », dit le jugement en date du 11 mars 1942.

Mais il se pose en revanche deux questions qui méritent une étude approfondie, celle de la preuve du lien d'ascendance rattachant l'individu considéré aux grands-parents qu'il prétend avoir, et celle de la preuve de la race desdits grands-parents.

Remarquons tout d'abord que, s'il s'agit d'un étranger, la première question, conformément à une jurisprudence constante dans la matière analogue de la nationalité, devra être résolue selon les règles du droit français, comme s'il s'agissait d'un Français, à moins que ne joue l'exception d'incompatibilité (Cf. Niboyet, *op. cit.*).

Pour ceux des intéressés dont l'ascendance est légitime — ou légitimée — aux deux degrés, la preuve en est évidemment préétablie par leurs actes de naissance et ceux de leurs parents, ou les jugements qui en tiennent lieu. A défaut d'acte de naissance, la possession d'état d'enfant légitime suffit (art. 320 du Code civil).

Pour ceux des intéressés dont l'ascendance est naturelle, soit au premier degré, soit au deuxième degré, dans l'une ou l'autre ligne ou dans les deux lignes, mais légalement établie tant du côté paternel que du côté maternel par des reconnaissances volontaires ou forcées, la preuve s'en trouve également préétablie par hypothèse. Précisons que la situation est la même si cette preuve ne résulte pas d'un acte ou d'un jugement spécial, mais des mentions portées dans l'acte de naissance même ou d'aveux faits en justice.

Ces preuves normales de la filiation se trouvent dans certains cas stabilisées au regard de la qualification juive, car la loi N° 2.332, pour en éviter l'anéantissement légal dans un but intéressé, a pris la précaution d'une disposition spéciale : « Le désaveu ou l'annulation de la reconnaissance d'un enfant considéré comme juif sont sans effet au regard des dispositions qui précèdent. » Malgré l'absence d'une limitation formelle de sa portée, ce texte doit s'entendre à notre avis d'une façon restrictive et ne s'appliquer qu'aux instances postérieures à la publication de la loi. Sans faire intervenir le principe de la non-rétroactivité, on peut invoquer en faveur de notre thèse le fait que les instances en cours, et *a fortiori* les jugements déjà rendus, ne sont pas entachés de suspicion de suppression abusive de qualité juive. D'ailleurs, l'expression même

d'« enfant considéré comme juif » peut se comprendre plus aisément dans le sens positif « d'un enfant *actuellement* considéré comme juif », que dans le sens hypothétique d'un enfant qui ne pourrait être considéré comme juif que précisément parce que l'anéantissement des preuves de sa filiation ne serait pas valable.

Le désaveu visé par le texte est évidemment le désaveu de paternité, c'est-à-dire l'action qui a pour but de faire tomber la présomption « *pater is est quem nuptiae demonstrant* ». Comme cette action n'est accordée au mari que dans des cas précis, limitativement énumérés par le Code, ce qui en garantit la sincérité, la disposition que nous étudions paraît en ce domaine n'avoir eu d'autre but que de contrecarrer formellement la règle de l'effet absolu du jugement rendu. En revanche, elle ne vise pas l'action en contestation d'état d'enfant légitime, accordée à celui qui, ayant le titre, n'en a pas la possession d'état, ou inversement, ou qui a un titre et une possession d'état qui se contredisent. Ces hypothèses sont, il est vrai, exceptionnelles, et le principe de l'autorité relative de la chose jugée permettrait peut-être de n'en pas tenir compte. Quant à l'annulation de la reconnaissance visée par le texte, elle doit s'entendre d'une façon générale, soit qu'il y ait eu à l'origine contestation de la reconnaissance, soit qu'il y ait eu simplement une cause générale de nullité de l'acte qui a établi cette reconnaissance.

Mais que décider pour les individus dont l'ascendance naturelle n'est pas, ou n'est que partiellement établie dans les formes prévues par le Code, aux deux degrés exigés pour l'application de la loi n° 2332? Il peut s'en trouver en effet qui n'aient pas de grands-parents légalement connus, qui n'en aient qu'un seul et que celui-ci soit juif, ou encore qui en aient deux ou trois dont un ou deux soient juifs (si les trois étaient juifs, la question ne se poserait évidemment pas pour le quatrième aux termes de la définition légale du juif).

Il semble qu'à défaut de preuves légales, le Commissariat Général ait vu dans ces filiations de simples faits soumis à tous moyens de preuves. C'est ainsi qu'il paraît tenir compte dans ses décisions de l'indication du nom de la mère naturelle dans l'acte de naissance, et même de l'indication du nom du père, bien qu'elle ne doive pas en principe y figurer, puisqu'il s'agit d'un fait que le déclarant, au contraire de l'accouchement de la mère, n'a pu constater. A défaut de toute mention dans l'acte de naissance, il tient compte de la possession d'état. Il semble même qu'à défaut de toute présomption de filiation, le Commissariat Général aux Questions Juives ait tenu compte de présomptions générales d'origine raciale juive, telles que celles que fournissent les patronymes des enfants naturels ou leur race biologique et sur lesquelles nous aurons à

revenir. En sens inverse d'ailleurs, en l'absence de ces présomptions, il fait bénéficier l'enfant naturel d'une présomption d'origine non-juive. Il n'en reste pas moins que le Commissariat Général aux Questions Juives se réserve en la matière un large pouvoir d'appréciation.

La jurisprudence, au contraire, ne peut évidemment présumer la filiation, et se trouve obligée de se soumettre en matière de recherche de la filiation naturelle aux règles légales et jurisprudentielles. Or, en ce qui concerne la recherche de la paternité naturelle, d'une part, non seulement les cas où elle est possible sont énumérés limitativement par le Code, mais « l'action n'appartient qu'à l'enfant » et ne peut être exercée que dans certains délais. En ce qui concerne la recherche de la maternité naturelle, d'autre part, si la nécessité d'un commencement de preuve par écrit et le principe de l'imprescriptibilité de l'action n'apportent pas les mêmes obstacles légaux, en revanche, la jurisprudence n'accorde également l'exercice de l'action qu'à l'enfant. Nous ne connaissons d'exception à cet égard qu'un arrêt de la Cour de Grenoble du 14 janvier 1889 permettant au ministère public de demander à établir une filiation naturelle non avouée par les parties, afin de faire opposition à un mariage incestueux.

Il est donc tout à fait normal que successivement dans la même espèce Dorfmann, le tribunal correctionnel de Toulouse, par un jugement du 22 décembre 1941, et le tribunal civil de la même ville (1^{re} Chambre), par un jugement du 19 juin 1942, se soient interdit la recherche de la paternité naturelle : Dorfmann avait deux grands-parents juifs dans la ligne paternelle, et sa mère étant enfant naturel reconnu seulement du côté maternel par une non-juive. Nous reproduisons ci-après l'attendu le plus caractéristique de chacun de ces deux jugements :

« Attendu, au point de vue de la loi civile, qui régit la question d'état dont s'agit, que le tribunal n'a même pas à considérer qui a pu être le grand-père maternel de Dorfmann et partant s'enquérir de sa race ou de sa religion; qu'agir autrement serait méconnaître l'interdiction de la recherche de la paternité naturelle, renouvelée par la loi du 16 novembre 1912 dans l'intérêt supérieur de la famille, cette paternité au reste n'ayant pas été établie, dans la mesure où la loi permet exceptionnellement la reconnaissance forcée de la filiation; qu'il est juste, au surplus, que les inconvénients, notamment au point de vue héréditaire, de l'interdiction d'établir ce lien de filiation, soient compensés par les avantages qui peuvent en résulter », dit le tribunal correctionnel.

« ...Qu'en l'espèce l'article 1^{er} de la loi susvisée ne saurait recevoir application ni dans son paragraphe deux, ni dans son para-

graphe premier, demeurant dans ce dernier cas qu'il faudrait présumer que le grand-père maternel inconnu est de race juive, ce qui pour le moins serait excessif et imposerait à Dorfmann la charge d'une preuve impossible en fait et en droit; qu'enfin et surtout, en l'absence d'un texte formel il ne saurait y avoir de présomption... », dit le tribunal civil.

Pour en terminer avec la question de la filiation, il nous reste à examiner l'influence que peut avoir la filiation adoptive sur la qualification juive ou non-juive. En fait, le Commissariat Général aux Questions Juives n'en tient aucun compte, et cette solution paraît s'imposer en raison des termes mêmes de la définition légale du juif : « celui ou celle qui... est issu... ». Il est permis cependant de se demander si elle convient à l'une des formes nouvelles d'adoption créées par le décret du 29 juillet 1939, la légitimation adoptive. Dans ce cas, en effet, non seulement l'adopté n'a par hypothèse aucune autre filiation, mais le texte précise qu'il a « les mêmes droits que s'il était né du mariage ». Il acquiert donc du fait de son adoption la qualité d'enfant légitime avec toutes ses conséquences, et notamment une ascendance légitime parmi laquelle peuvent se trouver des grands-parents de race juive.

Quant à la question de la race juive ou non-juive des grands-parents, d'aucuns ont vu un abîme entre la qualification du 2 juin 1941 et celle du 3 octobre 1940, et bien que les définitions soient essentiellement les mêmes, en raison de cette disposition nouvelle : « Est regardé comme étant de race juive le grand-parent ayant appartenu à la religion juive. »

Le législateur, ont-ils pensé, ayant reconnu l'échec d'une qualification basée sur la race des grands-parents, n'a maintenu ce critère que comme affirmation de principe, et s'est empressé de mettre en œuvre un autre critère, celui de la religion.

C'est ainsi que M. le Professeur PERREAU a écrit (*op. cit.*) : « Ce n'est plus la possession d'état des grands-parents qui déterminera s'ils sont juifs; on examinera seulement s'ils appartiennent à la religion juive. » Il n'y avait pourtant aucune raison, au contraire, que ce texte ne parût pas à première lecture avoir au moins la même portée que le texte allemand de Nuremberg : « Un grand-parent vaut comme pleinement juif, sans autre considération, s'il a appartenu à la religion juive. »

Nous devons convenir toutefois que l'importance donnée dans la même définition aux confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905 ne pouvait que donner cette impression qu'en pratique la nouvelle qualification s'établirait, quant aux grands-parents, uniquement sur des considérations religieuses, à l'instar de la qualification de l'ordonnance des autorités occupan-

tes du 27 septembre 1940. Il y a là une erreur qui ne s'est que trop propagée. Tout comme dans le texte allemand de Nuremberg, cette disposition concernant la religion du grand-parent ne vise pas à substituer subrepticement un principe nouveau au principe de base, mais simplement à y ajouter, d'une part un principe subsidiaire, extensif, permettant d'assimiler au grand-parent de race juive celui de race non-juive qui s'est converti à la religion juidaïque, d'autre part un système pratique de preuve par la présomption légale irréfragable de race juive, attachée à la religion juive du grand-parent. Elle doit avoir cette conséquence pratique que le grand-parent dont l'adhésion à la religion juive sera prouvée, ne pourra en aucun cas être admis à la preuve de sa race non-juive, mais qu'à l'inverse, la race du grand-parent qui n'a appartenu qu'à une religion non-juive, ou qui n'a appartenu à aucune religion, pourra être recherchée et prouvée par tous moyens. Cette interprétation est commandée non seulement par l'esprit général de la loi du 2 juin 1941, mais par la lettre même du texte, lequel ne porte pas « n'est regardé comme étant de race juive que le grand-parent... ». Par ailleurs, elle paraît consacrée par la pratique du Commissariat Général aux Questions Juives, qui admet dans ses décisions, à côté de cette présomption de race juive que constitue la religion juive et sur laquelle il ne se reconnaît aucun pouvoir d'appréciation, d'autres présomptions sur lesquelles nous aurons à revenir et qui constituent, lorsqu'elles se trouvent réunies, une sorte de possession d'état.

La jurisprudence ne partage aucunement cette manière de voir : ou elle assimile implicitement, en ce qui concerne les grands-parents, les notions de race ou de religion : « Attendu que les grands-parents maternels avaient fait célébrer leur mariage le 27 octobre 1874 en l'église Saint-Augustin de Bône, qu'ils n'étaient donc pas de confession juive; Attendu que Achour René est, par suite, issu de deux grands-parents de race juive et de deux grands-parents non-juifs... », dit un jugement du tribunal de première instance de Rabat en date du 4 février 1942.

Ou même, elle semble rejeter explicitement un autre mode de preuve de la race juive du grand-parent que sa religion judaïque : « Attendu, d'autre part, que si l'on peut trouver parfois dans le nom patronymique certains indices, la loi n'attache soit à la forme ou à l'étymologie de celui-ci, soit même à la possession d'état, aucune présomption de sémitisme; qu'en l'espèce la race des grands-pères paternel et maternel de la demoiselle Weinthal n'est donc pas suffisamment déterminée... », dit un arrêt de la Cour d'Aix en date du 12 mai 1942.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux que pratiquement, dans

la plupart des cas, le grand-parent de race juive aura été de religion juive et que par conséquent les considérations de religion joueront le rôle principal. Cependant, la religion juive d'un grand-parent ne peut être connue avec certitude de l'Administration, et l'individu considéré, qui pourrait le plus souvent la prouver, à la fois par des pièces officielles datant d'avant la séparation des églises et de l'Etat et des papiers de famille, se gardera bien de l'invoquer. C'est sans doute pour parer à cet inconvénient que se trouve édictée en ce qui concerne la religion juive une nouvelle présomption suivant laquelle : « La non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905. »

Sans doute, ce texte se trouve inséré dans l'article 1^{er} après le paragraphe 2 visant à régler la situation du demi-juif, mais en raison de ses termes tout à fait généraux, il semble devoir s'appliquer aussi bien aux grands-parents.

Comme toute disposition légale établissant une présomption, ce texte déplace le fardeau de la preuve; l'Administration, faute de pouvoir prouver la race juive du grand-parent, et faute de pouvoir prouver sa religion judaïque, pourra mettre en demeure l'intéressé de faire la preuve que ce grand-parent appartenait à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905. Si cette preuve n'est pas fournie, le grand-parent sera-t-il considéré nécessairement comme ayant appartenu à la religion juive? Non, car le texte ne porte pas « n'est établie que », mais simplement « est établie », et pas plus ici que pour la présomption de race juive attachée à la religion juive, il n'y a lieu de solliciter le texte. Point n'est besoin même d'invoquer le fait que la qualité de juif s'accompagne d'incapacités, sanctionnées par des peines, et de faire intervenir le principe de l'interprétation restrictive des lois pénales, d'exception, ou de déchéance. D'autres modes de preuves pourront donc être admis, mais avec cette différence que l'Administration, ou le tribunal, gardera un pouvoir d'appréciation qu'il n'a pas dans le cas de la présomption légale. Au contraire, si la preuve de l'adhésion du grand-parent à un autre culte est fournie, l'Administration ne pourra le considérer comme ayant été de religion juive qu'en en fournissant la preuve formelle. Nous dirons que l'Administration est en face d'une présomption *juris tantum*. La preuve contraire peut d'ailleurs résulter précisément des circonstances de cette adhésion du grand-parent à un autre culte reconnu, et faisant apparaître celle-ci comme une conversion du judaïsme. Le grand-parent juif, converti, ne peut être considéré en effet que comme « ayant appartenu à la religion juive », même s'il n'est pas le cas échéant de race juive. L'on ne pourrait invoquer contre ce

texte formel la règle en matière de présomption légale posée par l'article 1352 du Code Civil, lequel d'ailleurs vise expressément de toutes autres hypothèses. Notre interprétation du système de la loi n° 2332 quant à la valeur de la religion juive ou non-juive du grand-parent est la seule qui ne sollicite pas les textes. Remarquons d'autre part qu'elle est la seule qui n'aboutisse pas à donner en la matière aux actes des confessions reconnues une force probante absolue, analogue à celle des actes de l'état civil, ce qui serait inconcevable dans l'état de notre droit. Elle est enfin consacrée par la pratique du Commissariat Général aux Questions Juives et de la Préfecture de Police, qui refusent notamment de considérer de plein droit comme n'ayant pas été de religion juive, le grand-parent pour lequel la preuve est faite de l'adhésion, à l'âge adulte, à une autre confession reconnue avant la loi du 9 décembre 1905. Précisons toutefois que l'Administration ne semble pas poursuivre l'instruction lorsque la même preuve est fournie, mais de l'adhésion à la *naissance*, bien que l'hypothèse d'une conversion ultérieure au judaïsme ne soit pas théoriquement exclue. La question ne paraît pas avoir été soumise explicitement à l'examen des tribunaux judiciaires.

En revanche, le même problème, en ce qui concerne, non plus le grand-parent, mais le demi-juif, a donné lieu à une longue controverse et à une nombreuse jurisprudence que nous allons étudier maintenant.

SOUS-SECTION III :

LA QUALIFICATION JUIVE DU DEMI-JUIF

Comme nous l'avons vu au chapitre premier, toute définition du juif basée sur la race doit, pour être complète, prévoir le cas des demi-juifs, c'est-à-dire de ceux dont l'ascendance est pour moitié juive, et pour moitié non-juive, car *a priori* rien ne permet de classer ces individus soit parmi les juifs, soit parmi les non-juifs. La loi N° 2.332 s'en tient à cet égard aux deux critères principaux du mariage et de la religion et ne vise que la qualification juive du demi-juif. Rappelons-en le texte :

« Est regardé comme juif :

« 1° Celui, ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu... ou de deux seulement si son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive...

« 2° Celui ou celle qui appartient à la religion juive, ou y appartenait le 25 juin 1940, et qui est issu de deux grands-parents de race juive. »

Le mariage avec un juif ou un autre demi-juif d'une part, l'appartenance à la religion juive, soit présente, soit à la date du 25 juin 1940, d'autre part, sont donc les seules considérations qui permettent, et qui obligent, de classer les demi-juifs parmi les juifs.

A *contrario*, tous les autres demi-juifs, en l'absence d'une disposition formelle de la loi, ne peuvent être considérés que comme non-juifs. Il semble que tout le monde doive être d'accord là-dessus. Nous verrons bientôt qu'il n'en est rien, et que l'Administration, suivie en partie par la jurisprudence judiciaire, avait tout d'abord créé de toutes pièces une troisième catégorie de demi-juifs devant être considérés comme juifs : les demi-juifs sans religion.

Éliminons d'abord les autres difficultés soulevées par la qualification juive du demi-juif, et, en premier lieu, celles auxquelles peut donner lieu le critère du mariage dans les cas où celui-ci se trouve annulé ou dissous.

En cas d'annulation, le mariage étant réputé n'avoir jamais existé, le demi-juif aura été à tort considéré comme juif, à moins évidemment qu'il n'appartienne ou n'ait appartenu au 25 juin 1940 à la religion juive. Il semble bien en effet qu'on ne puisse appliquer en notre matière les règles du mariage putatif, qui aboutiraient à une situation différente pour l'époux demi-juif, suivant qu'il est ou non de bonne foi. Cette situation, en raison des incapacités attachées à la qualité de juif, serait moins favorable lorsqu'il a été de bonne foi.

En cas de dissolution, soit par la mort, soit par le divorce, la thèse qui semble résulter du texte et que nous avons déjà indiquée en étudiant la loi du 3 octobre 1940 s'est également imposée ici à la pratique du Commissariat Général aux Questions Juives. Le demi-juif perd donc la qualité de juif qu'il tenait du seul fait de son mariage. Il n'en serait pas de même évidemment s'il appartient ou s'il appartenait au 25 juin 1940 à la religion juive.

Examinons en second lieu en quelles conditions de temps s'apprécie l'appartenance à la religion juive du demi-juif.

D'après le texte, en effet, différent de celui visant le grand-parent, l'appartenance à la religion juive du demi-juif ne vaut pas à un moment quelconque de son existence, mais seulement à deux instants précis : lorsque la qualification s'applique, d'une part, et à la date fixe du 25 juin 1940, d'autre part. Il s'ensuit que le demi-juif de religion juive qui s'est converti définitivement à une autre religion avant le 25 juin 1940 n'est pas considéré comme juif, alors que le grand-parent dans le même cas le serait. Cette solution semble s'imposer, mais nous ne connaissons aucune espèce dans laquelle la question se soit posée dans toute sa pureté devant les tri-

bunaux. La jurisprudence de l'arrêt Lustac, lequel, déjà cité, vise une conversion à une religion reconnue par l'État avant la loi de 1905, ne vaudrait peut-être en effet que pour ce cas, privilégié comme nous allons le voir, et non pour le cas général. En voici l'attitude caractéristique : « Attendu d'autre part que si Lustac reconnaît avoir été, lors de sa naissance, soumis à la circoncision, il affirme n'avoir jamais pratiqué la religion juive et avoir, par contre, adhéré dès l'année 1936 à l'Eglise Evangélique Luthérienne de France, confession reconnue par l'État avant la loi du 9 décembre 1905; qu'à l'appui de cette affirmation, il produit diverses pièces, notamment un extrait du registre B de la paroisse de Nice, constatant qu'à la date du 7 septembre 1936 il a été admis dans ladite Eglise dont il est, encore actuellement, membre reconnu comme appartenant à la communauté luthérienne... »

Rappelons d'ailleurs que cet arrêt, rendu sur appel correctionnel, ne prétend pas trancher la question de la qualité juive ou non-juive de Lustac, question dont il attribue expressément la compétence à la juridiction civile.

La pratique administrative semblait bien à première vue ne laisser aucun doute sur la pleine valeur accordée à la conversion, qu'il s'agît ou non d'une conversion à un culte reconnu avant la loi du 9 décembre 1905. C'est ainsi par exemple que de nombreux demi-juifs, convertis, définitivement et antérieurement au 25 juin 1940, du culte judaïque au culte orthodoxe, lequel n'a jamais été, comme nous le verrons plus loin, une « confession reconnue », se sont vu attribuer sans difficulté par le Commissaire Général aux Questions Juives la qualité de non-juif. Il n'en était rien cependant, car l'Administration n'admettait comme preuve de la non-appartenance à la religion juive que l'adhésion à une autre confession reconnue, et nous sommes dans l'obligation de conclure provisoirement qu'elle assimilait aux confessions reconnues le culte orthodoxe.

A l'inverse, le demi-juif qui a été de religion juive, mais en a abandonné la pratique, antérieurement au 25 juin 1940, et s'est converti postérieurement à cette date à une religion quelconque, reste juif au regard de la loi. Cette solution ne fait aucun doute, mais elle doit s'étendre *a fortiori* au demi-juif qui a abandonné la pratique de la religion juive, mais sans se convertir. Elle doit s'étendre également à notre avis au demi-juif qui, du fait de ses parents divisés sur la question religieuse, a adhéré dans son enfance, simultanément à la religion judaïque et à une autre religion, et n'en a pratiqué aucune. Le seul fait *positif* en l'espèce est l'appartenance à la religion juive, qui reste certaine. Le tribunal de Rabat s'est prononcé en ce sens le 15 janvier 1942 dans l'espèce BENAÏM, mais

les attendus du jugement ne sont pas convaincants, car il s'agissait, conjointement à la confession judaïque, d'une confession reconnue. Dans l'esprit du tribunal, l'adhésion à une confession reconnue était, d'une part, indispensable en droit, d'autre part, insuffisamment caractérisée en fait pour faire considérer l'intéressé comme n'étant plus de religion juive, bien que son appartenance à celle-ci ne fût pas non plus suffisamment caractérisée. « Attendu — dit-il — que le requérant, s'il n'est peut-être pas de confession juive, bien qu'il ait été circoncis suivant le rite hébraïque, n'a jamais adhéré effectivement à la religion catholique, bien qu'il ait été baptisé quelques mois après sa naissance... »

Quoi qu'il en soit de son interprétation, cette décision a été l'objet de commentaires d'une sévérité excessive de M. le Doyen Chauveau, qui semble avoir perdu de vue qu'en l'espèce l'intéressé, s'il avait été baptisé à la demande de sa mère dès sa naissance, avait été également circoncis à la demande de son père. C'est au moment même où la qualification s'applique, ou bien à la date du 25 juin 1940, que la loi se place pour apprécier la religion du demi-juif. Bien que le jugement ne le précise pas, Benaïm a été vraisemblablement circoncis avant d'être baptisé, mais cela fait peu de différence. D'une façon générale, nous l'avons déjà dit et nous le répétons, la *présomption* de non-appartenance à la religion juive attachée à l'adhésion à un autre culte reconnu ne peut être, d'après le contexte, considérée comme irréfragable qu'à la date voulue; elle doit en l'espèce s'effacer devant la *preuve positive* de l'appartenance à la religion juive.

Quant aux demi-juifs nés postérieurement au 25 juin 1940, ils ne deviennent évidemment juifs que par l'adhésion à la religion juive; mais que décider en cas d'une conversion ultérieure? Il semble que celle-ci ne puisse avoir aucun effet sur leur qualité de juif, en raison de la suspicion attachée par la loi à toutes les conversions postérieures au 25 juin 1940. Il en sera de même des enfants demi-juifs qui, bien que nés avant le 25 juin 1940, n'auront adhéré à la religion juive que postérieurement à cette date.

Il nous reste maintenant à examiner la difficulté la plus sérieuse, celle qu'a soulevée l'interprétation administrative, en ce qui concerne les demi-juifs, de la disposition suivant laquelle : « La non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'État avant la loi du 9 décembre 1905. » Rappelons brièvement ce que nous avons déjà dit de cette disposition en étudiant la religion du grand-parent et qui trouve ici, *mutatis mutandis*, la même application :

1° Il s'agit d'une présomption *juris tantum* qui n'a son plein effet que si la preuve contraire, positive, d'appartenance à la reli-

gion judaïque, cette fois soit à la date du 25 juin 1940, soit à la date où la qualification s'applique, n'est pas fournie;

2° Elle ne retire aucune valeur aux autres preuves de non-appartenance à la religion juive aux dates ci-dessus indiquées, qu'il s'agisse de la preuve d'un fait négatif tel que le défaut de circoncision, ou d'une preuve positive d'adhésion à une confession non reconnue avant la loi du 9 décembre 1905.

En ce qui concerne le premier point, cependant, l'Administration ne semble pas poursuivre l'instruction lorsque la preuve d'adhésion à une autre confession reconnue est faite à une date quelconque. Cette attitude s'explique très bien, par la difficulté pour l'Administration de prouver d'une façon formelle l'adhésion de l'intéressé à la religion juive, preuve nécessaire pour faire tomber la présomption de non-appartenance. Elle s'explique aussi par le fait que, dans la quasi-totalité des cas, surtout dans ceux de conversion, cette présomption sera conforme à la vérité. L'hypothèse d'un demi-juif baptisé à sa naissance et adhérant à l'âge adulte à la religion judaïque n'est cependant pas invraisemblable.

De toutes façons, on ne saurait conclure de la pratique de l'Administration que celle-ci considère, en ce qui concerne les demi-juifs, la présomption de non-appartenance à la religion juive attachée à l'adhésion à une autre confession reconnue, comme une présomption irréfragable, quelle que soit l'époque de cette adhésion.

Le tribunal de Rabat, dans l'espèce Benaïm rapportée ci-dessus, ne s'est pas prononcé sur cette question de la valeur de la présomption, car, comme nous l'avons vu, il a paru admettre que l'appartenance à la religion juive n'était pas prouvée et a motivé son jugement par le défaut « d'adhésion *réelle* » à l'une des autres confessions reconnues. C'est d'ailleurs surtout cette exigence d'adhésion réelle qui a été critiquée par M. le Doyen Chauveau, lequel, tout comme le tribunal, semble admettre implicitement que la présomption en cause est irréfragable, quelle que soit l'époque de cette adhésion.

En ce qui concerne le deuxième point, au contraire, nous sommes en présence de trois thèses nettement définies et contradictoires : celle que nous avons nous-même exposée et qui paraît avoir été adoptée par la jurisprudence judiciaire et la pratique administrative les plus récentes à la suite des commentaires fortement motivés de M. le Doyen Chauveau; celle qui considère que l'adhésion à une autre confession reconnue est le seul mode de preuve de non-appartenance à la religion juive, et qui a été longtemps celle de l'Administration et de certains tribunaux; celle enfin qui considère que le texte de l'article 1^{er} de la loi n° 2332 ne permet pas de

trancher la question, parce que les paragraphes 1 et 2 en seraient contradictoires.

Reprenons-les dans l'ordre chronologique.

Thèse primitive de l'Administration.

Pour ne pas être considéré comme juif, celui qui est issu de deux grands-parents juifs doit prouver qu'il n'appartient pas à la religion juive, et il ne peut faire cette preuve qu'en établissant son adhésion avant le 25 juin 1940 à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905. Telle a bien été pendant près d'un an la thèse qui a triomphé, avec ce correctif, toutefois, que l'Administration assimilait aux cultes reconnus des cultes manifestement non reconnus.

C'est ainsi que s'exprime par exemple le tribunal civil de Rabat dans le jugement rendu le 17 décembre 1941 dans l'espèce Raymond Lévy :

« Attendu que l'adhésion à l'Eglise Catholique ou à l'Eglise Réformée de France ou à l'Eglise de la Confession d'Augsbourg est le seul mode de preuve positif admis par le législateur pour établir la non-appartenance à la religion juive de l'individu né de deux grands-parents juifs;

« Attendu que Lévy Raymond ne peut apporter cette preuve, puisqu'il reconnaît lui-même qu'il n'appartient à aucune religion;

« Attendu que dans ces conditions, bien qu'il ait établi qu'il n'a jamais appartenu à la religion juive, Lévy Raymond doit être reconnu comme juif au sens de la loi du 2 juin 1941 qui... »

Outre l'argument de texte, tiré de l'absence de la conjonction restrictive « ne que », que nous avons déjà invoqué contre cette thèse, lorsque nous l'avons étudiée en ce qui concerne son application au grand-parent, nous en trouvons un autre, en ce qui concerne son application aux demi-juifs.

La simple règle de forme suivant laquelle « la non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905 », ne peut avoir pour effet d'annuler la règle de fond posée par le paragraphe précédent et qui exige expressément, comme condition positive de qualité juive du demi-juif, l'appartenance à la religion juive. Un autre argument contre la thèse primitive de l'Administration a été développé par M. le Doyen Chauveau dans les termes suivants : « L'interprétation administrative crée de toutes pièces une contradiction flagrante entre le paragraphe 1^{er} et le paragraphe 2. Cette interprétation aboutit en effet à cette conséquence... que tout individu qui n'appartient à aucune confession ou

qui appartient à une confession quelconque autre que la confession catholique ou la confession protestante (calviniste ou luthérienne) sera considéré comme juif dès l'instant où il a deux grands-parents juifs. Or, le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} décide que celui qui n'appartient à aucune religion n'est juif que s'il a au moins trois grands-parents juifs, ou si, n'ayant que deux grands-parents de race juive, il est en outre marié à un conjoint israélite. »

On ne saurait mieux dire, et c'est selon toute vraisemblance la critique de M. le Doyen Chauveau qui a inspiré le revirement ultérieur de la jurisprudence et de la pratique administrative. Cette critique n'était pourtant pas aussi fondée que le croyait son auteur, car si la jurisprudence, comme nous le verrons, limite les confessions reconnues aux cultes catholique et protestant, il n'en était pas de même de l'Administration, qui, en fait, tenait compte de confessions non reconnues. Ayant admis par la force des choses que le demi-juif converti avant le 25 juin 1940 au culte orthodoxe ne pouvait plus être considéré comme appartenant encore à la religion juive, elle ne pouvait qu'admettre *a fortiori* que le demi-juif qui avait toujours été de religion orthodoxe n'était pas de religion juive. Par cette pratique, non seulement l'Administration ne laissait pas de mettre la loi en contradiction avec elle-même, ainsi que l'avait démontré M. le Doyen Chauveau, mais elle se mettait en contradiction avec soi-même, car si l'adhésion à une autre confession reconnue était bien le seul mode de preuve de non-appartenance à la religion juive, l'adhésion au culte orthodoxe ne pouvait constituer cette preuve. Un dernier argument qui a été proposé et qui a certainement influencé l'Administration dans le sens que nous venons de voir, est celui qu'il serait injuste de considérer comme juif un individu ayant toujours pratiqué une religion qui n'a que le tort de n'avoir jamais été reconnue par l'Etat. Nous ne faisons que le citer en passant, car, faisant fi du texte, il n'a évidemment aucun caractère juridique. Rien n'empêchait le législateur de vouloir avantager les religions les plus communément pratiquées en France, et ainsi, indirectement, les citoyens français aux dépens des étrangers et des indigènes des colonies. L'argument n'acquiert une valeur juridique qu'en Afrique du Nord vis-à-vis de la religion musulmane; il serait contraire en effet au droit coranique, que nous nous sommes engagés à respecter, de considérer comme juif un fidèle de l'Islam. Mais nous verrons que l'on peut faire plus que d'assimiler aux cultes reconnus la religion musulmane, et la considérer comme une confession reconnue. En réalité, la pratique administrative aboutissait à créer une nouvelle catégorie de demi-juifs devant être considérés comme juifs : les demi-juifs sans religion, tandis que la jurisprudence, allant jusqu'au bout

de sa logique, généralisait en quelque sorte la qualification de juif à tous les demi-juifs qui n'étaient ni catholiques ni protestants.

Thèse de la jurisprudence la plus récente.

L'un quelconque des arguments que nous venons de développer aurait suffi à lui seul à condamner la thèse sus-visée, mais il a fallu attendre le 12 mai 1942 pour constater un revirement de la jurisprudence dont le mérite revient à la Cour d'Aix. Il s'agit de l'arrêt rendu dans l'espèce WEINTHAL, que nous avons déjà étudiée à d'autres points de vue :

« Attendu que si, aux termes de la loi n° 2332, la non-appartenance à la religion israélite résulte de l'adhésion au catholicisme ou au protestantisme, le paragraphe 2 du deuxième alinéa de l'article 1^{er} n'a nullement stipulé que celui qui ne se rattachait pas à l'un ou l'autre de ces cultes, était nécessairement juif; qu'en décider autrement serait attribuer ce caractère à l'individu qui, issu seulement de deux grands-parents juifs, n'est ni catholique ni protestant, et créer ainsi, soit une nouvelle catégorie, contraire aux dispositions de l'alinéa 1^{er} du même article, soit une présomption fondée sur l'absence de religion, que le législateur n'aurait pas manqué de formuler expressément... »

Les termes de cet attendu ont été reproduits intégralement dans un jugement du tribunal correctionnel de Bergerac en date du 12 juin 1942. Dans le même sens encore, s'exprime un arrêt en date du 20 juin 1942 de la Cour de Limoges rendu dans l'espèce LANG : « Attendu sans doute que ces mineurs sont issus de deux grands-parents de race juive ainsi que l'exige le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de ladite loi, mais que rien n'établit en revanche qu'ils appartiennent à la religion israélite ou y aient appartenu le 25 juin 1940, bien qu'ils ne soient pas rattachés à l'une des confessions, catholique ou protestante, reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905, l'adhésion au christianisme n'étant qu'un mode de preuve contraire qui n'est nullement limitatif... »

L'Administration, à son tour, semble admettre sans restriction cette thèse. Comme nous croyons l'avoir démontré suffisamment, elle est la seule qui ne sollicite pas le texte. Elle n'est cependant pas à l'abri de toute objection; si, en effet, à côté de la présomption de non-appartenance à la religion juive attachée à l'adhésion à une autre confession reconnue, on admet d'une part la même présomption en ce qui concerne les confessions non reconnues, et d'autre part la possibilité de la preuve directe de la non-appartenance, le paragraphe en cause n'est-il pas dénué de toute utilité? En d'au-

tres termes, pourrons-nous éviter de mettre la loi en contradiction avec elle-même sans méconnaître complètement l'une de ses dispositions? La deuxième partie de l'objection peut être levée assez facilement. La preuve directe d'un fait négatif est en effet difficile à fournir, en principe. Si par exception un individu de sexe masculin peut facilement établir qu'il n'est pas circoncis, le demi-juif qui, circoncis comme juif, s'est converti à une autre religion avant le 25 juin 1940 ne pourra produire aucune preuve directe de sa non-appartenance à la religion juive : la présomption a donc dans ce cas son utilité.

La première partie de l'objection, au contraire, a beaucoup plus de force, car nous ne voyons pas quelle différence pourrait être faite, quant aux effets, entre la présomption légale attachée aux cultes reconnus et la présomption judiciaire attachée aux cultes non reconnus. Dans un cas comme dans l'autre, le demi-juif ne peut être que dispensé de toute preuve directe, car s'il est juif converti, cette preuve est impossible, et s'il n'a jamais été de religion juive, il importe peu que la religion à laquelle il appartient ait été reconnue ou non par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905, puisqu'il peut aussi bien être sans religion, sans pour cela être considéré comme juif. Le juge ou l'administrateur ne gardera une certaine liberté d'appréciation que sur la valeur de la conversion d'un demi-juif, juif de religion, à un culte non reconnu, c'est-à-dire sur l'admission même à la présomption. Pour prendre un exemple concret, on pourra continuer de considérer comme juif un demi-juif de religion juive qui se serait converti à l'ananisme ou à une secte chrétienne dissidente, avant le 25 juin 1940, et en fournirait les preuves, si on estime qu'il s'agit là d'une conversion insuffisamment caractérisée.

Quant aux individus du sexe féminin, si la preuve positive de leur appartenance à la religion juive, à la date du 25 juin 1940 ou à la date présente, ne peut être faite, il ne peut être exigé d'eux, soit une preuve négative impossible, soit la preuve de leur adhésion à un autre culte reconnu ou non, puisqu'ils peuvent être parfaitement d'aucune religion et être cependant non-juifs au regard de la loi.

La disposition suivant laquelle « la non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues » ne trouverait donc d'application qu'en cas de conversion d'un juif du sexe masculin. Non seulement c'est peu, mais la solution s'imposerait d'elle-même si cette disposition n'existait pas, en raison du fait que, d'après le paragraphe précédent, l'appartenance à la religion juive ne vaut qu'autant qu'elle existe au moment présent ou au 25 juin 1940.

D'aucuns ont estimé qu'il n'était pas possible d'admettre que le législateur ait pris le soin d'une disposition formelle pour ne rien ajouter ni préciser au texte, et cela nous conduit à l'examen d'une troisième thèse.

Thèse de l'incohérence de la loi.

Selon cette troisième thèse, le texte, en raison de l'antinomie qui existerait entre ses dispositions, ne permettrait pas de se prononcer sur l'intention du législateur. Elle a été défendue par la Cour de Toulouse dans un arrêt SALOMON du 28 mai 1942 qui l'exprime dans les termes suivants :

« Mais attendu que le législateur, en ajoutant le 2^e paragraphe aux dispositions primitives, ne paraît pas avoir pris un soin suffisant pour adapter le texte du paragraphe 1^{er} à la règle nouvelle, qu'il a laissé subsister une contradiction entre le paragraphe 1^{er} et le paragraphe 2; qu'en effet une interprétation étroite de la loi conduit à ces conséquences inconciliables que tout individu, qui n'appartient à aucune confession, ou qui appartient à une confession quelconque autre que la confession catholique ou la confession protestante, sera considéré comme juif, dès l'instant où il a deux grands-parents juifs, tandis qu'aux termes de l'alinéa 1^{er} de ce même article, celui qui n'appartient à aucune religion n'est juif que s'il a au moins trois grands-parents juifs ou si, n'ayant que deux grands-parents de race juive, il est en outre marié à un conjoint israélite;

« Que, dans ces conditions, il n'est pas surprenant que Salomon ait éprouvé des difficultés à discerner les obligations qui lui étaient imposées par deux paragraphes d'un même article, aussi contradictoires; qu'il a pu penser, avec la plus entière bonne foi, qu'il n'était pas juif au sens de la loi du 2 juin 1941, et que, par conséquent, il n'était pas astreint à faire la déclaration prévue par l'article 1^{er} de la loi précitée... »

Nous ne voyons, quant à nous, aucune raison de choisir précisément l'interprétation du paragraphe 2 qui anéantisse la règle posée par le paragraphe 1^{er}, même si elle est plus « étroite », comme le dit cet arrêt. Bien au contraire, comme nous l'avons vu plus haut, c'est la règle de fond posée par le paragraphe 1^{er} qui doit commander l'interprétation de la règle de preuves posée par le paragraphe 2. On peut donc regretter que la Cour de Toulouse ait en quelque sorte renoncé à interpréter la loi, d'autant plus que si la question de la qualité de juif de Salomon lui avait été posée au civil, elle eût bien été obligée de le faire, sous peine de déni

de justice. Ses premiers attendus permettent d'ailleurs de supposer qu'elle eût adopté la même thèse que celle que nous défendons à la suite de M. le Doyen Chauveau et de la Cour d'Aix.

SOUS-SECTION IV

« LA PREUVE DE L'ADHESION »

AUX CONFESSIONS, RECONNUES ET AUTRES

Avant d'examiner les modalités de la preuve elle-même de l'adhésion aux confessions reconnues par l'Etat, il est évidemment nécessaire de faire l'étude de ces confessions reconnues, telles qu'elles étaient organisées avant la mise en vigueur de cette loi, et telles qu'elles sont devenues par la suite, ou telles qu'elles sont organisées à l'étranger. De toute évidence, en effet, la loi n'a pas entendu restreindre cette présomption de non-appartenance à la religion juive aux seules situations établies sous l'empire de la loi du 9 décembre 1905. Le contraire, qui pourrait à la rigueur se comprendre, *ratione temporis*, pour le grand-parent, serait incompréhensible pour le demi-juif qui a pu naître évidemment après 1905. Et, *ratione personae*, la qualification juive s'appliquant, comme nous l'avons vu, aussi bien aux étrangers qu'aux Français, on ne voit pas pourquoi la présomption en cause ne s'appliquerait pas également aux uns comme aux autres. En d'autres termes, il nous faut établir non seulement quelles étaient les confessions reconnues par l'Etat français avant la loi du 9 décembre 1905, au sens strict, mais également quelles sont les confessions qui peuvent être considérées comme leurs successeurs légitimes ou leurs équivalents étrangers.

Mais si cela est nécessaire, cela n'est pas suffisant, car dans la thèse de la liberté de la preuve que nous avons adoptée, l'administrateur ou le juge peut avoir à examiner la valeur d'une conversion d'un demi-juif, du judaïsme à un culte non reconnu. Il faut donc également établir quelles sont les confessions qui peuvent être assimilées dans la pratique aux confessions reconnues quant à la présomption qu'elles constituent de la non-appartenance à la religion juive. D'autre part, il est nécessaire également de préciser ce qu'il faut entendre d'une façon générale par le terme « l'adhésion culturelle ».

A. — Les confessions reconnues.

Les cultes pratiqués en France pouvaient, avant la loi du 9 décembre 1905, être groupés en deux catégories principales, sui-

vant qu'ils avaient ou non, en tant que tels, une existence juridique. Chacune de ces catégories peut être subdivisée en deux sous-catégories, respectivement, suivant le caractère de la situation de fait du culte intéressé ou le régime juridique qui lui est applicable. Nous pouvons ainsi distinguer :

1° *Les cultes clandestins*, qui, ne donnant lieu à aucune réunion publique, étaient ignorés de l'Administration;

2° *Les cultes tolérés*, dont les manifestations publiques bénéficiaient d'une autorisation tacite de l'Administration. Cette catégorie ne comprenait en fait que les cultes étrangers, tels que le culte orthodoxe ou le culte anglican, pratiqués en France à peu près uniquement par des étrangers qui y résidaient ou y étaient de passage;

3° *Les cultes autorisés par décret*, en conformité des dispositions du décret du 19 mars 1859 (article 3). Ils bénéficiaient de certains privilèges, notamment de la protection des articles 260 à 264 du Code pénal, réprimant les entraves au libre exercice des cultes. D'autre part, ils étaient soumis à certaines des règles édictées pour les cultes reconnus. Tel était le culte catholique gallican autorisé par décret du 3 décembre 1883;

4° *Les cultes reconnus par l'Etat*, c'est-à-dire ceux dont l'exercice était un service public organisé par la loi selon des règles particulières. Ils se caractérisaient par une protection spéciale, des établissements publics spéciaux, l'affectation de certains biens domaniaux, et des règles spéciales de police. Leurs ministres avaient un statut particulier comprenant à la fois, d'une part des privilèges, d'autre part des incapacités et des incompatibilités; l'Etat intervenait dans leur domination et leur assurait un salaire.

Les cultes ainsi définis étaient, outre le culte israélite :

a) Le culte catholique romain, régi par la loi du 18 germinal an X, « portant que la convention du 26 messidor an IX, entre le Pape et le Gouvernement français, et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 23 fructidor an IX, ensemble les articles organiques de ladite convention, les articles organiques des cultes protestants, dont la teneur suit, seront promulgués et exécutés comme des lois de la République »;

b) Le culte protestant réformé, régi par les articles organiques de germinal et le décret du 26 mars 1852;

c) Le culte protestant de la confession d'Augsbourg, régi également par les articles organiques de germinal et le décret du 26 mars 1852, mais réorganisé après la perte de l'Alsace-Lorraine par la loi du 1^{er} août 1879;

d) Le culte musulman, garanti par la capitulation du 5 juillet 1830 et réglé par la circulaire du Gouvernement général de l'Algérie

du 17 mai 1851. En outre, les dépenses en ont été rattachées au budget de l'Algérie par la loi de finances du 23 décembre 1875.

B. — *Les confessions qui peuvent être considérées comme reconnues, en dehors de toutes conditions de temps et de nationalité.*

La loi du 9 décembre 1905 substituant un régime d'ignorance et de liberté, du moins en principe, à un régime de droit public et de contrôle administratif, a eu, et cela se comprend aisément, des conséquences différentes sur les divers cultes jusque-là reconnus.

Le culte catholique, soumis à la souveraineté pontificale et au droit canonique, régi en principe par une convention diplomatique entre le Chef de l'Eglise et le Chef du Gouvernement français, mais également par les articles organiques que celui-ci avait ajoutés de sa propre autorité, ne pouvait, une fois libéré de la tutelle administrative, que devenir plus catholique et plus romain. La question de savoir quel culte peut être considéré comme légitime successeur du culte catholique organisé par la loi de germinal an X ne se pose donc en aucune façon. La question de savoir quel est, à l'étranger, le culte équivalent ne se pose pas davantage. En toute hypothèse, il s'agit toujours de l'Eglise catholique, apostolique et romaine.

Il y a donc lieu de ne tenir compte, en ce qui concerne la confession catholique, d'aucune considération de temps, de nationalité, ou de rite. Les rites melchite, arménien, chaldéen, syrien, copte et maronite doivent avoir la même valeur que le rite latin, le seul qui ait pourtant jamais été reconnu par l'Etat français. En revanche, ne peuvent être évidemment considérés comme catholiques romains, les schismatiques, c'est-à-dire les vieux-catholiques, dont l'origine remonte soit au schisme d'Utrecht (1702), soit au schisme des adversaires de l'infaillibilité pontificale (1870), les derniers partisans de la Petite Eglise, et surtout les fidèles de « l'Eglise orthodoxe, catholique, apostolique d'Orient », se répartissant en une quinzaine d'Eglises distinctes, dites autocéphales.

Du point de vue qui nous occupe, la position du protestantisme, malgré la force de ses traditions et de sa discipline, est un peu différente. La question de savoir quels sont en France les successeurs légitimes, et à l'étranger les équivalents des deux cultes protestants reconnus, soulève plusieurs difficultés.

Si l'Eglise luthérienne semble s'être maintenue en France depuis la loi du 9 décembre 1905 telle qu'elle avait été réorganisée en 1879, il n'en est pas de même de l'Eglise Réformée. Déjà en 1848 certaines paroisses s'en étaient séparées sous le nom d'églises évan-

géliques libres, et la loi de Séparation en a provoqué la scission en deux groupements, celui des « orthodoxes » de « l'Union nationale des églises réformées évangéliques de France », et celui des « libéraux » de « l'Union nationale des églises réformées de France ». Peut-on considérer également ces deux groupements comme les successeurs légitimes de l'Eglise Réformée organisée par la loi de Germinal? ou faut-il réserver cette qualification au seul groupement orthodoxe, le groupement libéral étant en réalité un schisme?

La question offre maintenant moins d'intérêt, les deux groupements s'étant de nouveau réunis et l'on peut considérer qu'ils n'ont pas cessé, ensemble ou séparément, de continuer l'ancien culte réformé reconnu.

Mais il subsiste une autre difficulté; les différentes églises protestantes de France, après s'être réunies plusieurs fois en assemblées générales du protestantisme français, ont adopté en 1905 le principe d'une fédération permanente. Les statuts de ce groupement, « la Fédération Protestante de France », rédigés à l'assemblée générale de Lyon, en 1919, en précisent l'objet. Celui-ci est notamment, du point de vue qui nous intéresse, « de contribuer à un rapprochement plus intime des églises et des œuvres protestantes..., de veiller à la sauvegarde des libertés nécessaires à l'exercice du culte protestant et de défendre, s'il y a lieu, auprès des Pouvoirs Publics, le droit des églises fédérées qui feraient appel à son intervention » (article 3). Or, la Fédération comporte présentement, outre l'Eglise Réformée de France et l'Eglise évangélique luthérienne de France, l'Union des églises évangéliques libres et la « Fédération des églises évangéliques baptistes de France ». Bien que les statuts de la Fédération prévoient que celle-ci ne pourra aucunement s'immiscer dans le gouvernement intérieur des diverses unions, ne convient-il pas de la considérer en bloc comme l'organe représentatif du protestantisme français? et par conséquent comme le légitime successeur des deux cultes protestants anciennement reconnus? Sans doute, en droit strict, cette assimilation des cultes évangéliques ou baptistes aux cultes reconnus ne paraît pas, à première vue, possible. Mais en droit strict, l'assimilation de cultes protestants étrangers aux cultes reconnus est encore plus impossible. Pourrait-on soutenir cependant qu'aucun culte protestant étranger ne peut être considéré comme constituant, en cas de conversion, une présomption irréfragable de non-appartenance à la religion juive? Nous ne le pensons pas, mais la difficulté subsiste néanmoins, car quels seront les cultes protestants étrangers qui pourront être considérés comme équivalents des cultes protestants français en dehors des cultes luthérien et réformé? Nous manquons de compétence pour en décider, mais il semble normal d'admettre au moins les

cultes protestants officiels, pour les ressortissants des pays intéressés, comme par exemple l'Eglise d'Angleterre pour les nationaux anglais. L'exercice du culte anglican était cependant en France simplement toléré.

L'Islam, présentant une grande stabilité et une grande unité, il semble à plus forte raison indiqué d'admettre comme culte anciennement reconnu en France, le culte musulman sans autre considération, bien que les rites hanéfite et malékite aient été les seuls observés en Algérie, donc reconnus au sens strict.

Toutes ces considérations ont d'ailleurs perdu beaucoup de leur intérêt depuis que le principe de la liberté de la preuve de la non-appartenance à la religion juive paraît triompher dans la pratique administrative et dans la jurisprudence. Elles en gardent cependant, comme nous l'avons vu, en cas de conversion du judaïsme à l'un de ces cultes, l'administration et le juge n'ayant plus alors la liberté d'appréciation qu'ils conservent pour les cultes non reconnus.

C. — *Les cultes non reconnus.*

La plupart des cultes que nous n'avons pas examinés jusqu'ici, sauf les cultes asiatiques, n'ont pas l'importance et l'organisation qui permettraient de les prendre en considération. Il en est de même des nombreuses sectes dissidentes des cultes que nous avons déjà examinés. Nous ne ferons exception qu'en faveur de l'Eglise orthodoxe, catholique, apostolique d'Orient, née d'un schisme d'avec l'Eglise catholique romaine, en raison du grand nombre de ses fidèles, d'une part, et de son organisation en églises nationales, d'autre part. Il importe cependant de remarquer que le culte orthodoxe est celui de pays où, en général, les juifs ont conservé un statut particulier et que, par conséquent, la conversion de ceux-ci au culte officiel n'est pas nécessairement sincère, ni même effective. Il semble indiqué de faire jouer ici une présomption de même nature que celle posée par l'article 1^{er} de la loi n° 2332 du 2 juin 1941, et selon laquelle les conversions postérieures au 25 juin 1940 n'ont aucune valeur.

La conversion aux différents cultes orthodoxes ne pourra donc être admise comme présomption de non-appartenance à la religion juive qu'avec une très grande prudence. Des réserves supplémentaires doivent être faites en ce qui concerne l'église russe. Celle-ci n'existe plus sur son territoire d'origine, et son clergé s'est regroupé dans les pays où il a émigré en organisations distinctes et parfois

rivales. Si l'on ajoute que pour les individus âgés, ou les grands-parents des intéressés, aucune preuve véritable de conversion ou d'origine non-juive ne peut être reconstituée, nous concluons que la religion russe orthodoxe ne peut jouer un grand rôle dans notre matière. Il semble bien que ce soit dans ce sens que s'affirme la pratique du Commissariat Général aux questions juives à cet égard.

D. — *La notion d'adhésion culturelle.*

La religion ne peut être envisagée comme un critère de nationalité que d'un point de vue objectif (voir chapitre 1^{er}) et à cet égard sa manifestation dans les consciences individuelles importe peu. Il semble donc normal de comprendre l'adhésion exigée par la loi non comme une manifestation de volonté, mais comme une situation de fait. Cette manifestation de volonté n'est d'ailleurs le plus souvent que tacite, car la plupart des individus ont adhéré durant leur minorité à la religion qu'ont choisie pour eux leurs parents. Sans doute, peut-on objecter que les parents ont agi comme représentants légaux de leurs enfants, et qu'il y a bien eu, en leurs personnes, manifestation de volonté. Nous croyons cependant, que même d'un point de vue subjectif, l'adhésion religieuse ne peut être considérée comme un acte juridique, dans lequel puisse intervenir la représentation légale. Une conséquence pratique de la conception objective sera donc que l'adhésion à une confession quelconque aura la même valeur chez les incapables que chez les individus juridiquement capables. Ce résultat était nécessaire, surtout en ce qui concerne la religion non-juive du grand-parent qui ne peut être considérée comme une présomption d'origine non-juive que si elle est prouvée au moment de la naissance. (V. *supra*.)

Mais l'adhésion à une religion déterminée n'est pas une situation de fait que l'administrateur ou le juge puisse apprécier librement; il lui est nécessaire d'appliquer en la matière les règles mêmes de cette religion, à moins, évidemment, d'incompatibilité. La jurisprudence est cependant divisée sur la question. Nous appelons de nouveau l'attention sur l'attendu déjà cité de l'espèce BENAÏM par lequel le Tribunal de première instance de Rabat déclare que l'intéressé « n'a jamais adhéré *effectivement* à la religion catholique bien qu'il ait été baptisé quelques mois après sa naissance ».

Il est vrai que BENAÏM ayant été également circoncis suivant le rite hébraïque, le tribunal était fondé à exiger une véritable conversion. Dans l'espèce LANG, du 30 avril 1942, le Tribunal correctionnel de Brive a considéré expressément que des enfants en bas âge ne pouvaient, en aucun cas, être regardés comme ayant adhéré à une confession quelconque. Adoptant en outre la thèse de la non-

liberté de la preuve, il a jugé qu'en conséquence, l'intéressé aurait dû déclarer ses enfants comme juifs. Voici l'attendu caractéristique de ce jugement :

« Or, attendu qu'étant donné l'âge des enfants (1 an et 9 mois pour Jack, et 8 mois pour Claude) au jour de la perpétration du délit, on ne saurait sérieusement prétendre que l'un ou l'autre ait pu adhérer à une des confessions visées par la loi du 2 juin 1941, n° 2332, portant statut des juifs; que le fait de ne pas être circoncis comme le baptême suivant le rite catholique ne peut évidemment être attribué qu'à la volonté de leur famille et non à la leur, que l'adhésion à une confession quelconque, c'est-à-dire l'action de s'attacher, de s'unir fortement à une confession, est un acte de consentement et d'approbation exigeant une volonté réfléchie et nettement exprimée, que ne sauraient posséder des enfants de l'âge de Jack et Claude Lang.

« Attendu qu'à cette volonté, ne saurait se substituer la volonté d'autrui, fût-ce celle du représentant légal de l'enfant pour un acte aussi grave que celui du changement de religion... »

Ce jugement a été réformé par la Cour de Limoges, le 20 juin 1942, dans les termes suivants :

« Attendu qu'on ne saurait s'arrêter à l'argument du Tribunal d'après lequel un mineur étant dans l'incapacité de formuler un consentement valable, ne saurait adhérer à une religion quelconque;

« Attendu que cette conception qui va à l'encontre du droit canonique comme du droit talmudique, est en contradiction avec les règles administratives lesquelles, pour l'établissement des statistiques officielles, attribuent aux enfants mineurs la religion de leurs parents... »

L'argument tiré d'une pratique administrative en matière de statistique, dont nous n'avons pas trouvé trace dans les documents officiels, est de toute façon inattendu et peu convaincant.

Tout autre, au contraire, est l'argument de fond que l'adhésion à une confession quelconque ne peut résulter que du jeu même des règles posées par ladite confession, sans intervention nécessaire d'un acte de volonté. Par cet attendu la Cour de Limoges adopte sans réserve la solution objective, avec cette conséquence de l'application en la matière du droit confessionnel.

E. — Les preuves d'adhésion aux cultes chrétiens.

On devient catholique, protestant ou orthodoxe, par le baptême et à moins de conversion d'une autre religion, on est, en principe, sauf chez les baptistes, baptisé dans son plus jeune âge. Quels que soient par ailleurs les effets du baptême, pour lesquels l'ablution

rituelle n'est pas toujours nécessaire (baptême de désir, ou baptême de sang), c'est par le seul baptême d'eau que l'on devient membre de l'Eglise, et c'est à ce titre qu'il nous intéresse ici. Le caractère de chrétien imprimé par le baptême est indélébile. Il ne peut donc être administré deux fois, même en cas de conversion d'un culte chrétien à un autre culte chrétien, d'où la pratique du baptême sous condition. Il ne peut donc davantage être effacé par l'excommunication, bien que celle-ci rejette hors de la société des fidèles celui qui en est frappé. Du point de vue objectif qui est le nôtre, et qui n'est pas nécessairement celui du théologien, on ne peut dire cependant que les excommuniés « adhèrent » encore au culte considéré. Ainsi que s'exprime l'article 17 du chapitre 5 (des Consistoires) de la « Discipline ecclésiastique des Eglises Réformées de France » : « On ne les reconnaît plus pour membres de l'église, les en retranchant au nom et en l'autorité de Notre-Seigneur Jésus-Christ et de son Eglise. »

Seront donc considérés comme chrétiens les individus baptisés, non excommuniés.

La preuve du baptême est de toute façon préétablie par le registre des baptêmes. En droit canonique, ce registre est l'un des quatre registres paroissiaux obligatoires; le curé doit y inscrire, sans retard et avec soin, les noms des baptisés, en mentionnant le ministre, les parents, les parrains, le lieu et la date du baptême. De même, selon l'article 18 du chapitre 11 de la Discipline réformée : « Les baptêmes seront enregistrés et soigneusement gardés dans l'église avec les noms des pères et mères, des parrains et des marraines et des enfants baptisés... » La même obligation est imposée au pasteur de l'Eglise luthérienne par le XXIII^e Règlement Synodal du 12 juin 1884.

Les curés et les pasteurs délivrent, sur demande, des extraits de ce registre appelés certificats de baptême. En cas de destruction des registres paroissiaux, les catholiques ne perdent pas pour autant toutes possibilités de preuve, car le droit canonique prescrit au curé d'en envoyer des doubles à la fin de chaque année aux archives de la Curie diocésaine, conservées par le chancelier diocésain qui peut également en délivrer des extraits. A défaut de toute pièce authentique, la preuve du baptême peut être faite, selon le droit canonique :

a) par un seul témoin quand il est absolument digne de foi,

b) par le serment de celui qui a été baptisé à l'âge adulte.

Il va sans dire que ces modes de preuve subjectifs ne peuvent être admis par l'administration, il y a ici une incompatibilité qui doit faire écarter l'application du droit confessionnel. Il en est de même du baptême privé, communément appelé ondolement, tant

qu'il n'aura pas été transcrit sur le registre des baptêmes, après supplément des cérémonies. Il semble cependant que le Conseil d'Etat ait été plus libéral et qu'il ait admis dans l'espèce LÉVY, rapportée plus haut, une simple attestation d'ondolement émanant de l'aumônier de l'hôpital Boucicaut.

A défaut d'acte de baptême, d'autres actes, ceux de confirmation et de mariage, peuvent en apporter une preuve indirecte, puisque ces sacrements ne peuvent être conférés qu'aux baptisés et que leur enregistrement est obligatoire, aussi bien d'après le CODEX JURIS CANONICI, que d'après la Discipline Ecclésiastique des Eglises Réformées de France, ou les Règlements Synodaux de l'Eglise luthérienne de France. Ces actes ne peuvent cependant avoir une valeur probante absolue quant au baptême, qui a pu être établi, dans certains cas, pour l'administration du sacrement considéré, par le témoignage ou le serment.

En ce qui concerne le mariage, il est évidemment nécessaire qu'il ait été administré sans dispense de disparité de culte, pour valoir comme preuve indirecte du baptême. En droit canonique, en effet, la disparité de culte est un empêchement dirimant majeur dont la Congrégation du Saint-Office peut dispenser. Il ne doit pas être confondu avec l'empêchement simplement prohibant de religion mixte (entre baptisés). Les dispenses sont obligatoirement mentionnées sur le registre des mariages.

A défaut de ces preuves indirectes, on pourra encore en admettre d'autres, mais à titre de simples présomptions. Par exemple, le parrainage au baptême d'un tiers n'est possible qu'à ceux qui sont eux-mêmes baptisés, et il est établi par l'acte de baptême de ce tiers. Il n'a cependant qu'une force probante très limitée, parce qu'en pratique le curé n'exige pas d'acte de baptême et qu'il se contente du témoignage, du serment, ou même de la commune renommée. D'autre part, l'état civil du parrain n'est pas précisé dans les registres de baptêmes. Bien que la preuve de l'administration des derniers sacrements et des funérailles ecclésiastiques soit préétablie en droit canonique, par le registre des décès, qui est également un registre paroissial obligatoire, on ne peut la considérer non plus comme supposant nécessairement celle du baptême. Il en est de même de l'inhumation, avant la loi du 14 Novembre 1881, abrogeant le décret du 23 Prairial an XII, dans un cimetière catholique ou protestant.

La preuve du baptême est donc nécessaire pour établir l'adhésion à un culte chrétien, mais est-elle suffisante? La question se pose en effet, non seulement parce que le baptisé peut avoir été excommunié, mais parce que l'adhésion à un culte reconnu ne peut avoir la force d'une présomption légale irréfragable de non-appar-

tenance à la religion juive qu'en cas de conversion du demi-juif (v. *supra*), et qu'ainsi il y a concurrence entre deux adhésions différentes que la chronologie ne peut toujours suffire à résoudre. Il nous paraît évident par exemple qu'un enfant, à la fois baptisé et circoncis dans son jeune âge, ne peut être dit avoir adhéré à l'une des deux religions plutôt qu'à l'autre. C'était précisément le cas dans l'affaire BENAÏM (v. *supra*), mais les attendus du Tribunal de Rabat ne sont pas tout à fait irréprochables :

« Attendu que lors de son mariage avec la dame Fernandez Juana, BENAÏM Michel n'a observé ni les prescriptions du droit canonique, ni celles de la loi mosaïque;

« Attendu que le requérant s'il n'est peut-être pas de confession juive (par cette incidente le Tribunal anéantit la valeur de ses motifs), bien qu'il ait été circoncis selon le rite hébraïque, n'a jamais adhéré effectivement à la religion catholique, bien qu'il ait été baptisé quelques mois après sa naissance... »

Ce jugement a fait l'objet d'une appréciation sévère de M. le doyen Chauveau, qui n'était pas justifiée en l'espèce. M. le doyen Chauveau a cru voir s'y affirmer le principe « qu'est juif celui qui, issu de deux grands-parents juifs, n'est pas un *catholique pratiquant* ». L'application de ce principe aurait soulevé à bon droit son indignation, mais la question ne se posait pas ainsi puisque l'intéressé était *circoncis*.

Il nous paraît donc légitime dans certains cas d'exiger des demi-juifs *convertis* plus que la preuve de leur baptême, celle de leur confirmation par exemple, ou, s'ils sont mariés, celle de leur mariage religieux. Si au contraire il s'agit de demi-juifs qui n'ont pas été circoncis ils n'ont, à notre avis, aucunement besoin de prouver leur adhésion à un culte reconnu, et ce n'est que sur ce terrain que nous suivons M. le doyen Chauveau. A cet égard, l'attendu suivant d'un jugement du même Tribunal de Rabat, dans une autre espèce, pourrait être critiqué :

« Attendu que ACHOUR René, issu de deux grands-parents juifs dont le conjoint n'est pas de race juive, ne peut être considéré comme juif au sens de la loi du 2 juin 1941, ayant rapporté la preuve par son baptême et par son mariage en la forme canonique, qu'il avait effectivement adhéré... »

Précisons, pour en terminer avec les cultes chrétiens, que les divers certificats délivrés par leurs clergés ne pourront être considérés comme authentiques qu'après certification matérielle de leur signature par l'autorité administrative, même en ce qui concerne le culte catholique, bien qu'ils doivent alors comporter, d'après le droit canonique, l'apposition du sceau paroissial ou diocésain.

F. — *Les preuves d'adhésion à la religion musulmane.*

La conversion à la religion musulmane d'un demi-juif ne nous paraît pas pouvoir être établie d'une façon sûre, car la distinction d'une circoncision faite à la puberté, d'avec une circoncision faite à la naissance (v. chapitre 1^{re}), est très incertaine, le droit coranique n'a pas prévu de registre cultuel, et les témoignages en la matière ne seront jamais convaincants. La question est, heureusement, de peu d'intérêt; la conversion à l'Islam d'un demi-juif ayant deux grands-parents chrétiens est, évidemment, un cas purement théorique, et un demi-juif enfant légitime ne peut avoir de grands-parents musulmans que du côté paternel. Il paraît donc peu probable qu'il ait jamais été juif de religion, bien qu'en droit talmudique il dût être de la condition de sa mère. En droit coranique, en effet, une musulmane ne peut épouser qu'un musulman, et en droit talmudique, les mariages mixtes étant impossibles, les enfants d'unions mixtes sont considérés comme des enfants naturels.

D'autre part, cependant, les juifs d'Afrique du Nord qui portent des patronymes arabes ou berbères pourraient être tentés de se faire passer pour musulmans.

SOUS-SECTION V. — LE RECENSEMENT ET LE REGIME
DE LA PREUVE

Comme nous l'avons vu au début du présent chapitre, la loi n° 2333 du 2 juin 1941 a organisé un recensement spécial des juifs par voie de déclarations écrites des intéressés et a prévu des sanctions en cas de non-déclaration. Ce recensement n'était donc pas une opération purement passive à la façon du recensement quinquennal de la population, mais il devait s'accompagner : 1° d'un contrôle des déclarations écrites adressées à l'Administration; 2° de vérifications quant à la véritable qualité des individus présumés juifs et non déclarés comme tels, et par suite, de décisions attributives de cette qualité; 3° d'une certaine publicité. Il ne nous suffirait donc pas d'examiner, dans cette section, les problèmes que soulèvent l'obligation de déclaration et cette déclaration elle-même. Il nous faudra également préciser quelles sont les présomptions de qualité juive qui peuvent provoquer l'examen à cet égard de la situation de certains individus et, éventuellement, leur recensement d'office. Il nous faudra enfin étudier le régime de la preuve de la qualité de juif, qui est évidemment lié au recensement existant.

A. — *Les déclarations.*

Le texte de l'article 1^{er} de la loi n° 2333 précise que les déclarations doivent être écrites, indiquer la qualité juive des déclarants au regard de la loi n° 2332 et mentionner leur état civil, leur situation de famille, leur profession et l'état de leurs biens. Un dernier alinéa ajoute : « La déclaration est faite par le mari pour la femme et par le représentant légal pour le mineur ou l'interdit. »

L'obligation du recensement pèse donc sur tout individu de qualité juive, quels que soient son âge, et d'une façon générale, sa capacité juridique, l'incapable étant remplacé par son représentant légal. Le texte ne prévoit que le cas du mineur ou de l'interdit. L'enfant légitime sera donc représenté par son père, ou à défaut par son tuteur, l'enfant naturel par son tuteur, l'enfant adoptif de deux conjoints par l'adoptant, l'enfant adoptif dans tout autre cas par son tuteur, l'enfant assisté par le préfet ou son délégué, l'inspecteur départemental de l'Assistance publique (à Paris et dans le département de la Seine, par le Directeur de l'Assistance publique), mais quid du mineur émancipé? Comme celui-ci n'a plus de représentant légal, il semble indiqué de décider que l'obligation du recensement lui incombe personnellement. L'aliéné interdit sera évidemment représenté par son tuteur, mais quid de l'interdit légal, du détenu non interdit, et de l'aliéné interné non interdit? Il semble, dans ces différents cas, logique d'astreindre à déclaration le directeur administratif de l'établissement où se trouve l'intéressé, sauf en ce qui concerne les établissements publics d'aliénés de la Seine, où cette solution serait illégale. L'article 3 de la loi du 10 janvier 1849 a, en effet, donné au Directeur de l'Assistance publique à Paris, la *tutelle* de ces aliénés.

En revanche, la loi n° 2333 précise que la femme mariée sera représentée par son mari; mais le mari peut être absent, au sens juridique du mot, ou simplement n'être pas présent. L'hypothèse s'est certainement réalisée fréquemment dans la pratique par le fait des disparus ou des prisonniers de guerre. Il semble logique de décider que l'obligation de la déclaration incombe alors à la femme mariée elle-même, d'autant plus que celle-ci a, en principe, « le plein exercice de sa capacité civile », depuis la loi du 18 février 1938 (article 215 nouveau du Code civil). En fait, les intéressées ne paraissent pas avoir été poursuivies, en cas de non-déclaration, devant les tribunaux correctionnels. En raison des termes de la loi, on peut penser, en effet, que l'élément intentionnel du délit fait nécessairement défaut.

D'autre part, d'une façon générale, que la déclaration soit faite par l'intéressé lui-même ou par son représentant *lato sensu*, elle est en principe individuelle. Pratiquement, cependant, l'individu qui avait à souscrire, pour lui-même, et pour d'autres, en tant que leur représentant, les déclarations prescrites, s'est servi d'un même feuillet. Les termes de la loi n° 2333 étant formels, une telle façon de faire n'est valable que si la qualité juive de chacun des intéressés est précisée. Cette solution a été implicitement consacrée par le tribunal correctionnel de Brive dans l'espèce LANG, rapportée plus haut. L'intéressé, en effet, avait bien porté ses enfants mineurs, Jack et Claude, dans la déclaration de qualité juive qu'il avait souscrite pour lui-même, mais il avait simplement indiqué qu'ils étaient sans confession. (La question de la véritable qualité des enfants LANG ne nous intéresse pas ici.)

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà dit des divers contrôles du recensement, réalisés dans la pratique soit par l'administration elle-même qui en était chargée, soit par la police des questions juives, non plus que sur le recensement d'office. Mais il nous reste à examiner sur quelles présomptions de qualité juive ces opérations ont été réalisées ou les décisions prises.

B. — *Les présomptions de qualité juive.*

L'appartenance à la religion judaïque, si elle ne joue que pour les demi-juifs le rôle de critère légal accessoire de qualité juive, est en tout cas évidemment une présomption de cette qualité. Nous ne pensons pas cependant qu'elle ait été fréquemment utilisée, car en principe, il n'y a plus en France aucun moyen légal de connaître *a priori* la religion des particuliers, sauf ce que nous avons déjà dit au chapitre II des réfugiés politiques. De même les membres des associations culturelles israélites n'ont pu être légalement connus qu'en zone occupée, en raison des dispositions des ordonnances de 1940 relatives aux archives des « communautés religieuses juives ». Les présomptions qui ont joué le principal, sinon l'unique rôle, sont les présomptions tirées des noms et prénoms des intéressés eux-mêmes et de leurs ascendants. Ce sont ces présomptions, en effet, qui se manifestent le plus aisément; elles peuvent résulter d'un simple examen de pièces en dehors de toute démarche de l'intéressé et elles peuvent être dans certains cas très fortes. L'administration admettra difficilement que l'individu, par exemple, qui a pour prénoms Haïm et Hersch et dont les parents se nomment respectivement Katz Baruch et Zévi Rachel, n'est pas de race juive. Quand ces présomptions sont moins fortes, l'administration cherchera naturelle-

ment à les corroborer par d'autres. C'est ainsi que le Commissariat Général aux Questions Juives s'est trouvé amené à demander le concours d'experts en vue d'examens typologiques des intéressés. Ces examens peuvent permettre, dans certains cas, des conclusions positives quant à la race biologique de l'intéressé et par voie de conséquence quant à la race de ses grands-parents. En sens inverse, d'ailleurs, ont pu jouer également toutes sortes de présomptions d'origine non-juive, telles que, par exemple, l'admission à certains emplois publics dans les pays étrangers où ils étaient interdits aux juifs. D'autre part, en l'absence de toute présomption d'origine juive, aucun individu n'a été mis en demeure de fournir d'explications ou de justifications de sa non-déclaration.

En résumé, l'application de la loi n° 2333 ne semble pas avoir donné lieu à des abus, et les nombreux acquittements prononcés par les tribunaux correctionnels devraient s'expliquer par ce fait que le délit de non-déclaration ou de déclaration tardive étant un délit intentionnel, le prévenu pouvait être de bonne foi. Mais nous avons déjà vu, et nous y reviendrons, qu'il est loin d'en être toujours ainsi, et qu'une certaine confusion de points de vue règne dans la jurisprudence répressive.

C. — *La preuve de la qualité de juif.*

La preuve de la qualité de juif résulte évidemment du recensement organisé par la loi n° 2333 mais, en l'absence de dispositions spéciales, ce recensement ne peut être qu'à la disposition des administrations publiques et non à la disposition des particuliers. Il n'y a donc aucune publicité organisée de la qualité de juif, analogue à celle que réalisent par exemple le régime de la carte d'identité obligatoire pour la qualité de national, ou le registre du commerce pour la qualité de commerçant.

Mais il y a à l'inverse un système de preuves préétablies de la qualité de non-juif, le Commissariat Général aux Questions Juives délivrant, comme nous l'avons dit, à certains particuliers, des « certificats de non-appartenance à la race juive ».

Section III : **La qualité de juif algérien**

La loi du 3 octobre 1940, portant statut des juifs, était également applicable, aux termes de son article 9, « à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat ». Mais en ce

qui concerne l'Algérie, le législateur a voulu compléter son œuvre en retirant leur qualité de citoyen français aux juifs qui ne la devaient qu'au décret Crémieux de 1870.

Ce fut l'objet de deux lois : la loi du 7 octobre 1940, « portant abrogation du décret du Gouvernement de la Défense nationale du 24 octobre 1870 et fixant le statut des juifs indigènes des départements de l'Algérie », et la loi du 11 octobre 1940 « portant suspension de la procédure instituée par les articles 3 à 11 de la loi du 4 février 1919, en ce qui concerne les israélites.

La première de ces deux lois intéresse notre sujet en ce qu'elle remettait en vigueur la qualité d'israélite indigène de l'Algérie, telle qu'elle avait dû être précisée pour l'application du décret Crémieux, mais en l'étendant aux descendants des bénéficiaires de ce décret.

Toutes ces lois sont aujourd'hui abrogées, mais la loi n° 2332 du 2 juin 1941, qui remplace celle du 3 octobre 1940, comporte également un article, l'article 11, qui la rend « applicable à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat, en Syrie et au Liban », et un décret du 18 juillet 1941 a étendu à l'Algérie l'application de la loi n° 2333 du 2 juin 1941 prescrivant le recensement des juifs.

D'autre part, la loi du 18 février 1942, « fixant le statut des juifs indigènes d'Algérie », qui remplace les lois des 7 et 11 octobre 1940, assimile aux israélites d'Algérie et à leurs descendants certains juifs nés ou domiciliés en Algérie. Nous trouvons donc simultanément en vigueur en Algérie, outre la qualification générale française du juif, une qualification spéciale, celle du juif algérien qui n'est que le développement de celle d'israélite indigène d'Algérie. Basées sur des définitions différentes, ces deux qualifications ne devaient pas nécessairement coïncider et le législateur n'a pas pris le soin de faire de la première une condition nécessaire de la seconde. Il s'est contenté de préciser tout au contraire que les juifs algériens étaient « soumis, notamment en ce qui concerne l'exercice des fonctions publiques et des professions privées, à la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs » (article 2, deuxième alinéa). Il s'ensuit qu'un même individu peut être juif algérien, sans être juif selon la définition donnée par l'article premier de la loi du 2 juin 1941, tout en étant soumis aux incapacités prévues par cette même loi. La qualité de juif algérien n'est donc pas une sous-catégorie de la qualité de juif, mais bien une catégorie particulière dont nous devons faire l'étude.

Nous examinerons auparavant la qualité d'israélite indigène d'Algérie qui lui sert de base.

SOUS-SECTION I :
LA QUALITÉ D'ISRAËLITE INDIGÈNE D'ALGÉRIE.

Le décret du Gouvernement de la Défense nationale du 24 octobre 1870, dit décret Crémieux, avait déclaré citoyens français les israélites indigènes des départements de l'Algérie, sans prévoir la spécification des individus qu'il visait, ni même en donner aucune définition légale. Cette définition a été donnée par l'article premier du décret du 7 octobre 1871, dans les termes suivants : « ...Seront considérés comme indigènes... les israélites nés en Algérie avant l'occupation française ou nés depuis cette époque de parents établis en Algérie à l'époque où elle s'est produite. »

D'autre part, les individus ainsi définis ne devenaient pas citoyens français de plein droit. Ils n'acquéraient cette qualité que sur leur demande faite dans les dix jours de la promulgation du décret, et par une décision du juge de paix de leur domicile constatant qu'ils étaient bien dans les conditions requises. Ils devaient pour cela, non seulement établir leur indigénat, mais leur possession d'un nom de famille et d'un prénom fixes, ou s'ils n'en avaient pas jusqu'alors, déclarer ceux qu'ils entendaient adopter définitivement. Le décret énumérait comme preuves admissibles de leur indigénat : soit la production d'un acte de naissance, soit la déclaration écrite ou le témoignage verbal de sept personnes demeurant en Algérie depuis dix ans au moins, soit toute autre preuve jugée concluante par le juge de paix. Le décret, en revanche, passait sous silence la condition de religion, qui est évidemment la condition première. Cela se comprend d'ailleurs, car il eût été invraisemblable qu'un indigène musulman se fit passer pour juif afin de devenir citoyen français.

Un recours contre la décision du juge de paix était ouvert dans le délai de trois jours devant le tribunal de l'arrondissement, qui jugeait en dernier ressort également dans les trois jours.

La qualité de citoyen français ainsi acquise, se prouvait, soit par une copie de la décision du juge de paix, soit par le registre de notoriété établi à la mairie d'après un bulletin spécial. Copie et bulletin étaient établis lors de la décision même par le juge de paix qui remettait l'une à l'intéressé et adressait l'autre à la mairie.

L'israélite indigène qui n'avait pas accompli ces formalités en temps utile restait sujet français, mais n'était pas en principe forclos définitivement. Le décret de 1871 prévoyait qu'il pourrait de la même manière acquérir la qualité de citoyen lors de la révision des listes électorales.

En revanche, d'après l'opinion généralement admise par la

jurisprudence, les israélites établis sur le territoire du M'zab annexé à l'Algérie le 21 décembre 1882, donc postérieurement à 1870, n'ont pu, à aucun moment, bénéficier du décret Crémieux, puisqu'ils n'étaient pas établis sur le territoire algérien lors de la conquête de 1830.

Les israélites des territoires du Sud algérien ne faisant pas partie des départements de l'Algérie, les israélites mozabites, les israélites nés en Algérie, qui n'avaient pas pu ou voulu établir leur indigénat dans les formes et délais prévus, restaient soumis en tant que sujets français au senatus-consulte du 14 juillet 1865, « sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie », et au décret impérial du 21 avril 1866, portant règlement d'administration publique pour son exécution. Ils ne pouvaient donc devenir citoyens français que par décret en Conseil d'Etat, du moins jusqu'à la loi du 4 février 1919, « sur l'accession des indigènes de l'Algérie aux droits politiques ». Cette loi permettait, en effet, aux intéressés se trouvant dans certaines conditions, d'obtenir la qualité de citoyen français, sur demande au juge de paix ou par jugement du tribunal civil, un délai de deux mois étant donné au Gouverneur général et au Procureur de la République pour faire opposition.

Quant aux israélites d'Algérie qui n'étaient pas déjà sujets français, ils pouvaient, selon la jurisprudence, acquérir la nationalité française avec tous ses effets, conformément aux articles 8 et 9 du Code civil ou aux dispositions de la loi du 10 août 1927.

Il est évidemment nécessaire de distinguer ces acquisitions individuelles de la nationalité française par les israélites d'Algérie, de la naturalisation collective du décret Crémieux. Les premières, qui se sont faites conformément au droit commun des sujets indigènes d'Algérie ou au droit commun des étrangers, n'intéressent pas la qualité d'israélite indigène d'Algérie, mais elles intéressent, comme nous le verrons, la qualité de juif algérien.

La naturalisation collective du décret Crémieux, au contraire, a été réalisée précisément par l'intermédiaire de cette catégorie juridique transitoire qu'était la qualité d'israélite indigène d'Algérie. Dès que cette qualité était établie, pour un individu déterminé, dans les formes réglementaires, elle se confondait avec la qualité de citoyen français, mais son étude n'en était pas moins nécessaire, car elle reste la base de la qualité de juif algérien.

Sous-SECTION II : LA QUALITE DE JUIF ALGERIEN.

Le décret Crémieux étant abrogé en ce qu'il déclare les intéressés citoyens français, la qualité d'israélite indigène d'Algérie retrouve son application. Mais la plupart des intéressés sont décé-

dés et ont laissé des descendants. Ceux-ci n'ayant acquis la qualité de citoyen français que *jure-sanguinis*, la qualité d'israélite indigène s'applique également à eux, même s'ils ne sont plus de religion israélite. Ces deux points avaient été précisés par l'article 6 de la loi du 7 octobre 1940 dans les termes suivants : « La présente loi est applicable à tous les bénéficiaires du décret du 24 octobre 1870 et à leurs descendants. »

Cette disposition rendait évidemment la loi applicable à tous les descendants, quelle que fût leur religion, des israélites indigènes d'Algérie. Nous voyons là un premier motif d'employer le terme de juif de préférence à celui d'israélite, puisque la qualité que nous étudions n'est plus directement basée sur la religion de l'intéressé, mais sur la manière dont ils ont acquis la qualité de citoyen français, c'est-à-dire dans la plupart des cas sur leur origine.

L'article 6 de la loi du 7 octobre 1940 n'a pas été reproduit dans la loi du 18 février 1942 qui a complètement refondu la matière, mais s'il n'est plus légalement en vigueur, puisque la loi du 7 octobre 1940 est formellement abrogée, la solution générale qu'il donnait continue de s'imposer. S'il en était autrement, l'abrogation du décret Crémieux n'intéresserait que quelques nonagénaires. En revanche, cette solution pose elle-même un nouveau problème : celui de savoir s'il doit être fait application aux descendants des indigènes israélites d'Algérie de la qualité de juif indigène d'Algérie, en cas d'ascendance mixte. En d'autres termes, l'enfant de nationalité française, issu d'un mariage entre un ex-bénéficiaire du décret Crémieux et un autre juif ou un non-juif est-il « un descendant » de ce bénéficiaire ? L'article 6 semblait résoudre la question par l'affirmative, en raison de ses termes généraux, mais la loi du 18 février 1942 la laisse entière. Sous l'empire de la loi du 3 octobre 1940, le problème s'était posé devant le tribunal de première instance et devant la Cour de Rabat, dans la même affaire Sicsic. L'intéressé se prévalait de sa filiation maternelle pour échapper à la déchéance de la citoyenneté française. L'arrêt de la Cour, en date du 27 janvier 1942, qui infirme le jugement du tribunal, est formel dans ses conclusions : « Mais attendu que... il suffit de constater que Sicsic Sadon Félix, en tant que descendant de Sicsic Schemoul, entre formellement dans les prévisions de l'article 6... ». On peut se demander cependant si elles ont une portée générale, car la Cour avait peut-être voulu lier la question à celle de la nationalité, d'une part, et faire prévaloir la condition du père, d'autre part. L'attendu précédent est en effet ainsi rédigé : « ...que celui qui est fils légitime d'un Français n'a pas à invoquer sa filiation maternelle pour prétendre être Français à un autre titre... ».

Sous l'empire de la loi du 18 février 1942, la même solution a été consacrée par le tribunal civil de Rabat dans l'espèce GRIGUER, tout à fait analogue à l'espèce SICSIC. Mais cette fois, le tribunal distingue nettement le problème de celui de la nationalité et motive son jugement par le principe général que l'enfant doit suivre la condition du père : « Attendu de plus qu'en l'espèce, entre le statut du père et celui de la mère, le conflit n'est pas de droit privé, qu'il est de droit public, d'ordre politique, attendu qu'entre deux statuts politiques d'exception il n'y a aucune raison de faire prévaloir celui de la mère sur celui du père, qu'il y a lieu simplement d'appliquer le principe général de droit que l'enfant suit la condition du père; attendu que GRIGUER Maurice-Gérard-Léon, en tant que descendant de GRIGUER Jacob, est sujet français de race juive, en conformité des lois des 7 octobre 1940 et 18 février 1942, sur le statut politique des juifs indigènes d'Algérie... »

L'intérêt de ce jugement est que, tout en considérant la disposition de l'article 6 de la loi du 7 octobre 1940, sinon l'article 6 lui-même, comme toujours en vigueur, il en restreint la portée, aux descendants en ligne paternelle. On peut se demander, d'ailleurs, si le tribunal dans une espèce où le partage des ascendances ne serait pas égal entre les israélites indigènes d'Algérie et tous autres individus, aurait appliqué le même principe. Si en effet la qualité d'israélite indigène d'Algérie se transmet par les mâles, il suffira, pour être considéré comme juif algérien, d'avoir un seul grand-parent israélite indigène d'Algérie, si ce grand-parent est précisément le grand-père paternel. Pour éviter cette conséquence, il faut admettre que la question ne se pose qu'en cas de partage égal d'ascendances, ce que le texte ne disait pas davantage. La combinaison des deux thèses ferait perdre au petit-fils de l'israélite indigène, issu lui-même d'un mariage mixte, comme l'était son père, la qualité de juif algérien.

Dans les commentaires qu'il a consacrés aux décisions ci-dessus rapportées, M. le doyen Chauveau fait d'expresses réserves sur l'application du principe général de droit que l'enfant suit la condition du père, et auquel il n'accorde qu'une valeur toute relative, « là où n'existe aucun autre bon motif de décision ». Et M. le doyen Chauveau fait remarquer, d'une part, que ce principe est précisément écarté par le législateur lui-même en matière de qualification générale du juif; d'autre part, que dans l'hypothèse analogue où l'un des parents étant citoyen français et l'autre indigène musulman sujet français, la Cour d'Alger fait prévaloir pour l'enfant la qualité de citoyen. Il ajoute d'ailleurs, en ce qui concerne ce dernier argument, que la difficulté n'étant pas exactement la même il serait

peut-être abusif de transposer dans notre domaine cette solution jurisprudentielle. Il ne s'agit pas, en effet, de faire prévaloir le droit de la nation colonisatrice sur le droit local, puisqu'aux termes de l'article 3 : « En ce qui concerne les droits civils, le statut réel et le statut personnel des juifs indigènes d'Algérie sont réglés par la loi française. » M. le doyen Chauveau conclut donc que les textes n'imposaient aucune solution, mais que les juges marocains « auraient pu poser le principe de la prédominance du statut de citoyen, juif ou non-juif selon le cas. »

« Cette solution se justifierait — continue-t-il — si l'enfant est juif, par cette considération que, si le statut du juif fixé par la loi du 2 juin 1941 et les lois subséquentes est un statut d'exception par rapport au statut normal du citoyen français, il représente tout de même le droit général et fondamental de la population juive. Si l'enfant n'est pas juif il ne peut être soumis à aucun statut de juif. » Nous reviendrons au chapitre suivant sur cette dernière proposition qui nous paraît aller à l'encontre d'une disposition formelle de la loi du 18 février 1942. Constatons seulement pour le moment que la solution de M. le doyen Chauveau équivaut à supprimer complètement la qualification de juif algérien, lorsque l'intéressé est d'ascendance mixte, même si dans cette ascendance, au degré à considérer, les israélites indigènes d'Algérie l'emportent numériquement sur tous autres individus.

Il est vrai que l'on pourrait ne faire jouer cette thèse, comme la précédente, que dans les cas de partage égal entre les deux ascendances.

De tout ceci, nous pouvons conclure avec M. le doyen Chauveau, que si les juges sont bien obligés de trancher la difficulté sous peine de déni de justice, ils se trouvent en présence d'une fâcheuse lacune de la loi.

Si le législateur n'a pas précisé à quelles catégories d'individus s'était transmise la qualité d'israélite indigène d'Algérie de leurs auteurs, il a en revanche, précisé d'autres catégories de juifs qui devaient leur être assimilées. Nous voyons là une seconde raison de substituer le terme de juif algérien à celui d'israélite indigène d'Algérie. Ces dispositions font l'objet de l'article 6 où ces catégories sont énumérées. Il s'agit d'après le paragraphe 1^{er} :

1^o « Des juifs nés en Algérie autres que les juifs indigènes d'Algérie visés à l'article 1^{er}, qui possèdent la nationalité française à titre originaire, par suite de leur naissance sur le territoire algérien ou ont acquis cette nationalité par domicile en France ou en Algérie avec ou sans manifestation de volonté de leur part. »

2^o « Des juifs nés en France qui acquièrent la nationalité fran-

çaise, avec ou sans manifestation de volonté, comme conséquence de leur domicile en Algérie. »

Aux termes d'un second paragraphe, « la femme juive étrangère qui acquiert la nationalité française dans les conditions prévues par la loi française sur la nationalité, à l'occasion de son mariage avec un juif indigène d'Algérie, est régie par le même statut politique et civil que son mari ». Cela constitue une troisième catégorie d'individus qui acquièrent la qualité de juif algérien sans être « descendants » d'un bénéficiaire du décret Crémieux.

Une quatrième catégorie fait l'objet d'un nouveau paragraphe, ajouté à l'article 6 par la loi du 19 octobre 1942, aux termes duquel : « Les juifs d'origine étrangère qui ont acquis la nationalité française par naturalisation en justifiant de leur établissement en Algérie sont régis par le statut des juifs indigènes d'Algérie. »

Tout d'abord, qu'il s'agisse de l'une ou l'autre de ces catégories, le terme employé pour les désigner est celui de « juif » ; ils doivent donc, pour acquérir la qualité de juif algérien, tomber sous le coup de la définition légale du juif, et être recensés comme tels, en application des deux lois du 2 juin 1941, seuls textes en vigueur en Algérie donnant une qualification générale du juif.

Selon une interprétation étroite du texte, la seconde condition est qu'ils doivent avoir acquis la nationalité française *autrement que jure sanguinis*, avec ou sans manifestation de volonté de leur part, soit par suite de leur naissance sur le territoire algérien et de leur domicile en France et en Algérie, soit par suite de leur naissance en France et de leur domicile en Algérie, soit maintenant par suite simplement d'une résidence en Algérie, soit en ce qui concerne les femmes étrangères, par leur mariage avec un individu qui a déjà la qualité de juif algérien. En d'autres termes, ils devraient avoir acquis la nationalité française, soit *jure soli* (alinéas 2, 3 et 4 de l'ancien article 8 du Code civil — alinéas 2, 4, 5, 6, 7 de l'article 1^{er}; et article 2 de la loi du 10 août 1927), soit par option, expresse ou tacite (ancien article 9 du Code civil — article 3 de la loi du 10 août 1927), soit par option présumée (article 4 de la loi du 10 août 1927), soit par mariage (ancien article 12 du Code civil), soit par mariage et option expresse (article 8 de la loi du 10 août 1927), soit par naturalisation (alinéa 5 de l'ancien article 8 du Code civil — article 6 de la loi du 10 août 1927). Dans ce dernier cas la question pourrait être discutée en ce qui concerne les individus nés en France ou en Algérie, car la loi du 10 août 1927, sauf dans le cas particulier de l'alinéa 3, ne soumet pas la naturalisation à la condition du domicile en France mais simplement à une condition de résidence ininterrompue pendant un ou trois ans. Le décret du 12 novembre 1938 dont le titre I a pour objet de préciser les « con-

ditions dans lesquelles les étrangers peuvent bénéficier des droits subordonnés à l'existence d'un domicile ou d'une résidence en France », laisse la question entière. On pourrait donc soutenir qu'un étranger naturalisé n'a pu acquérir la nationalité française « par domicile en France » puisqu'il lui a suffi d'avoir une résidence régulière sur le territoire français et qu'il a pu garder son domicile à l'étranger. (Cf. Niboyet, *op. cit.*, n^{os} 237 et 576.)

Réserve faite de ce dernier point de vue, tout théorique d'ailleurs, sont donc exclus de la qualité de juif algérien, au moins : 1° Les juifs qui ont acquis la nationalité française de leur père, soit comme citoyens non-descendants de bénéficiaires du décret Crémieux (immigrés ou descendants des indigènes ayant obtenu, avant 1870, un décret de naturalisation), soit comme sujets (indigènes soumis au senatus consulte du 14 juillet 1865, notamment ceux du M'zab et des territoires du sud algérien), même s'ils sont nés en Algérie et *a fortiori* s'ils n'y sont que domiciliés; 2° les juifs naturalisés français qui ont fixé leur domicile en Algérie après leur décret de naturalisation.

Selon une autre interprétation que nous croyons abusive, l'énumération de l'article 6 ne serait pas limitative et la loi viserait, sinon tous les juifs domiciliés en Algérie, du moins en dehors de la nouvelle catégorie de la loi du 19 octobre 1942, tous les juifs nés en Algérie, qui possèdent la nationalité française. Cette interprétation suppose que l'expression « à titre originaire » doit être détachée de l'ensemble de la phrase et acquérir ainsi, soit une valeur générale, soit une valeur équivalente à celle qu'aurait l'expression « jure sanguinis ».

Il ne semble pas que ce soit à cette interprétation que s'est rallié M. le Président Knoertzer (*op. cit.*, n^{os} 13 et 14), bien que, selon lui, la loi « vise évidemment les *descendants* des trois cent quatre-vingt-dix-huit israélites indigènes ayant sollicité et obtenu avant 1870, par application des dispositions du senatus-consulte du 14 juillet 1865 et de celles du décret du 21 avril 1866, leur naturalisation par décret individuel ». M. le Président Knoertzer justifie, en effet, cette solution par cette considération « qu'il s'agit de juifs nés en Algérie, devenus citoyens français par manifestation de volonté ». Nous ne la croyons pas exacte, car ce n'est pas en la personne des individus en cause mais en celle de leur père ou aïeul, qu'il y a eu manifestation de volonté. Ils ne possèdent en aucune façon la nationalité française « à titre originaire par suite de leur naissance sur le territoire algérien », ils ne l'ont pas davantage acquise « par domicile en France ou en Algérie, comme l'exige le premier paragraphe de l'article 6, mais ils sont français à titre originaire par suite de leur *filiation*.

Quelle que soit l'interprétation de l'article 6 de la loi du 18 février 1942, quant aux individus qu'elle entend exclure de la qualité de juif algérien, des catégories beaucoup plus nombreuses s'en trouvent exclues par les articles 4 et 5 de la même loi ainsi rédigés :

Article 4 (modifié par la loi du 19 octobre 1942). — Les juifs indigènes d'Algérie n'ayant encouru aucune condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle, même effacée par la réhabilitation, conserveront la qualité de citoyens français s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

a) être titulaire de la carte de combattant instituée par l'article 101 de la loi du 19 décembre 1926;

b) avoir fait l'objet, au cours de la campagne 1939-40, d'une citation donnant droit au port de la Croix de guerre instituée par le décret du 28 mars 1941;

c) être décoré de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire pour faits de guerre;

d) être pupille de la nation dont le père est blessé de guerre, ou ascendant, veuve ou orphelin de militaire mort pour la France.

Les juifs indigènes d'Algérie ayant encouru une condamnation criminelle ou correctionnelle et désireux de conserver la qualité de citoyen, devront faire une demande sur laquelle il sera statué dans les conditions prévues par l'article 5.

Article 5. — La qualité de citoyen pourra être conservée par arrêté pris par le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et par le Garde des Sceaux, Secrétaire d'Etat à la Justice, aux juifs indigènes d'Algérie qui se seront distingués ou dont les familles se seront distinguées par des services rendus au pays.

Cet arrêté désignera ceux des enfants auxquels s'étend le bénéfice de cette mesure.

Les enfants des personnes remplissant l'une des conditions énumérées aux paragraphes *a, b, c, d*, de l'article 4 conserveront la qualité de citoyen sauf opposition du Gouverneur Général de l'Algérie. En ce cas il sera statué par arrêté interministériel pris dans la forme prévue au premier alinéa.

Un décret déterminera les conditions dans lesquelles seront instruites les demandes présentées et les oppositions formées en vertu de l'article 4 et du présent article.

Certains des individus visés d'une façon générale par la loi du 18 février 1942 bénéficient donc de dérogations, lorsqu'ils se trouvent dans certaines conditions particulières, soit de plein droit, soit sur leur demande. Ces conditions sont sensiblement les mêmes que celles, d'une part, qui aux termes de l'article 3 de la loi n° 2332 du

2 juin 1941, permettent aux juifs de conserver certains emplois dans les Administrations publiques ou les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, ou d'y accéder; et que celles, d'autre part, qui aux termes de l'article 8 de la même loi, leur permettent de demander d'être relevés par décret ou par arrêté individuels des interdictions qu'elle prévoit. Mais les dérogations ainsi instituées n'ont pas du tout le même objet; celles de la loi du 2 juin 1941 créent, comme nous l'avons vu, des juifs privilégiés qui n'en restent pas moins juifs, tandis que celles de la loi du 18 février 1942 suppriment, purement et simplement, la qualité de juif algérien des intéressés, puisque ceux-ci conservent leur statut de citoyen. La qualité de juif algérien n'existe, en effet, qu'en fonction du retrait de la qualité de citoyen, tout comme, en sens inverse, la qualité d'israélite d'Algérie n'existait qu'en fonction de l'octroi de la qualité de citoyen. Mais la qualité de juif algérien est cette fois la catégorie stable qui s'accompagne d'un certain statut, dont l'étude sortirait de notre sujet, mais qui en fait tout l'intérêt.

CHAPITRE IV

LA RELATIVITÉ DE LA QUALIFICATION DU JUIF

Toute qualification étatique du juif est relative de plusieurs manières. Tout d'abord la qualité qu'elle institue est susceptible de s'acquérir et de se perdre, si on l'envisage du point de vue international, par changement de domicile ou de résidence d'une nation à l'autre. Le même phénomène est, *a priori*, possible à l'intérieur d'une même nation, dans le cas d'occupation d'une partie du territoire. Il peut même y avoir dans cette hypothèse, en zone occupée, conflit entre la qualification nationale et la qualification instituée par l'Autorité occupante. D'autre part, d'un point de vue strictement interne, elle peut être en concurrence sur une portion déterminée du territoire avec une autre qualification. Même unique, elle peut être conçue de telle sorte qu'en fait elle ne soit pas stable, soit qu'elle dépende d'autorités différentes et autonomes, soit que l'individu puisse, au cours de sa vie, acquérir la qualité de juif qu'il n'avait pas jusqu'alors, ou à l'inverse la perdre lorsqu'il l'avait, sous l'influence d'autres éléments de l'état des personnes. Enfin, elle peut entraîner des conséquences différentes sur les membres d'une même famille.

C'est à ces différents points de vue que nous nous proposons d'étudier dans ce chapitre la qualité française de juif.

Section I. — Domaine de la qualification juive.

Les deux lois du 2 juin 1941 s'appliquent aux étrangers comme aux Français, car si elles n'ont pas manifestement le caractère de lois de police et de sûreté, qui aux termes de l'article 3 du Code civil « obligent tous ceux qui habitent le territoire », leur objet est essentiellement politique. Nous avons vu d'ailleurs au chapitre précédent qu'un argument de texte pourrait être invoqué à l'appui de cette solution. Les deux lois précisent en effet, à propos des sanc-

tions qu'elles prévoient, que celles-ci ne sont pas exclusives de l'exercice « du droit pour le Préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est français ». Texte, doctrine, pratique administrative et jurisprudence sont unanimes sur ce point. Il serait d'ailleurs incompréhensible que des mesures restrictives basées en fin de compte sur la nationalité sociologique ne fussent pas applicables à des individus étrangers à un double titre. Cependant, en ce qui concerne les ressortissants de pays où il n'existe pas de qualification juive, on peut imaginer que leur application aurait pu se heurter aux dispositions d'une convention diplomatique toujours en vigueur. Mais le cas est sans doute tout à fait théorique, car on ne voit pas comment on pourrait faire rentrer le problème de la condition des juifs dans le cadre de celui de la condition des étrangers. Pour prendre un exemple concret la convention consulaire franco-espagnole de 1862 assimile par son article 1^{er}, d'ailleurs dans certaines hypothèses particulières, les Espagnols aux Français. Il ne peut donc en être tiré argument pour justifier l'octroi éventuel aux juifs espagnols d'un traitement privilégié par rapport aux juifs français.

En outre, il nous faut préciser que la qualification française du juif est inséparable de l'ensemble des mesures prises en France à l'encontre des juifs et qu'elle est, elle aussi, applicable aux étrangers dans les mêmes conditions qu'aux Français. Les ressortissants d'un pays étranger où la définition légale du juif en vigueur est moins rigoureuse que la définition française, ne pourront en invoquer en France le bénéfice. Si cependant la qualité de juif est considérée comme un élément de l'état des personnes, il y a là une exception de plus au principe français de droit international privé qui exigerait au contraire l'application de la loi personnelle. On pourrait d'ailleurs peut-être faire rentrer cette exception dans les théories déjà existantes de l'incompatibilité et de l'intérêt national.

Quoi qu'il en soit, la solution pratique est certaine, et il s'ensuit qu'un Italien, ou un Hongrois, par exemple, qui acquiert une résidence en France ou y fixe son domicile, peut acquérir, s'il tombe sous le coup de la définition française du juif, la qualité de juif qu'il n'avait pas au regard de la loi italienne du 17 novembre 1938 ou de la loi hongroise n° 4 de l'an 1939. A l'inverse, le même individu peut perdre en regagnant son pays d'origine la qualité de juif qu'il avait en France. Il en est de même *a fortiori* des changements de domicile ou de résidence, avec des pays où la qualification juive est inconnue et qu'il s'agisse de Français ou d'étrangers; mais de simples voyages ne suffisent évidemment pas à faire acquérir ou perdre la qualité de juif. L'on peut déduire d'ailleurs, des termes de l'article 1^{er} de la loi n° 2333 que seuls doivent être recensés les

individus qui ont en France un domicile ou une résidence. En ce qui concerne les Français domiciliés ou résidant à l'étranger, la question de savoir s'ils ont en France une résidence secondaire peut être résolue par analogie avec les règles admises en matière fiscale. Elle le sera donc par l'affirmative lorsqu'ils « y possèdent une habitation à titre de propriétaire, d'usufruitier, ou de locataire, lorsque dans ce dernier cas la location est conclue soit par convention unique, soit par conventions successives, pour une période continue d'au moins une année » ou que, « sans disposer en France d'une habitation..., ils ont néanmoins en France le lieu de leur séjour principal » (Code des Impôts Directs, article 105). En ce qui concerne les étrangers, il semble indiqué d'appliquer, outre le critère fiscal, celui qui est implicitement contenu dans l'article 1^{er} du décret du 2 mai 1938, et d'après lequel, est considéré comme ayant une résidence en France l'étranger qui y séjourne plus de deux mois. Les juifs français ou étrangers, ayant fixé leur domicile ou leur résidence en France après l'expiration du délai fixé pour le dépôt des déclarations, restent soumis, comme nous le verrons, à l'obligation du recensement.

Les mêmes considérations peuvent s'appliquer, en ce qui concerne la France occupée, aux dispositions des Ordonnances allemandes de 1940, 1941, 1942, mais le fait que la qualification militaire allemande coexiste sur le même territoire avec la qualification générale française y soulève de nouveaux problèmes!

Section II : Les conflits de qualifications en France occupée.

Nous avons jusqu'ici étudié séparément, en suivant leurs transformations dans le temps, la qualification militaire allemande et la qualification générale française. Le moment est venu de les confronter et d'examiner les problèmes soulevés par leur coexistence sur un même territoire.

Jusqu'au 5 mai 1941, pour l'ensemble de la France occupée, sauf les départements du Nord et du Pas-de-Calais, jusqu'au 14 juin 1941 pour ces deux départements, deux définitions légales du juif complètement différentes étaient simultanément en vigueur : la définition allemande basée surtout sur la religion, la définition française basée sur la race. Il n'est donc pas difficile d'imaginer des hypothèses particulières où ces deux définitions se trouvaient en conflit. L'individu de religion juive, ayant deux grands-parents juifs et non marié avec un juif, ou ayant moins de deux grands-parents juifs, était juif au regard des Ordonnances allemandes de 1940; il ne l'était pas au regard de la loi française du 3 octobre 1940.

Inversement, l'individu qui, n'ayant que deux grands-parents juifs, n'était pas de religion juive, mais était marié avec un juif, était juif au regard de la loi française, mais il ne l'était pas au regard des Ordonnances allemandes. Si on envisage la qualité des grands-parents, de nouvelles différences peuvent se concevoir, puisque des individus de race juive peuvent n'avoir jamais été de religion juive. Il ne semble pas cependant que ces divergences aient donné lieu à des difficultés sérieuses pour les raisons suivantes : comme nous l'avons démontré, la qualification allemande était absolue et s'accompagnait d'un recensement général des intéressés, tandis que la qualification française était essentiellement relative. L'application de la première devait donc se faire à tous les individus tombant sous le coup de sa définition légale et qui étaient recensés comme tels, qu'ils exerçassent ou non une fonction publique ou une fonction interdite aux juifs par la loi du 3 octobre 1940. Il n'y avait aucune raison d'y comprendre ceux qui n'étaient juifs qu'au regard de cette loi. L'application de la seconde, au contraire, ne se faisait qu'aux catégories d'individus visés en raison de leur profession, et il n'y avait pas lieu *a priori* d'exiger pour cela qu'ils fussent également recensés comme juifs en vertu de l'Ordonnance allemande.

Les deux qualifications avaient en quelque sorte chacune leur domaine bien délimité. Cependant, les pouvoirs politiques et de police de l'autorité occupante l'emportant nécessairement sur les pouvoirs de l'autorité locale, certains individus, juifs seulement au regard de la loi française ont pu, pour échapper aux restrictions professionnelles qui les menaçaient, solliciter son intervention. Il semble que dans ces cas particuliers l'autorité occupante ait dans l'ensemble consacré elle-même l'application de la qualification locale, et même ait étendu l'application de celle-ci à ses propres mesures, en demandant dans les cas inverses la réciprocité. En d'autres termes, les quelques conflits positifs qui ont pu se produire ont été résolus par la règle de la qualification la plus extensive, c'est-à-dire de la loi la plus rigoureuse.

La question aurait dû perdre beaucoup de son intérêt en 1941, car si la qualification française devient alors absolue et s'accompagne d'un recensement général comme la qualification allemande, en revanche sa définition légale du juif est sensiblement la même que la définition allemande. La seule divergence notable résidait dans les conditions dans lesquelles devait s'apprécier dans le passé, pour décider de la qualité du demi-juif, l'appartenance à la religion juive ou le mariage avec un juif. En ce qui concerne le critère de la religion, cette divergence a été supprimée dans le ressort du *Militärbehörden in Frankreich* par l'Ordonnance du 24 mars 1942, elle ne subsiste que dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Mais l'interprétation primitivement donnée par l'Administration et la Jurisprudence à la présomption de non-appartenance à la religion juive, attachée à l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues, a créé de toutes pièces des possibilités nouvelles de conflits, intéressant un grand nombre d'individus. Ces conflits ont été résolus dans la pratique suivant la même règle de la qualification la plus extensive. D'ailleurs, beaucoup de mesures, dans l'ordre économique, notamment, étant commandées aussi bien par les textes allemands que par les textes français analogues, il avait paru difficile ou superflu de faire acception de qualifications. Le recensement ordonné par la loi n° 2333 n'avait donc pas pris en France occupée une existence indépendante; il s'était en quelque sorte et tout naturellement greffé sur le recensement existant. Il est donc possible que des demi-juifs, sans religion, ou appartenant à un culte non reconnu, ou appartenant à un culte qui n'a pas été assimilé par la pratique administrative aux cultes reconnus aient fait, doublement à tort, l'objet des mesures prévues uniquement par les Ordonnances allemandes.

Avec le revirement de la jurisprudence et de la pratique administrative qui consacrent maintenant la thèse de la liberté de la preuve en matière de non-appartenance à la religion juive, on peut considérer actuellement que, pratiquement, les deux qualifications se confondent, sauf dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, en ce qui concerne le critère de la religion. Il n'en est pas de même en ce qui concerne le critère du mariage. En effet, selon les Ordonnances allemandes en vigueur, la dissolution du mariage conclu par un demi-juif avec un juif ne lui fait perdre la qualité de juif que si elle a eu lieu, avant le 16 juillet 1941 dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, avant le 25 juin 1940 dans le reste de la France occupée. La loi n° 2332 du 2 juin 1941 ne contient aucune restriction de ce genre et il subsiste donc de ce fait une possibilité de conflits de qualifications. En cas de conflit de cette nature, la règle de la qualification la plus extensive a donc gardé son application. Elle la garde également d'une façon générale au cas d'appréciation différente des faits par les deux autorités.

Section III : La dualité de qualifications en Algérie.

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la qualification générale du juif, instituée par les deux lois du 2 juin 1941, s'applique en Algérie. Cependant la loi du 18 février 1942, « fixant le statut des juifs indigènes d'Algérie », ne fait pas de cette qualification générale, sauf dans les cas spéciaux de l'article 6, la condition nécessaire de la qualification spéciale, qu'elle suppose, du juif algérien.

A priori, le juif algérien n'est donc pas nécessairement juif selon la définition légale de la loi n° 2332 du 2 juin 1941. Mais le juif algérien qui n'est pas juif au regard de la loi du 2 juin 1941 est soumis d'une façon générale aux dispositions de cette loi. Cela nous semble évident en raison des termes non équivoques de l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 18 février 1942 : « Ils sont soumis, notamment en ce qui concerne l'exercice des fonctions publiques et des professions privées, à la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs. » Le mot « notamment » retire toute valeur restrictive aux précisions qui suivent et donne à la proposition entière une valeur tout à fait générale. Cette disposition ne peut que vouloir dire que les juifs algériens, *stricto sensu*, sans être nécessairement juifs, *stricto sensu*, sont cependant soumis au statut général des juifs.

Telle n'est pas l'opinion de M. le Président Knoertzer qui écrit (*op. cit.* n° 9) : « Ce juif indigène algérien, aux termes de la loi du 18 février 1942, qui, cependant, est regardé comme non-juif par la loi du 2 juin 1941, qui n'en fait néanmoins pas un citoyen français, est dans une situation identique à celle d'un indigène musulman non naturalisé, c'est-à-dire, en termes juridiques, non admis à la jouissance des droits de citoyen français. » Après avoir passé en revue les droits généraux des sujets français, indigènes d'Algérie, M. le Président Knoertzer continue : « De même encore, ce sujet français à pleine capacité et non-juif ne sera pas atteint par les décrets interdisant aux juifs l'accès à la propriété foncière ou leur interdisant d'acquérir des fonds de commerce. Il pourra enfin accéder, dans les mêmes conditions qu'un indigène musulman, aux professions interdites aux juifs par l'article 5 de la loi du 2 juin 1941. » Or, M. le Président Knoertzer avait écrit plus haut (*op. cit.*, n° 6), en parlant en général des juifs visés par la loi du 18 février 1942 : « Ces juifs sont soumis à toutes les interdictions et restrictions précisées par la loi du 2 juin 1941, et, en outre, à toutes les prohibitions spécialement édictées contre eux. » Ce qui est précisément notre thèse.

On pourrait être tenté de résoudre cette contradiction par l'imprécision de la terminologie, le juif indigène algérien, qui n'est pas juif au regard de la loi n° 2332 du 2 juin 1941, n'est peut-être pas dans la pensée de cet auteur un véritable juif algérien, *stricto sensu*. En d'autres termes, selon M. le Président Knoertzer, pour pouvoir être juif algérien, il faudrait d'abord être juif, ce qui est certes logique, mais ne résulte en aucune façon du texte, bien au contraire. Mais cette explication ne résiste pas au premier examen, car si l'intéressé n'est pas un véritable juif algérien, *stricto sensu*, on ne voit pas pourquoi le statut de citoyen lui serait retiré pour le mettre « dans une situation identique à celle d'un indigène musul-

man », sujet français. D'ailleurs, M. le Président Knoertzer écrit lui-même (*op. cit.* n° 9) : « Cet individu juif algérien, aux termes de la loi du 18 février 1942, n'est pas regardé comme juif par la loi du 2 juin 1941. » Il semble qu'en réalité il se soit établi dans la pensée de ce commentateur une véritable dissociation de la qualité de juif algérien; qu'il ait compris celle-ci, non pas comme une catégorie juridique permanente, ayant comme conséquence un statut particulier, mais comme une catégorie essentiellement transitoire ne servant qu'au retrait de la citoyenneté française, comme l'avait été, en sens inverse, celle d'israélite indigène d'Algérie pour l'octroi de cette même citoyenneté. Selon cette conception, les juifs algériens, une fois redevenus sujets français, non citoyens, n'auraient plus la qualité de juifs algériens, et ne seraient en conséquence soumis aux dispositions de la loi n° 2332 du 2 juin 1941 que s'ils sont juifs au regard de cette loi. Elle soulève une objection de texte qu'il nous paraît impossible de lever : l'alinéa 2 de l'article 2 ne comporte nullement l'exigence que les intéressés soient juifs pour être soumis aux dispositions de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs. S'il devait être interprété ainsi, il serait inutile puisque cette loi est applicable en Algérie.

La qualification de juif algérien emporte donc nécessairement, sur le territoire algérien, une extension de la qualification générale de juif. En d'autres termes, bien qu'il ne soit pas nécessaire d'être d'abord juif, du moins dans le cas général des descendants des bénéficiaires du décret Crémieux, pour être juif algérien, le juif algérien devient nécessairement juif, s'il ne l'est pas déjà. Mais, à l'inverse, celui qui n'est pas juif algérien, ne devient évidemment juif que s'il tombe sous le coup de la définition légale du juif de la loi n° 2332 du 2 juin 1941.

L'individu qui n'est pas qualifié de juif algérien, parce qu'il a bénéficié de l'arrêté prévu à l'article 5 de la loi du 18 février 1942, mais qui est juif au regard de la loi n° 2332 du 2 juin 1941, n'est pas pour cela un juif privilégié, c'est-à-dire un citoyen français intégral. Il ne pourrait le devenir qu'en bénéficiant du décret ou de l'arrêté de dérogation prévu par l'article 8 de cette loi, et qui ne peut être accordé que dans des cas plus restreints que l'arrêté de maintien dans la citoyenneté française. Il faut en effet que les services rendus au pays par l'intéressé ou sa famille soient exceptionnels, et s'il s'agit de la famille, que celle-ci soit établie en Algérie depuis au moins cinq générations.

Résumons cette longue dissertation théorique en quelques propositions : la qualification de juif algérien sert d'abord au retrait de la citoyenneté française, elle en est la condition nécessaire et suffisante. Elle sert ensuite à qualifier de juifs des individus qui ne

pourraient être atteints par la qualification générale française du juif, mais cette dernière garde en Algérie son application avec toutes ses conséquences. Du point de vue des droits civils et politiques, qui n'intéressent pas notre sujet, le statut du juif algérien résulte *dans tous les cas* de la combinaison de celui de sujet et de celui de juif. Il n'y a donc pas, à proprement parler, de possibilité de conflits de qualifications en Algérie, malgré la coexistence de deux définitions légales différentes. Il ne nous reste qu'à examiner pratiquement quelles catégories d'individus la qualification de juif algérien ajoute à celle de juif.

Éliminons d'abord les cas où elle ne peut ajouter à la qualification générale de juif, parce qu'elle a celle-ci pour condition nécessaire, c'est-à-dire tous ceux prévus par l'article 6, et tels que nous les avons discutés au chapitre précédent. Il ne reste donc que les juifs algériens ainsi qualifiés parce qu'ils descendent d'un bénéficiaire du décret Crémieux et qui sont issus de moins de trois grands-parents juifs, ou de moins de deux grands-parents juifs, s'ils sont eux-mêmes de religion juive ou mariés avec un juif, qui peuvent fournir un contingent nouveau de juifs. Ce contingent sera évidemment plus ou moins considérable selon la façon dont on définit le « descendant » de l'israélite indigène d'Algérie puisqu'il ne peut comprendre d'individus d'ascendance purement juive. Reprenons donc à cet égard les différentes thèses qui peuvent être défendues : si on admet la règle qui paraît triompher en jurisprudence, que la qualité d'israélite indigène d'Algérie s'est transmise par les mâles, seront juifs, parce que juifs algériens :

1° Les individus dont l'arrière-grand-père du même nom, deux arrière-grands-pères du côté paternel, ou le grand-père paternel étaient bénéficiaires du décret Crémieux.

2° Les individus de religion non-juive ou sans religion, non mariés à un juif, dont les deux grands-pères ou dont le père étaient bénéficiaires du décret Crémieux. Cette seconde catégorie sera la seule, si on tempère la règle en la limitant au cas du partage égal d'ascendances.

Si on admet la thèse défendue par M. le Doyen CHAUVEAU, la qualification de juif algérien disparaît dans tous les cas d'ascendance mixte, elle ne peut donc rien ajouter à la qualification générale du juif.

Section IV : Acquisition et perte de la qualité de juif.

Nous avons constaté, au cours de notre étude, que la qualité de juif pouvait s'acquérir ou se perdre de plusieurs manières. Notre

intention est d'en donner maintenant la récapitulation, et d'examiner les répercussions de ces phénomènes sur le recensement existant.

La qualité de juif s'acquiert :

a) pour ceux qui ont plus de deux grands-parents de race juive :

1° Par la naissance sur le territoire français;

2° Par la fixation du domicile ou d'une résidence en France.

b) Pour ceux qui ont deux grands-parents de race juive :

1° Par l'adhésion en France à la religion judaïque;

2° Par le mariage en France avec un juif;

3° Par la fixation du domicile ou d'une résidence en France, s'ils sont de religion judaïque ou mariés avec un juif;

4° Par la naissance en Algérie, si leurs deux grands-pères ou leur père étaient bénéficiaires du décret Crémieux.

c) Pour ceux qui n'ont qu'un grand-parent de race juive :

Par la naissance en Algérie si ce grand-parent était le grand-père paternel et s'il était le bénéficiaire du décret Crémieux.

Il n'y a pas d'autres modes d'acquisition de la qualité de juif. On ne devient donc juif que si on a au moins un ancêtre de race juive. Cette constatation met en relief une fois de plus l'idée qui nous est familière que la qualification française du juif a pour base la race généalogique.

Mais quelle que soit la manière dont la qualité de juif ait été acquise, cet événement a pu survenir après l'expiration du délai fixé pour le dépôt des déclarations par la loi n° 2333, après le 1^{er} août 1941 pour la France métropolitaine, après le 10 septembre 1941 pour l'Algérie.

En raison des termes généraux de l'article premier de cette loi, « toutes personnes qui sont juives... », il est évident que la même obligation du recensement pèse sur les intéressés. D'ailleurs, la fixation d'un délai pour remplir une obligation ne supprime pas, en principe, cette obligation lorsque le délai est écoulé, elle met simplement en jeu, le cas échéant, les sanctions prévues.

Sont donc astreints à déclaration :

1° le représentant légal de l'enfant nouveau-né de race juive;

2° l'individu, français ou étranger, de qualité juive au regard de la loi, qui fixe son domicile ou sa résidence en France;

3° le demi-juif qui adhère à la religion judaïque, ou son représentant légal s'il est mineur;

4° le demi-juif qui épouse une juive;

5° pour lui-même et pour sa femme, le demi-juif qui épouse une demi-juive.

6° pour sa femme, le juif qui épouse une demi-juive.

Il semble normal de fixer aux intéressés, pour accomplir cette formalité, le même délai que celui qui était prévu pour le recensement initial, c'est-à-dire quarante-cinq jours, mais à compter évidemment de la date d'acquisition de la qualité de juif. Ce délai écoulé, les intéressés sont passibles des sanctions générales prévues à l'article 2.

A l'inverse, la qualité de juif se perd :

1° Par la fixation du domicile hors de France, sans y garder de résidence;

2° Par la mort, s'ils n'ont pas fixé hors de France leur domicile ou s'ils y ont gardé une résidence.

3° Pour ceux qui, n'ayant que deux grands-parents de race juive, sont mariés avec un juif, et domiciliés en France non occupée, par le divorce ou la mort du conjoint.

Il n'y a pas d'autre mode de perte de la qualité de juif en droit français. La conversion à l'une des confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905, permet bien de ne pas qualifier de juif un demi-juif qui l'eût été sans cela, lorsqu'elle a eu lieu avant le 25 juin 1940, mais elle n'entraîne en aucun cas la perte de la qualité de juif. Il en est de même en France occupée en ce qui concerne la dissolution du mariage qui n'est d'aucun effet, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, après le 16 juillet 1941, dans le reste de la zone occupée, après le 25 juin 1940. D'autre part, comme nous l'avons établi dans l'introduction du chapitre précédent, les décrets ou arrêtés individuels de dérogation aux interdictions prévues par la loi n° 2332, ne font aucunement perdre à leurs bénéficiaires la qualité de juif.

Lorsqu'un individu perd la qualité de juif, quelle répercussion peut avoir cet événement sur le recensement existant? Remarquons tout de suite qu'aucune disposition de la loi n° 2333 ne prévoit en cette hypothèse, même implicitement, la révision du recensement, par voie de déclarations des intéressés. Cela s'explique d'ailleurs dans l'un des cas de perte de la qualité de juif. Il ne paraît pas possible pratiquement d'exiger du juif qui quitte son domicile ou sa résidence en France, pour s'établir à l'étranger, une démarche spéciale qui aurait d'ailleurs peu d'intérêt. Au contraire, en cas de mort d'un juif, il pourrait être exigé de la personne qui déclare le décès à l'officier d'état civil, une déclaration semblable pour l'autorité qui l'a recensé.

Une telle démarche ne sera faite spontanément que par le demi-juif, qui perd la qualité de juif au regard de la loi, par la mort de

son conjoint juif, ou son divorce d'avec lui, et qui a un intérêt personnel à la révision du recensement en ce qui le concerne.

Ce dernier cas mis à part, l'administration n'a donc pas pour la mise à jour, par suppressions, du recensement des juifs, les moyens que lui donne la loi pour sa mise à jour par adjonctions.

Section V : Les conflits d'autorités au sujet de la même qualification.

En recherchant au chapitre précédent quel était le caractère juridique exact de la qualité de juif instituée par les deux lois du 2 juin 1941, nous n'avons pu aboutir à aucune conclusion positive, en raison des conceptions différentes que paraissent s'en faire l'administration et les tribunaux. La jurisprudence judiciaire semble s'orienter, dans l'ensemble, dans le sens de la compétence du tribunal civil en matière de qualification juive, mais dans certains cas, elle continue de supposer la compétence du tribunal correctionnel. D'autre part le Commissariat Général aux Questions Juives n'a jamais cessé de décider dans certains cas douteux de la qualité juive ou non-juive des individus. Dans ces conditions, y a-t-il des règles fixes de procédure qui permettent de prévoir dans chaque espèce quel est l'organe étatique qui sera appelé à en décider?

Si, au contraire, deux ou trois organes d'ordres différents peuvent être appelés à prendre, dans la même espèce, une décision, cette décision aura-t-elle la même portée quel que soit l'organe considéré? N'est-il pas à craindre, dans ce cas, que les décisions prises soient contradictoires entre elles? Si elles ont la même portée, comment sera résolu ce conflit d'autorités? Si elles ont un domaine différent, n'est-il pas cependant regrettable qu'un même individu puisse être qualifié de juif ou de non-juif suivant le point de vue?

Ce sont les solutions données par la pratique à ces différentes questions que nous nous proposons d'examiner.

L'individu qui s'est fait recenser comme juif en temps utile reste recensé comme tel, à moins qu'il n'obtienne directement, ou indirectement, du Commissariat Général aux Questions Juives, l'annulation de sa déclaration, en faisant la preuve de son erreur, ou du fait qui lui a fait perdre sa qualité juive. Il pourrait avoir, notamment en cas de fin de non-recevoir administrative, la tentation de s'adresser au tribunal civil, et en obtenir un jugement favorable, il n'en resterait pas moins recensé. Ce que l'autorité administrative a fait, seule l'autorité administrative peut le défaire.

Il en est de même de l'individu qui s'est fait recenser tardive-

ment, ou qui a été recensé d'office, mais qui a pu, dans ce cas, être déféré au tribunal correctionnel pour infraction à l'article 2 de la loi n° 2333 du 2 juin 1941. S'il conteste être juif devant le tribunal, celui-ci peut être amené, même en cas de recensement volontaire du prévenu, soit à décider de sa qualité non-juive, soit à juger l'intention délictuelle sans trancher, quant au fond, la question de qualification. Dans les deux cas, le tribunal ne tient aucun compte de la décision administrative et, réciproquement, le jugement de relaxe n'aura aucune conséquence sur le recensement.

Enfin, l'individu sur qui pèsent des présomptions de qualité juive, mais qui n'est pas juif, et entend en avoir une preuve officielle, peut aussi bien s'adresser au tribunal civil par une action en réclamation d'état de non-juif, ou au Commissariat Général aux Questions Juives, par une demande de certificat de non-appartenance à la race juive.

En résumé, la pratique administrative et la jurisprudence judiciaire affirment chacune leur compétence, et se développent suivant leurs principes propres, mais ignorent réciproquement leurs décisions.

On pourrait être tenté de voir dans cette situation une hypothèse analogue à celle qu'a créée, en droit commercial, l'institution du registre de commerce par la loi du 18 mars 1919. Cette loi assortie de sanctions pénales, prescrit l'immatriculation obligatoire des commerçants au greffe du tribunal de commerce. Le greffier du tribunal de commerce a un rôle purement passif, il n'a aucun pouvoir ni aucun moyen de contrôle à sa disposition. L'article 14 de la loi précise même qu'il « ne peut refuser d'opérer les inscriptions requises que dans le cas où les déclarations faites par les requérants ne contiennent pas toutes les mentions prescrites par la loi ». Le recensement ainsi organisé a certains effets de droit public, mais n'a aucune conséquence en droit privé. Lorsqu'elle est contestée, la qualité commerciale d'un individu déterminé ne peut résulter que d'un jugement du tribunal de commerce, il y a donc deux qualifications du commerçant, mais qui ont chacune un caractère et un domaine différents et bien délimités, et il ne peut y avoir, au sens strict, de conflit d'autorités en la matière.

Nous ne pensons pas que le problème se présente d'une manière analogue quant à la qualification du juif. Sans doute la législation commerciale est aussi une législation d'exception, mais la législation juive est, en outre, une législation de déchéances, dont les principales sont de droit public, et la qualification de juif a avant tout un caractère politique. D'où cette conséquence législative que le recensement du juif a été attribué au fonctionnaire le plus directe-

ment sous les ordres du Gouvernement, le préfet; et cette conséquence logique que les cas litigieux sont tranchés, sous le contrôle juridictionnel éventuel du Conseil d'Etat, par le Commissariat Général aux Questions Juives, administration technique également sous les ordres directs du Gouvernement. Quelle est, dans ces conditions, la valeur des jugements sur la qualité de juif des tribunaux judiciaires, rendus à l'encontre du ministère public sur requête des particuliers? Il paraît difficile d'assigner à cette qualification un domaine distinct de celle du Commissariat Général aux Questions Juives. Au cas où, dans une espèce déterminée, ces qualifications seraient contradictoires, il y a donc bien conflit au sens technique du mot, et on peut s'étonner que l'administration ait laissé se développer, sans élever le conflit, tout une jurisprudence judiciaire.

Est-ce à dire cependant qu'elle reconnaît la compétence du tribunal civil, et qu'elle considère ses propres décisions comme n'ayant qu'un caractère provisoire, valables seulement si elles ne sont pas contestées. Non, puisqu'elle ne les modifie pas nécessairement lorsque cette contestation triomphe en justice. Nous avons bien constaté un certain revirement de la pratique administrative quant à l'interprétation des textes, qui paraît être la suite de celui de la jurisprudence, mais cela ne montre pas qu'elle renonce à sa compétence, bien au contraire, puisqu'elle évite ainsi des possibilités de contrariété de décisions.

Pour conclure, nous ne pouvons qu'exprimer de nouveau le regret que le législateur n'ait pas précisé sa pensée quant à la notion de la qualité de juif. Il eût pu, tout au moins, lier pratiquement la qualification de juif et le recensement des juifs, qui font au contraire l'objet de deux textes différents, attribuant chacun implicitement des pouvoirs analogues à l'autorité administrative et à l'autorité judiciaire.

Section VI : La qualification juive et l'unité familiale.

La tendance des législateurs contemporains de réagir contre la conception purement individualiste du droit, qui a été celle de la révolution de 1789, a trouvé sa dernière expression en France dans le domaine de la famille. La révolution nationale en a inscrit la protection dans la devise de l'Etat français, ce qui implique bien d'avantage que les mesures prises dans le passé à cet égard, et complétées ou remaniées par le décret-loi du 29 juillet 1939. Le principe de la famille envisagée comme la véritable cellule sociale, est aujourd'hui officiellement reconnu. Il doit s'ensuivre une tendance du droit

positif de lui redonner l'unité qu'elle a perdue, sinon une véritable personnalité qui n'est pas techniquement nécessaire, et qui ne correspondrait pas à l'état actuel des mœurs.

Nous avons pu cependant jusqu'ici étudier la qualification juive de la personne, d'un point de vue strictement individuel. La loi n° 2332 ne tient compte en effet du mariage qu'à titre de critère accessoire, dans deux cas tout à fait particuliers, et base la qualité de juif uniquement sur la race des *ascendants*. Nous nous proposons maintenant d'examiner les conséquences pour l'unité familiale du jeu des différents critères de qualité juive.

Lorsqu'un juif de race, ou un non-juif, se marie, il conserve nécessairement sa qualité au regard de la loi n° 2332, quelle que soit celle de son conjoint. Il n'y a donc pas dans le domaine de la qualification juive de règles analogues à celles des articles 8 et 8 *bis* de la loi du 10 août 1927, modifiée par le décret-loi du 28 novembre 1938, dans le domaine de la nationalité, et qui permettent à la femme de prendre la nationalité de son mari. Pour la qualification générale du juif il n'est fait application du principe de l'unité dans le mariage que dans l'hypothèse du demi-juif, qui acquiert en se mariant avec un juif, ou un autre demi-juif, s'il ne l'avait pas déjà du fait de sa religion juive, la qualité de juif. Non seulement un demi-juif qui se marie avec un juif suit donc obligatoirement la qualité de son conjoint, mais deux demi-juifs, de religion non-juive ou sans religion, qui se marient entre eux se communiquent réciproquement une qualité contraire à celle qu'ils avaient antérieurement. Dans ce dernier cas, la solution du législateur favorise non seulement l'unité familiale, mais la famille juive.

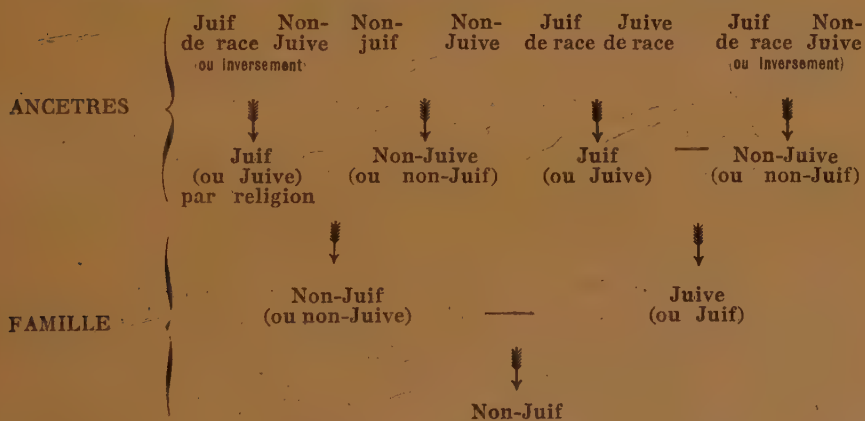
Il est une autre application de ces principes, moins importante numériquement et juridiquement, dans le domaine de la qualification du juif algérien. Comme nous l'avons vu, en effet, d'après les dispositions de l'article 6 de la loi du 18 février 1942, la juive étrangère qui acquiert la nationalité française du fait de son mariage avec un juif algérien, acquiert en même temps la qualité de juif algérien.

En résumé, il est donc possible, et il sera fréquent en pratique, qu'un ménage soit mixte, c'est-à-dire que le mari soit de qualité juive et la femme de qualité non-juive, ou réciproquement. En raison des incapacités attachées à la qualité de juif, et des mesures prises à leur encontre dans l'ordre économique, cette situation ne laisse pas de soulever de nombreuses difficultés, surtout si les époux sont mariés sous le régime de la communauté. Comme nous le verrons au chapitre suivant, l'autorité occupante les résout d'une façon générale par l'application d'un principe clair et pré-

cis, celui de l'influence prépondérante du mari. La loi française du 22 juillet 1941 relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux juifs, ne prévoit qu'une catégorie de ces difficultés, celles qui résultent de la communauté conjugale. Par son article 20, en effet, elle réserve à l'époux non-juif le droit d'en demander la liquidation, « suivant les formes prévues par les articles 1443 et suivants du Code civil pour la séparation de biens judiciaire ». Certaines autres difficultés peuvent se résoudre, d'ailleurs, sans texte spécial, suivant les principes généraux du droit. C'est ainsi que la femme mariée n'ayant que l'usage du nom marital, la femme non-juive dont le mari est juif peut donc s'abstenir d'en porter le nom.

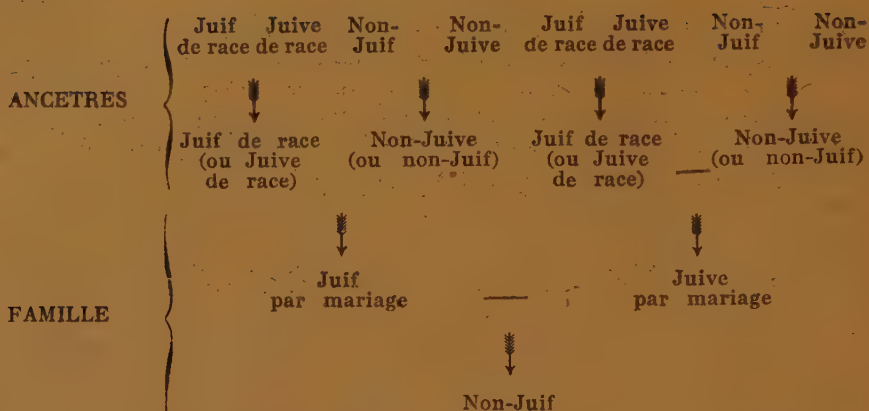
Mais une famille ne se compose pas nécessairement que de deux conjoints, elle peut comporter également des enfants. Or, si des deux parents, l'un est juif et l'autre non-juif, l'enfant peut être non-juif, même s'ils sont tous les deux d'ascendance mixte. Dans ce dernier cas, en effet, celui qui est non-juif peut avoir un grand-parent juif, donc un parent juif uniquement *par sa religion*, et celui qui est juif peut avoir un grand-parent non-juif, donc un parent non-juif uniquement parce que sans religion ou de religion non-juive.

Résumons cette situation dans un tableau généalogique :



Il y a mieux, car même si les deux parents sont juifs, l'enfant ne l'est pas nécessairement. Ses parents peuvent être en effet demi-juifs et n'avoir acquis leur qualité de juifs qu'en raison de leur religion ou de leur mariage.

Résumons également cette dernière situation dans un tableau généalogique :



Dans ces trois hypothèses, bien qu'issu d'un ou de deux parents juifs, l'enfant naît non-juif et il n'acquiert la qualité de juif que s'il adhère à la religion juive, ou s'il épouse un juif ou un demi-juif, mais dans ce dernier cas il sort de la famille.

Nous pouvons donc conclure que la qualification du 2 juin 1941 a été établie sans tenir compte du principe de l'unité familiale, puisque, même dans un cas où elle tient compte du mariage pour l'attribution de la qualité de juif, elle peut aboutir à donner aux enfants issus de ce mariage, une qualité non-juive.

Cette situation peut donner lieu, pour l'application de certaines mesures d'ordre essentiellement familial, à des difficultés que le législateur n'a pas prévues. Nous n'en citerons qu'un exemple, concernant les changements de noms : La loi du 10 février 1942 prévoit, d'une part, que les juifs « ne pourront se prévaloir des dispositions de l'article 4 de la loi du 11 germinal an XI », c'est-à-dire qu'ils ne pourront désormais changer de nom. Mais, d'autre part, elle prescrit également qu'« il sera procédé à la révision des décrets intervenus depuis le 24 octobre 1870 par application de la loi du 11 germinal an XI, et autorisant le changement de noms habituellement portés par des juifs » (art. 2), et que les décrets portant retrait d'autorisation de changement de nom s'appliqueront aux « descendants » des intéressés (art. 3).

Il s'ensuit que l'enfant non-juif, d'un père juif à qui aura été retirée l'autorisation de changer de nom, se verra également contraint, selon l'article 8, de reprendre l'usage d'un nom « habituellement porté par des juifs ». Cependant, selon l'article 1^{er}, il conserve sans aucun doute l'entier bénéfice de l'article 4 de la loi du 11 germinal an XI, c'est-à-dire qu'il peut demander à changer de

nom, donc à reprendre le nom qui était le sien jusqu'à la révision prévue à l'article 2. L'on peut penser qu'il eut été plus simple, soit de consacrer dans le domaine de la qualification juive le principe de l'unité familiale, soit tout au moins de ne faire application aux descendants des intéressés, des mêmes mesures qu'aux intéressés eux-mêmes, qu'autant que ces descendants sont également juifs au regard de la loi.

DEUXIÈME PARTIE

LA QUALIFICATION DES BIENS, DES PERSONNES MORALES ET DES ENTREPRISES ÉCONOMIQUES

CHAPITRE UNIQUE

La qualité de juif, qui fait l'objet principal du présent essai, est l'institution préalable nécessaire, lorsque des incapacités de droit public ou de droit privé, et d'une façon plus générale des mesures d'exception sont envisagées contre les juifs, mais, en raison de sa base sociologique elle se comprend *en soi*, indépendamment des conséquences qu'y attache, simultanément ou ultérieurement, le législateur. Si celui-ci entend restreindre l'activité économique des juifs ou leur droit d'association, ou la libre disposition de leurs biens, les catégories juridiques existantes, y compris la qualité de juif, peuvent lui paraître suffisantes pour l'exécution des mesures qu'il prescrit. Dans le domaine analogue des dispositions que le législateur français a réservées aux seules sociétés françaises par exemple, il n'a pas jugé utile d'instituer pour les sociétés une véritable catégorie juridique, correspondant à celle de la nationalité pour les individus, et comportant une définition légale précise (cf. Niboyet, *op. cit.*, n° 751 et suiv.). Et il a laissé le soin à l'administration et à la jurisprudence de préciser dans chaque cas ce qu'il fallait entendre par sociétés françaises ou sociétés étrangères. Il en est à peu près de même des associations étrangères visées par le titre IV, ajouté à la loi du 1^{er} juillet 1901 par le décret du 12 avril 1939. Dans ce dernier cas, en effet, le législateur a bien défini trois

caractères qui emportent la qualification étrangère de l'association en cause, à savoir le siège à l'étranger, ou des administrateurs étrangers, ou un nombre de membres étrangers dépassant le quart du total. Mais il a adopté également un autre critère, qui laisse toute latitude d'appréciation à l'administration, en réputant étrangères les associations qui « sont dirigées en fait par des étrangers ». En ce qui concerne les biens, les mesures de séquestre prises pendant la guerre de 1914-1918, à l'encontre des biens ennemis, l'ont été davantage en vertu des articles 1961 à 1963 du Code civil, que du décret du 27 septembre 1914, qui visait simplement le commerce ou les contrats avec les sujets ennemis. Ce n'est que la jurisprudence ainsi constituée qui a permis, après coup, de dégager la notion du « bien ennemi » (cf. Pinoche, *op. cit.*, p. 17). De même, l'article 1^{er} de l'un des décrets-lois du 1^{er} septembre 1939 autorise le gouvernement, pour la durée de la guerre, à prendre par décret toutes mesures utiles à l'encontre des ennemis et à pourvoir « aux dispositions propres à l'application des dites mesures, notamment en ce qui concerne le traitement des biens, droits et intérêts des ennemis ou des personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi », sans définir à quelles conditions les biens visés peuvent être réputés « biens des ennemis ». Un décret d'application, daté du même jour, prévoit simplement que « le ministre des Affaires étrangères arrêtera une liste, dite liste officielle d'ennemis, comprenant les noms des individus, associations, sociétés, agences, succursales et autres établissements qui... seront considérés comme ennemis... ». De nombreux autres décrets sont intervenus sur le même sujet, mais sans offrir davantage d'intérêt au point de vue de notre étude. Nous ne voyons guère que les navires et les aéronefs qui fassent l'objet d'une qualification nationale véritable, comportant à la fois une définition légale rigoureuse et une spécification par immatriculation dans des registres *ad hoc*.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que la loi du 22 juillet 1941, « relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux juifs », modifiée par la loi du 17 novembre 1941, et rendue applicable sous certaines conditions à l'Algérie par le décret du 21 novembre 1941, prévoit pour les biens visés la nomination d'un administrateur provisoire sans faire aucunement intervenir la notion d'une qualification juive. Cela ressort avec évidence des termes de l'article 1^{er} :

« En vue d'éliminer toute influence juive dans l'économie nationale, le Commissaire général aux questions juives peut nommer un administrateur provisoire à :

1° Toute entreprise industrielle, commerciale, immobilière ou artisanale;

1° Tout immeuble, droit immobilier ou droit au bail quelconque;

3° Tout bien meuble, valeur mobilière ou droit mobilier quelconque;

Lorsque ceux à qui ils appartiennent ou qui les dirigent, ou certains d'entre eux, sont juifs ou lorsqu'ils ont été vendus ou cédés par des juifs depuis le 23 mai 1940, dans des conditions n'assurant pas l'élimination de toute influence juive, mais dans ce dernier cas, à condition que la nomination de l'administrateur provisoire intervienne au plus tard un an à dater de la publication de la présente loi.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux valeurs émises par l'Etat français et aux obligations émises par les sociétés ou collectivités publiques françaises, ou par les sociétés ou collectivités publiques des pays de protectorat et des pays sous mandat.

Et, sauf exception motivée, aux immeubles ou locaux servant à l'habitation personnelle des intéressés, de leurs ascendants ou descendants, ni aux meubles meublants qui garnissent lesdits immeubles ou locaux.

On remarquera qu'aucun bien n'est atteint par les dispositions de ce texte parce qu'il serait « juif » mais simplement parce qu'il se trouve dans certaines conditions, non juridiquement précisées, qui manifestent « l'influence juive dans l'économie nationale ». L'aliénation de ce bien, par l'intermédiaire de l'administrateur provisoire désigné ou d'un liquidateur *ad hoc*, ne sera de même valable, par approbation du Commissaire général aux questions juives, que « si l'élimination de l'influence juive est effective » (article 14).

Il y a donc, à l'origine comme à la fin de l'application de ces dispositions, appréciation directe par l'administration de simples faits, et rien qui ressemble à l'acquisition ou à la perte d'une catégorie juridique analogue à la qualité de juif. Sans doute, le pouvoir d'appréciation du Commissaire général aux questions juives n'est-il pas illimité, le texte lui assigne en effet un cadre très général, mais aucune définition rigoureuse du bien ou de l'entreprise visés, nécessaire s'il y avait qualification juridique, n'est donnée. La loi parle en termes vagues des juifs à qui « appartiennent » ces biens ou qui « dirigent » ces entreprises en tout ou partie. Des précisions ne sont données, par l'article 20, que dans le cas de biens indivis entre juifs et non-juifs, mais les dispositions prévues, telles que la séparation de biens judiciaire des époux communs sont tout à fait spéciales à ce cas particulier, qui ne comporte pas nécessairement, d'après le texte, nomination d'administrateur provisoire. Cette nomination

n'est même jamais un signe général de qualification juive, puisqu'elle n'est jamais obligatoire.

Enfin, il n'y a d'autre recensement des biens ou entreprises visés, que celui sans aucune publicité qui résulte des déclarations prescrites par la loi n° 2332 du 2 juin 1941, et qui doivent, comme nous l'avons vu, mentionner la profession et l'état des biens du déclarant.

Cependant l'article 24 donne au Commissaire général aux questions juives « qualité pour provoquer éventuellement, en vue de l'application de la présente loi, toutes expertises amiables ou judiciaires, ainsi que toutes enquêtes nécessaires et obtenir des administrations financières la communication de tous renseignements et documents utiles ». D'autre part, l'article 24 prévoit des peines d'emprisonnement et d'amende pour « tout juif qui se sera soustrait ou aura tenté de se soustraire aux mesures prises en vertu de la présente loi, au moyen de déclarations mensongères ou de manœuvres frauduleuses », et pour « toute personne, même non-juive, qui, soit en son nom, soit pour le compte d'une personne morale, se sera interposée pour éluder les dispositions de la présente loi ».

Si donc le Commissaire général aux questions juives est armé des pouvoirs les plus étendus, il reste maître de sa liberté d'action et, spécialement du point de vue de notre sujet, il n'est pas lié par une catégorie légale.

Il en est de même pour l'application de la loi du 29 novembre 1941, « instituant une Union générale des israélites de France », ou du décret du 14 février 1942, « portant création d'une Union générale des israélites d'Algérie ». Ces deux textes prévoient la dissolution de « toutes les associations juives existantes, à l'exception des associations culturelles légalement constituées », et la dévolution de leurs biens aux unions générales d'israélites, personnes morales de droit public, mais ne nous donnent, non plus qu'aucun texte ultérieur, de définition de l'« association juive ».

Tout autre, au contraire, est le droit allemand en la matière, qui admet, du moins pour les entreprises économiques et, d'une façon générale, pour les personnes morales, une qualification juive.

Mais la qualification juive d'une entreprise, d'une société ou d'une association a, évidemment, un caractère tout différent de la qualité juive d'un individu. Il ne s'agit plus ici de la consécration juridique directe d'une qualité sociologique, mais d'un procédé technique de caractérisation de ce qui est déjà une entité juridique.

Cette qualification fait l'objet de l'Ordonnance du 14 juin 1938, dont le titre I^{er} donne en six articles la définition légale de l'entreprise ou de la personne morale juives, et les titres 2 et 3 prescrivent

la spécification des entreprises ainsi définies par l'inscription sur un registre spécial public. On ne peut dire que ces dispositions aient inspiré l'article 4 de l'Ordonnance du Militärbefehlshaber in Frankreich, relative aux mesures contre les juifs du 27 septembre 1940, qui prévoit simplement la désignation par affiches spéciales des fonds de commerce dont le propriétaire, ou le détenteur, est juif. En revanche la 2^e Ordonnance du Militärbefehlshaber in Frankreich, concernant les mesures contre les juifs, du 18 octobre 1940, adopte sans équivoque le principe de la qualification juive, du moins pour les entreprises économiques. En effet, pour les personnes morales qui ne sont pas des entreprises économiques, l'application de ce principe n'est pas aussi nette et elle paraît abandonnée pour les biens. En ce qui concerne les départements du Nord et du Pas-de-Calais, les mêmes dispositions économiques se retrouvent, non pas dans une Ordonnance spéciale, mais intercalées dans celle que nous connaissons déjà, du 18 novembre 1940, du Commandant de l'Oberfeldkommandantur 670.

Nous étudierons successivement, en allant du plus diffus au plus organisé, la déclaration de biens juifs, la qualification juive des personnes morales autres que les sociétés, la qualification juive des entreprises économiques.

Section I : La déclaration des biens juifs.

Les dispositions de l'article 3 de l'Ordonnance du 18 octobre 1940, reproduites intégralement pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais dans l'article 8 de l'Ordonnance du 18 novembre 1940, organisent un recensement de certains biens juifs dans les termes suivants : (Nous citons la traduction française officielle.)

Article 3.

« Toutes les entreprises économiques juives, ainsi que tous les juifs et conjoints de juifs, et toutes les personnes morales qui ne sont pas des entreprises économiques ayant plus d'un tiers de juifs parmi leurs membres ou dans la direction, doivent déclarer jusqu'au 31 octobre 1940, auprès du Sous-Préfet et, à Paris, auprès du Préfet de Police :

« Les actions leur appartenant ou qui leur ont été remises en gage;

« Leurs participations dans les sociétés, leurs commandites dans les entreprises économiques et prêts effectués à des entreprises économiques;

« De plus, leurs propriétés immobilières et leurs droits dans les propriétés immobilières.

« Sont compétentes pour recevoir les déclarations, les autorités de l'arrondissement où se trouve le siège de l'entreprise visée ou l'emplacement de la propriété immobilière hypothéquée ou non. »

Outre la question de la qualification juive des entreprises économiques et des personnes morales qui ne sont pas des entreprises économiques, sur laquelle nous reviendrons tout spécialement, ce texte appelle une remarque essentielle. Aucune définition générale du bien juif n'est donnée et seules certaines catégories de biens doivent être déclarées. En d'autres termes, il n'institue pas, même implicitement, une catégorie juridique analogue, dans l'ordre économique à celle de la qualité de juif pour les personnes. Il suppose cependant une qualification juive au moins diffuse, en raison d'une part du caractère gratuit de la spécification des biens qu'il réalise, d'autre part, de la délimitation qu'il sous-entend des droits correspondants qui peuvent assumer la qualité juive de leurs titulaires.

Reprenons ces deux points qui exigent de plus amples explications.

En premier lieu, les Ordonnances des 18 octobre et 18 novembre 1940 prévoient le recensement de certains biens en dehors de toute mesure de blocage, de séquestre, de confiscation ou de disposition. Sans doute ces mesures, ou certaines de ces mesures, — la question est hors de notre sujet — pourront être édictées par des textes ultérieurs, mais elles ne font en aucune manière l'objet desdites Ordonnances. Elles comportent bien une disposition, à l'article 4 dans l'Ordonnance du 18 octobre, à l'article 9 dans celle du 18 novembre, aux termes de laquelle « toute opération juridique effectuée après le 23 mai 1940 et disposant des biens des... pourra être déclarée nulle... ». Mais cette disposition, de caractère conservatoire et facultatif, prévoit davantage le blocage du recensement à la date du 23 mai 1940, que le blocage rétrospectif des biens en cause. Nous y voyons donc un argument supplémentaire, car la qualification juive des biens étant une qualification dérivée de celle des personnes et les biens pouvant changer de mains pendant la durée du recensement, il est nécessaire de prévoir une date fixe à laquelle leur qualité, juive ou non-juive, sera prise en considération.

En deuxième lieu, les Ordonnances des 18 octobre ou 18 novembre 1940 ne laissent pas aux assujettis, ni même à l'administration, le soin d'apprécier librement à quelles conditions un bien peut être réputé juif. Sans doute la question paraît simple; sont réputés juifs le bien incorporel dont le propriétaire, individu ou personne morale est juif, et le droit dont le titulaire, individu ou personne morale est juif. Mais le droit de propriété d'un juif peut être conditionnel

et dépendre ainsi d'une personne non-juive, ou commun avec d'autres personnes non-juives ou démembré au profit d'autres personnes non-juives. De même, le droit de créance dont un juif est titulaire peut être assorti de droits réels sur des biens dont le propriétaire est non-juif. Certaines de ces situations ont été précisément prévues par le texte. Tout d'abord, les conjoints de juifs sont soumis à la déclaration de certains de leurs biens, comme les juifs eux-mêmes. Cette disposition ne se comprend que si elle vise spécialement les non-juifs conjoints de juifs, c'est-à-dire que si elle assimile aux biens dont les juifs sont propriétaires :

1° Les biens dépendant d'une communauté entre époux dont un seul est juif;

2° Les biens dotaux ou les biens propres d'une femme non-juive dont le mari juif a l'administration;

3° Les biens paraphernaux d'une femme non-juive dont le mari est juif, et d'une façon générale les biens propres de l'époux non-juif en cas de mariage mixte.

Est-ce à dire que tous ces biens seront également qualifiés de juifs? Nous ne le pensons pas, car ils ne paraissent pas avoir été soumis aux mêmes mesures. Les biens propres des époux non-juifs ont été respectés, de même que les communautés lorsque le mari était non-juif. Comme nous l'avons vu, d'ailleurs, la loi française du 22 juillet 1941 contient une disposition qui permet à l'époux non-juif de demander en justice la dissolution de la communauté. Cette disposition n'aurait aucune utilité si elle n'avait pas pour conséquence la distinction des biens de cette communauté en juifs et non-juifs. Quoi qu'il en soit de ce dernier point, il reste que la qualification juive des biens des « conjoints de juifs » n'est pas rigoureuse mais qu'elle existe néanmoins.

Ensuite, sont également soumises à déclaration les actions remises en gage à un juif, bien que le débiteur de ce juif puisse ne pas être juif lui-même. Il semble qu'il s'agisse bien dans ce cas d'une qualification juive, mais provisoire.

Enfin, sont aussi soumis à déclaration les « droits dans les propriétés immobilières », dont les juifs sont titulaires, c'est-à-dire les servitudes, les usufruits immobiliers, les droits d'usage et d'habitation, les emphytéoses et les hypothèques, alors que le propriétaire peut n'être pas juif. En raison du terme très général de « droit dans les propriétés immobilières », il faut également faire entrer dans cette catégorie les concessions de richesses publiques et les concessions sur le domaine public.

On pourrait soutenir qu'il s'agit, dans ces derniers cas, d'une véritable qualification juive légale, mais bien d'autres situations

n'ont pas été prévues telles que celles d'une succession comprenant à la fois des héritiers juifs et des héritiers non-juifs.

En résumé, dans le système des Ordonnances de 1940, la question de l'existence même d'une qualification juive peut se discuter quant aux biens. Elle est moins douteuse, comme nous allons le voir maintenant, quant aux personnes morales qui ne sont pas des entreprises économiques.

Section II : **La qualification juive des personnes morales autres que les sociétés.**

La déclaration des biens prescrite par les Ordonnances de 1940 ne concerne pas seulement les juifs et conjoints de juifs, mais également « les entreprises économiques juives » et les « personnes morales qui ne sont pas des entreprises économiques ayant plus d'un tiers de juifs parmi leurs membres ou dans la direction ». Le rapprochement de ces deux catégories montre que, pour ce recensement des biens juifs, une personne morale n'ayant pas le caractère d'une entreprise économique, peut être considérée comme juive, lorsqu'elle se trouve dans certaines conditions légalement précisées. Se trouvent exclues de cette définition les sociétés, les seules personnes morales qui peuvent être considérées comme entreprises économiques, et les personnes morales de droit public. Mais d'autre part, le recensement, même indirect, des personnes morales ainsi définies ne se trouve pas réalisé, car elles peuvent très bien ne posséder que des biens non soumis à déclaration, des rentes sur l'Etat par exemple. Cependant, le recensement n'est que l'élément accessoire et non indispensable d'une qualification générale; les personnes morales juives peuvent être parfaitement déterminées en droit, sans qu'elles soient nécessairement spécifiées administrativement. Il suffit qu'une définition rigoureuse en soit légalement donnée. Nous avons vu précisément qu'une personne morale qui n'est pas une entreprise économique peut être juive, selon le texte, de deux manières seulement, soit que plus d'un tiers de ses membres soient juifs, soit que plus d'un tiers de ses dirigeants soient juifs. Si ni l'une ni l'autre de ces conditions n'est réunie, la personne morale en cause n'est pas juive. Or, les membres ou les dirigeants d'une personne morale sont parfaitement déterminés à une date donnée. Les dirigeants des associations sont même connus de l'administration, puisque la déclaration qui est la condition de leur capacité doit contenir, selon l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, « les noms, professions et domiciles de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son administration et de sa direction », et

qu'elles sont tenues de faire connaître dans les trois mois tous les changements survenus dans leur administration ou direction. Il en est de même des sociétés de secours mutuels, régies par la loi du 1^{er} avril 1898. En ce qui concerne les congrégations, — l'hypothèse d'une congrégation dirigée par des juifs convertis n'est pas invraisemblable — la liste complète de leurs membres est, aux termes de l'article 15 de la loi du 1^{er} juillet 1901, à la disposition de l'administration.

Quant au moment auquel la proportion des membres ou des dirigeants juifs au nombre total doit s'apprécier, il se trouve fixé sans équivoque à la date du 23 mai 1940, par les dispositions de l'article 4 de l'Ordonnance du 18 octobre (v. *supra*) et, en outre, par analogie avec les dispositions de l'article 2 concernant les entreprises économiques (v. *infra*).

Nous pouvons donc conclure qu'en France occupée les personnes morales qui ne sont pas des entreprises économiques ont une qualité juive ou non-juive, mais que seulement un certain nombre de celles qui peuvent être qualifiées juives, sont recensées comme telles.

Section III : La qualité juive des entreprises économiques.

L'article 4 de l'Ordonnance du 27 septembre 1940, comme, en un texte par ailleurs différent, l'article 4 de celle du 18 novembre, visait d'une façon générale « *Geschäfte* (d. h. *wirtschaftliche Unternehmen jeder Art*), deren *Eigentümer oder Pächter Juden sind* », ce que nous traduisons en français par : « Les commerces, c'est-à-dire les entreprises économiques de toutes sortes, dont les propriétaires ou les détenteurs sont juifs. » Des deux traductions officielles, la première omet la précision donnée entre parenthèses par le texte allemand, la seconde comporte une coquille : « juive » au lieu « d'économique ». De toute façon, il ne s'agit pas encore, avec cette vague définition, d'une qualification véritable de l'entreprise juive. En revanche, l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de l'Ordonnance du 18 octobre 1940, soit l'article 7 dans celle du 18 novembre, nous apporte à la fois une définition de l'entreprise économique et une définition de l'entreprise juive :

« Aux termes de cette Ordonnance,

« Est considérée comme une entreprise économique toute entreprise ayant pour objet la participation autonome dans la fabrication, la transformation, l'échange et l'administration de marchandises, sans tenir compte de la forme juridique de l'entreprise et

de l'immatriculation dans un registre. Entre autres, les banques, les compagnies d'assurances, les études des notaires et d'avoués, la charge de l'agent de change et les sociétés immobilières sont également comprises dans cette catégorie. »

Cette notion d'entreprise économique n'a donc absolument aucun rapport avec le contrat d'entreprise visé par les articles 1779 et suivants du Code civil, ni avec l'entreprise visée par l'article 632 du Code de commerce. Elle doit se comprendre de la façon la plus large, et elle inclut non seulement l'exploitation d'un fonds de commerce, mais l'exploitation agricole ou forestière, l'exploitation des richesses publiques, l'exploitation collective des immeubles les offices ministériels, le métier d'artisan, etc... Il s'agit, en d'autres termes, d'une notion purement matérielle qui, sur le plan juridique, se traduit nécessairement en droit français, où l'on ignore les patrimoines d'affectation, par les catégories de personnes qui sont les *sujets* de ces entreprises. C'est pourquoi nous reviendrons sur les critères de l'entreprise économique, en étudiant séparément les deux grandes catégories de personnes qui peuvent en être le sujet, c'est-à-dire les personnes individuelles et les personnes collectives, dites « morales ». Mais il nous reste auparavant à voir à quelles conditions une telle entreprise peut être réputée juive.

Il résulte des termes de l'alinéa 2 des mêmes textes, qu'une entreprise est considérée comme juive si son propriétaire ou son détenteur est juif. Nous continuons, en effet, de traduire le mot « *Pächter* » qui signifie au sens strict « fermier », par le sens plus général de « détenteur », comme le faisaient déjà les traductions officielles de l'article 4 des 2 Ordonnances des 27 septembre et 18 novembre 1940. Le terme de « détenteur » a l'avantage de ne pas être équivoque comme celui de « titulaire de bail », qui a prévalu dans les traductions officielles, des articles 2 de l'Ordonnance du 18 octobre et 7 du 18 novembre 1940, et qui semble se rapporter à l'immeuble dans lequel s'exerce l'activité économique en cause. Le droit au bail, élément essentiel du fonds de commerce, permet certes facilement de déceler quel en est le véritable propriétaire. Celui-ci peut être juif alors que l'exploitant peut ne pas l'être, mais il nous semble précisément évident que le texte vise tout spécialement la situation inverse, où le propriétaire n'étant pas juif, le détenteur du fonds peut l'être. En d'autres termes, le mot de « *Pächter* », détenteur, s'oppose nettement à celui de « *Eigentümer* », propriétaire, et son adjonction n'a pas pour but de prévoir un critère de remplacement, lorsque le propriétaire n'est pas connu avec certitude, mais bien de prévoir un second critère, en cas de gérance-location, avouée ou occulte, ou en tous autres cas de possession précaire. Il va sans dire que ces considérations s'appliquent aussi bien lorsque proprié-

taires ou détenteurs sont des personnes morales que lorsqu'ils sont des personnes « physiques ».

Mais les propriétaires ou les détenteurs, dans l'un ou l'autre cas, ne sont pas les seules personnes dont la qualité juive peut entraîner la qualification juive de l'entreprise. En dehors de l'application de la définition légale de l'entreprise que nous venons de voir, et qui ne laisse évidemment à l'administration aucun pouvoir d'appréciation, les Ordonnances de 1940 ont, en effet, prévu une qualification purement administrative pour les entreprises ne tombant pas sous le coup de cette définition légale, et qui sont cependant en fait sous l'influence prépondérante juive. Cette disposition fait l'objet du dernier alinéa de l'article 1^{er} de l'Ordonnance du 18 octobre 1940 ou du dernier alinéa de l'article 7 de l'Ordonnance du 18 novembre 1940. Elle prévoit que cette qualification juive résultera d'une notification *ad hoc* faite à l'entreprise considérée par le Préfet du lieu où elle a son siège. (La traduction française ajoute « social », mais la même procédure s'applique aussi bien aux individus qu'aux sociétés, en raison de l'emploi du terme général d'« entreprise ».)

SOUS-SECTION I

LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES

Les individus qui peuvent être les propriétaires ou les détenteurs d'une entreprise économique, au sens des Ordonnances du 18 octobre et du 18 novembre 1940, sont les suivants :

1^o Les commerçants au sens du droit commercial, l'énumération que donne des actes de commerce le Code de commerce n'étant pas considérée comme limitative. Sont donc notamment des commerçants, bien que se livrant à des opérations non mentionnées dans les articles 632, 633 du Code de commerce et l'article 39 de la loi du 13 juillet 1925, les éditeurs, les entrepreneurs de jeux ou de divertissements publics, les courtiers, les agents de change, les pharmaciens (Cass. 27 novembre 1935). Sont également commerçants, bien que non soumis à toutes les obligations de droit public imposées aux commerçants, et soumis en revanche à des obligations spéciales de police, les fripiers, brocanteurs et marchands de quatre-saisons. Mais, aux termes d'une disposition formelle de l'Ordonnance, il n'est pas nécessaire qu'ils soient inscrits au Registre du Commerce. En revanche, ne peuvent être assimilés aux commerçants les individus qui ne sont considérés comme tels que pour l'application des lois fiscales.

2^o Les propriétaires de fonds de commerce qui ne sont pas

cependant commerçants, que l'exploitant de ce fonds soit un usufruitier ou un gérant-libre.

3° D'une façon générale, tous mandataires commis pour l'exploitation d'un fonds de commerce, qui doivent en effet être considérés comme des *détenteurs*. Il semble cependant que, dans la pratique, la qualité juive des gérants salariés, même d'entreprises à succursales, n'a pas entraîné la qualification juive du fonds.

4° Les agriculteurs, qu'ils soient fermiers ou propriétaires.

5° Les propriétaires et les exploitants de carrières ou de minières.

6° Les artisans, qu'ils soient inscrits au Registre des Métiers, au Registre du Commerce, ou n'aient accompli aucune de ces formalités. Leur distinction juridique d'avec les commerçants n'a aucune importance dans notre sujet, puisque les deux catégories sont également visées. Ont été cependant exceptés les artisans-façonniers, à condition qu'ils n'aient pas de boutique, qu'ils ne vendent eux-mêmes ni n'achètent aucune marchandise (ils doivent donc ne pas avoir de carte d'acheteur), et qu'ils travaillent exclusivement pour le compte d'entreprises et non pour le compte de particuliers.

7° Les officiers ministériels.

8° Les propriétaires ou locataires principaux de locaux d'habitation qui louent ceux-ci en *meublés*, en totalité ou en partie, en vertu des dispositions de l'article 3 de la loi du 20 juillet 1924, relative aux locations en meublé. Dans tous autres cas, au contraire, les propriétaires d'immeubles ne sont pas atteints par l'article 1^{er} de l'Ordonnance du 18 octobre ou l'article 7 de l'Ordonnance du 18 novembre 1940, qui visent seulement les sociétés immobilières. Cela se comprend aisément puisque les immeubles doivent être déclarés par leurs propriétaires juifs en vertu d'autres dispositions, déjà étudiées, des mêmes Ordonnances.

9° Les individus qui exercent une profession libérale sous une forme commerciale. Sont notamment visés ceux qui n'exercent pas eux-mêmes leur profession et d'une façon plus générale, tous ceux dont la clientèle fait ou a fait l'objet de contrats. Bien que ces sortes de contrats soient annulables suivant une jurisprudence constante, leur objet étant hors du commerce, il y a lieu de faire jouer ici la règle : « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans.* » Il en sera de même de ceux qui utilisent les services de confrères salariés dans un même établissement ou dans des succursales multiples, ainsi que ceux qui font pour l'établissement qu'ils dirigent une publicité sous la forme commerciale. Entreront, par exemple,

dans ces catégories, certains établissements d'enseignement, certaines cliniques médicales et certains cabinets dentaires.

Toutes les entreprises des individus ci-dessus énumérés doivent donc être qualifiées juives lorsqu'ils sont juifs. Mais si c'est à titre de propriétaires qu'ils possèdent leur entreprise, les mêmes difficultés que nous avons rencontrées, en ce qui concerne les biens juifs, se retrouvent ici au cas où leur droit est conditionnel ou indivis et dépend d'une personne non-juive.

La principale difficulté est celle que soulèvent les mariages mixtes conclus sous le régime de la communauté, lorsque c'est la femme qui est commerçante et le mari qui est juif. S'il s'agit d'une communauté pure et simple, le fonds de commerce de la femme tombe dans la masse commune, et par conséquent le mari en devient administrateur. Il est donc normal de décider que le fonds de commerce est juif du fait de son détenteur (v. *supra*). Mais en cas de dissolution de la communauté après le 23 mai 1940, quelle qu'en soit la cause, le fonds commun perdra, à la date de cette dissolution (article 1476 du Code civil), la qualité juive qu'il ne devait qu'au mari. Il n'en serait autrement que s'il jouait au profit du mari, par suite du contrat de mariage, une clause de reprise du fonds.

Il semble que la même solution doive s'imposer si, les époux étant mariés par contrat sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, le fonds de commerce est un bien propre de la femme, puisque le mari en est également l'administrateur, mais rappelons que, dans cette hypothèse, la jurisprudence considère comme nulle la clause de reprise du fonds, à moins qu'il ne s'agisse d'une reprise gratuite. (Cass. Ch. civ., 11 janvier 1933.)

A priori, on ne voit pas d'autres cas d'attribution de qualité juive au fonds de commerce, du fait du mariage. Si celui-ci est conclu sous un régime séparatiste, il n'y a aucune raison que la qualité juive de l'un des époux réagisse sur le fonds de commerce propre de l'autre. De même s'il est conclu sous un régime communautaire, et si c'est le mari qui est commerçant, il n'y a aucune raison que la qualité juive de sa femme influe sur la qualification du fonds. Cela ne veut pas dire que, dans les deux cas, il ne puisse y avoir, en fait, influence prépondérante de l'époux juif sur le fonds, notamment lorsque c'est le mari qui est juif. Dans cette hypothèse, il y aura lieu à qualification administrative, suivant la procédure prévue par le dernier alinéa des articles 1^{er} de l'ordonnance du 18 octobre et 7 de l'ordonnance du 18 novembre 1940 et non pas qualification de plein droit. Nous croyons, en effet, qu'il n'y a aucunement lieu de faire jouer ici, par analogie, les dispositions des ordonnances visant

les déclarations de biens des conjoints de juifs, les fonds de commerce n'étant pas soumis à déclaration. Nous avons vu, d'ailleurs, que déclaration ne valait pas qualification juive en ce qui concerne les biens.

En cas de succession ouverte avant le 23 mai 1940, il semble que la qualification juive ou non-juive du fonds doit dépendre de la qualité du *de cuius* à la date du décès. Il n'y a pas lieu de suivre des règles analogues à celles qui sont appliquées aux sociétés de personnes, ou aux sociétés de fait, lorsqu'il y a simultanément parmi les héritiers des juifs et des non-juifs. Mais cette qualification pourra évidemment changer lorsque le partage aura eu lieu, avec effet rétroactif au 23 mai 1940. Cette solution résulte du jeu combiné de la règle de l'effet déclaratif du partage, posée par l'article 883 du Code civil, et des dispositions des ordonnances.

La même solution s'impose en cas de dissolution d'une communauté conjugale, avant le 23 mai 1940, pour d'autres causes que la mort d'un des conjoints, la qualité du fonds de commerce qui faisait partie de la masse commune ou des biens propres de la femme devant s'apprécier suivant les règles précédemment exposées.

SOUS-SECTION II : LES ENTREPRISES COLLECTIVES

La question de la qualification des entreprises économiques collectives se présente tout à fait différemment de celle de la qualification des entreprises individuelles.

D'une part, il n'y a plus lieu de passer en revue les différents genres d'activités qui peuvent être considérés comme économiques. En effet, il n'y a en droit français qu'une seule catégorie de personnes morales de droit privé qui puissent exercer une activité économique, c'est celle des sociétés. A l'inverse, une société, même civile, est nécessairement une entreprise économique, au sens des ordonnances puisqu'elle ne peut avoir pour objet que l'exploitation industrielle, commerciale, agricole, forestière ou immobilière, ce qui est dans tous les cas une activité économique. D'ailleurs, les sociétés immobilières sont visées par une disposition formelle des ordonnances.

D'autre part, une société quelconque peut se composer à la fois de membres juifs et de membres non-juifs, et être dirigée en fait davantage par les uns que par les autres. Il y a donc lieu de préciser dans quelles conditions les sociétés peuvent être considérées comme juives. Les ordonnances de 1940 distinguent à cet égard soi-

gneusement les trois catégories de sociétés commerciales, et définissent comme juives :

1° Les sociétés de personnes dont un associé est juif.

La règle est simple et facile à appliquer en ce qui concerne les sociétés en nom collectif, qui paraissent d'ailleurs être les seules visées, si l'on s'en tient à la traduction française officielle. Celle-ci rend en effet le terme très général de « Gesellschaften » par le terme juridiquement précis de : « sociétés en nom collectif ». Il est cependant incontestable que le texte vise aussi bien les sociétés en commandite, sinon les associations en participation et les sociétés de fait. Dans ces hypothèses, l'application du critère légal peut donner lieu à des difficultés. En ce qui concerne la société en commandite, le critère légal joue évidemment à l'égard des commandités, mais joue-t-il également à l'égard des commanditaires, bien que leur responsabilité soit limitée à leur apport en capital? Nous résolvons sans hésiter la question par l'affirmative, en raison du terme très général d'associé employé par le texte. En ce qui concerne l'association en participation, la difficulté est d'un autre ordre, car celle-ci n'est pas une personne morale, mais par définition une société occulte. Les participations juives seront cependant connues de l'administration puisqu'elles font partie, sous le nom de « stillen Beteiligungen », inexactement rendu par celui de commandites, de l'énumération des biens qui doivent être déclarés selon l'article 3 de l'ordonnance du 18 octobre, ou l'article 8 de celle du 18 novembre 1940.

Mais précisément, en raison de cette obligation, on peut considérer que la qualification juive de l'association en participation, lorsqu'un ou plusieurs participants sont juifs, n'est pas indispensable. Le même raisonnement peut être appliqué aux sociétés de fait.

2° Les sociétés à responsabilité limitée, dont plus d'un tiers des associés sont juifs, ou dont plus d'un tiers des participations sont entre les mains d'associés juifs ou dont le gérant est juif, ou dont plus d'un tiers des membres du conseil de surveillance sont juifs.

L'application d'une définition légale aussi précise ne peut donner lieu à aucune difficulté. Remarquons seulement que la qualité de juif du gérant entraîne la qualification juive de la société, qu'il soit associé ou non, mais qu'il s'agit du gérant de la société, et non, le cas échéant, des gérants des fonds de commerce exploités par la société (v. supra). D'autre part, dans chaque espèce, la proportion

de juifs au nombre total soit des associés soit des membres du conseil de surveillance, ou des capitaux juifs au capital social, qui entraîne la qualification juive de la société, doit être exactement calculée. Si le total à considérer n'est pas divisible par trois, la comparaison se fera plus facilement à l'inverse en multipliant par trois le nombre des juifs ou des participations juives. Il n'y aura lieu à qualification juive que si le produit de cette multiplication dépasse le total.

3° *Les sociétés par actions dont le président du conseil d'administration ou un administrateur-délégué ou plus d'un tiers des membres du conseil d'administration sont juifs.*

Cette définition ne soulève pas non plus de difficulté, mais appelle cependant quelques remarques. La traduction française rend le terme allemand de « sociétés par actions » par celui de « sociétés anonymes », et, en effet, le contexte ne donne de précisions que pour cette catégorie de sociétés. Il semble cependant que la même qualification doive s'appliquer également, *mutatis mutandis*, aux commandites par actions. Pour l'application à cette forme de société de la définition qui vise les sociétés anonymes, il semble logique d'assimiler le commandité, ou les commandités, au président du conseil d'administration et aux administrateurs-délégués, et le conseil de surveillance au conseil d'administration. D'autre part, comme nous allons le voir, l'ordonnance de 1940 ne prévoyait que le recensement des entreprises qui étaient juives à l'époque ou qui étaient juives au 23 mai 1940. Or, entre temps, était intervenue une loi française du 18 septembre 1940, modifiant le régime légal de l'administration des sociétés anonymes. Aux termes de son article 2, modifié depuis lors par une nouvelle loi du 15 novembre 1940, « le président du conseil d'administration remplit les fonctions de directeur général, ou, à défaut, le directeur général exerce ces fonctions pour le compte et sous la responsabilité personnelle du président du conseil d'administration. Aucun autre membre du conseil d'administration ne peut être investi de fonctions de direction dans la société ». Pour les sociétés anonymes qui, à l'époque du recensement, s'étaient déjà conformées à ces dispositions, la qualité juive du directeur général devait donc entraîner la qualification juive de la société.

Enfin, la définition légale de la société par actions de qualité juive ne fait aucune mention de la qualité juive ou non-juive des actionnaires. Cela se comprend pour les sociétés importantes parce qu'en pratique les actionnaires n'ont aucune influence véritable sur la marche de l'entreprise et que, les actions changeant souvent de

main, ils ne peuvent être spécifiés à la date du 23 mai 1940. Mais de petites entreprises fonctionnent également sous la forme de sociétés anonymes avec un nombre restreint d'actionnaires parfaitement connus. Ne convenait-il pas d'appliquer dans ce cas le même critère que celui prévu pour la société à responsabilité limitée, et de décider qu'elles étaient juives de plein droit si plus du tiers des actions étaient entre mains juives? La question ne se poserait pas en droit strict, mais, *a priori*, il n'est pas évident que les ordonnances allemandes doivent s'appliquer comme les lois françaises. On peut estimer, au contraire, qu'elles entendent viser davantage des situations de fait que des catégories juridiques. Il est vrai que, précisément, le pouvoir qu'elles donnent au préfet de qualifier de juives les entreprises sous l'influence prépondérante juive, retire beaucoup d'intérêt à leur interprétation extensive. Nous ignorons si, en pratique, des déclarations d'entreprises juives ont pu être exigées des sociétés anonymes pour lesquelles il était patent que plus du tiers de leurs actions étaient entre mains juives, ou si la procédure de la notification d'influence juive a été nécessaire.

La dernière question qui reste à examiner est celle des sociétés civiles dont la qualification juive n'a pas donné lieu à une définition légale, bien qu'elles soient certainement visées par les ordonnances de 1940. En effet, les sociétés immobilières, qui sont par hypothèse en droit français des sociétés civiles, sont expressément nommées dans l'énumération, d'ailleurs non limitative, des entreprises économiques, donnée par l'article premier de l'ordonnance du 18 octobre, ou l'article 7 de celle du 18 novembre 1940. Quels critères adopterons-nous donc pour la qualification juive des sociétés civiles? Il semble indiqué de faire une distinction, suivant que le contrat qui la constitue comporte la désignation d'un administrateur, ou que joue, en l'absence de toute clause de cet ordre, la règle de l'article 1859 du Code civil suivant laquelle « les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre ». Dans le premier cas, la société civile serait assimilée à une société à responsabilité limitée, c'est-à-dire qu'elle serait qualifiée juive si son administrateur est juif, si plus du tiers des associés sont juifs, ou si plus du tiers des participations sont entre les mains d'associés juifs. Dans le second cas, la société civile serait assimilée à une société de personnes, c'est-à-dire qu'elle serait qualifiée juive si un seul des associés est juif.

Enfin, précisons, pour en terminer avec la qualification juive des sociétés, qu'elle s'applique également aux sociétés en liquidation au 23 mai 1940, mais qu'il paraît indiqué de faire jouer en ce cas un nouveau critère, celui de la qualité juive ou non-juive du liquidateur, lorsqu'il n'est pas, par ailleurs, un dirigeant de la société.

Sous-Section III : LE RECENSEMENT DES ENTREPRISES JUIVES

Selon la traduction française des articles 2 de l'ordonnance du 18 octobre et 5 de celle du 18 novembre 1940, « toute entreprise économique juive ou toute entreprise économique qui ont été juives après la date du 23 mai 1940 sont à déclarer jusqu'au 31 octobre 1940 auprès du sous-préfet compétent et, à Paris, auprès du préfet de police. Sont compétentes les autorités de l'arrondissement où les personnes physiques ont leur domicile et où les personnes morales ont leur siège. Ceci s'applique également aux entreprises économiques juives ayant leur siège social en dehors du territoire occupé pour la partie de leur entreprise exploitée en territoire occupé. Les entreprises juives visées au paragraphe premier, alinéa 3, n'ont pas de déclaration à faire.

La déclaration doit contenir :

a) Raison sociale, siège et propriétaire ou titulaire du bail de l'entreprise, en faisant ressortir les faits sur la base desquels l'entreprise est juive ou avait été juive après le 23 mai 1940;

b) Pour les entreprises qui ne sont plus juives, l'exposé des faits qui ont fait disparaître ces présomptions, etc... (Les précisions qui suivent dans l'ordonnance du 18 octobre, forment la matière d'un article distinct dans celle du 18 novembre 1940. D'ordre strictement économique et financier, elles constituent en fait une déclaration de biens et ne nous intéressent donc pas au même titre).

Les ordonnances de 1940 réalisent donc un recensement des entreprises juives par voie de déclarations adressées au préfet du domicile ou du siège social, mais elles ne précisent pas à qui incombent ces déclarations. Lorsque la qualité juive d'une entreprise, individuelle ou collective, résulte de celle d'une seule personne, il semble indiqué d'y astreindre cette personne. Sont donc astreints à déclaration : l'individu juif propriétaire ou détenteur d'une entreprise économique, l'associé juif d'une société de personnes, le gérant juif d'une société à responsabilité limitée, le président juif du conseil d'administration, l'administrateur-délégué juif, ou, depuis la loi du 18 septembre 1940, le directeur général juif d'une société anonyme, le commandité juif d'une commandite par actions. Mais la qualité juive d'une société peut résulter de celle de plusieurs personnes, dans ce cas sont astreints à déclaration les dirigeants, juifs ou non-juifs, de cette société, c'est-à-dire : dans les sociétés en nom collectif un associé quelconque; dans les sociétés en commandite simple ou par actions, un commandité quelconque; dans les sociétés à responsabilité limitée, le gérant; dans les sociétés anonymes, le

président du conseil d'administration, l'administrateur-délégué, ou, depuis la loi du 18 septembre 1940 le directeur général.

En outre, pour les entreprises ayant leur siège (domicile de l'individu ou siège social) en zone non occupée, mais des établissements ou succursales en zone occupée, sont astreints à déclaration leurs fondés de pouvoirs ou, à défaut, les directeurs ou gérants salariés, de ces établissements.

Il va sans dire que les déclarations d'entreprises juives sont valables, qu'elles soient faites par ceux qui y sont astreints ou par d'autres, même s'il s'agit en l'espèce de simples gérants d'affaires, mais l'intérêt de la distinction réside dans les dispositions de l'article final des ordonnances des 18 octobre et 18 novembre 1940. Celles-ci prévoient en effet des sanctions pour défaut de déclaration, qui ne peuvent évidemment atteindre que ceux qui y étaient astreints. Elles peuvent, d'ailleurs, atteindre également les sociétés en tant que personnes morales, car elles peuvent s'accompagner d'une confiscation des biens sociaux.

La mise en jeu de ces sanctions, tout comme pour le recensement des individus en tant que juifs, suppose un double contrôle des déclarations effectuées, et de la véritable qualité des entreprises non déclarées. C'est uniquement à l'occasion de ce dernier contrôle que pourra trouver place, outre le recensement par voie de déclaration forcée, la qualification administrative par notification d'influence juive que nous avons précédemment étudiée. Les ordonnances prévoient expressément, en effet, que les entreprises sous l'influence prépondérante juive n'ont pas de déclarations à faire. Il appartient donc à l'administration de les découvrir, de leur faire application de la procédure prévue et, cela va de soi, de les recenser.

Aucune publicité du recensement des entreprises juives n'a été organisée par les ordonnances des 18 octobre et 18 novembre 1940, mais l'article 4 de cette dernière (ou de celle du 27 septembre 1940), dont nous avons vu qu'il visait les entreprises économiques juives sans en donner de définition, prescrivait leur désignation matérielle par une affiche spéciale. Cette affiche, bilingue et de couleur jaune, devait être apposée sur tout établissement d'une entreprise juive, aux termes des deux articles 4, avant le 31 octobre 1940 ou le 15 décembre 1940, respectivement. Il ressort des termes généraux de ces dispositions que n'étaient astreintes à l'affichage que les entreprises qui étaient juives au 31 octobre 1940 ou au 15 décembre 1940, respectivement. Étaient donc déchargées de cette obligation les entreprises juives au 23 mai 1940 qui avaient été placées sous administration provisoire ou qui avaient réalisé spontanément leur aryani-

SOUS-SECTION IV : L'ARYANISATION.

A la différence de la qualité juive des personnes, qui ne peut se perdre de leur vivant que dans certaines hypothèses particulières, la qualité juive des entreprises économiques est une catégorie en principe transitoire. Suivant le néologisme consacré, la plupart d'entre elles ont été ou doivent être aryanisées, en vertu de dispositions que nous n'avons pas à étudier ici. Ce n'est qu'en tant qu'elle est une perte de la qualité juive des entreprises économiques, que leur aryanisation intéresse notre sujet.

Éliminons d'abord le cas où l'aryanisation peut être exceptionnellement écartée. Il s'agit, par exemple, soit de certaines entreprises juives par leur nature, telles que celles qui ont pour objet l'abatage rituel ou la fourniture de pompes funèbres israélites, soit de certaines entreprises juives par leur destination, telles que celles qui sont nécessaires à l'approvisionnement de la population juive, et qui sont autorisées à continuer leur activité à condition de ne servir qu'une clientèle juive.

L'aryanisation, dans les autres cas, peut être réalisée de diverses manières, mais elle ne pourra être considérée comme définitive que par l'homologation de l'autorité occupante. Même après homologation elle peut être rétroactivement annulée s'il est reconnu que cette homologation a été obtenue par erreur ou par dol.

Réserve faite de cette formalité indispensable, l'aryanisation d'une entreprise juive peut être automatique, spontanée ou forcée :

1° Elle est *automatique* si l'entreprise tenait sa qualification juive d'une seule personne qui perd elle-même sa qualité de juif. L'hypothèse se rencontrera rarement dans la pratique, même en cas de décès, les héritiers du *de cujus* étant le plus souvent juifs eux-mêmes (v. supra). Mais l'abandon d'une entreprise économique par son propriétaire ou son détenteur juif ne lui fait pas perdre sa qualité juive; l'aryanisation forcée doit donc être en être poursuivie.

2° L'aryanisation *spontanée*, est celle qui est réalisée avant l'intervention d'un administrateur provisoire, soit, d'une façon générale, que l'entreprise ait été vendue ou liquidée par son propriétaire juif, ou que son détenteur juif ait été remplacé, soit s'il s'agit d'une société que la répartition des postes de direction ou des parts sociales ait été modifiée aux dépens des juifs. Mais toutes ces opérations peuvent être fictives, ou avoir été réalisées au profit apparent de mandataires occultes des juifs éliminés. C'est pour parer à ce danger que l'article 4 de l'Ordonnance du 18 octobre 1940, et avec plus de détails l'article 9 de celle du 18 novembre 1940, prévoit que : « toute opération juridique effectuée après le 23 mai 1940 et dis-

posant des biens des personnes nommées au paragraphe 3 pourra être déclarée nulle par le chef de l'administration militaire en France ». Pratiquement, le caractère fictif ou non des opérations d'aryanisation ne pourra être constaté que par un administrateur provisoire qui les proposera, le cas échéant, à l'homologation indispensable. S'il s'agit d'opérations fictives, il y aura lieu à aryanisation forcée.

3° L'aryanisation *forcée* est celle qui est réalisée par l'administrateur provisoire lui-même, ou sous son contrôle, avec ou sans l'assentiment du propriétaire juif. Nous n'avons pas à étudier ici comment, et par qui ont été ou sont nommés les administrateurs provisoires, quelles sont leurs obligations, juridiques et matérielles, les devoirs de leur charge, le caractère de leur mission, les pouvoirs qu'elle comporte, et le contrôle auquel elle est soumise, ce qui sortirait de notre sujet. Nous n'avons à nous occuper de l'administrateur provisoire que par rapport à l'entreprise qui est sous son administration, et qui, dès sa prise de possession, n'est plus, au sens strict, une entreprise juive, le propriétaire ou le détenteur juif étant dessaisi. Cette situation se traduit sur le plan juridique par une inscription modificative au registre du commerce, et sur le plan matériel par la substitution à l'affiche jaune d'une autre affiche spéciale, également bilingue et de couleur rouge, indiquant que l'entreprise est sous « l'administration d'un commissaire-administrateur aryen ». Mais c'est à cet administrateur qu'incombe l'aryanisation effective de l'entreprise, qui peut être réalisée par quatre procédés pour les entreprises individuelles :

a) La vente volontaire du fonds par le propriétaire juif, dans les quinze jours de la prise de possession de l'administrateur provisoire, sous condition d'homologation (clause suspensive). Le juif, ou son mandataire, signe lui-même l'acte de vente.

b) La vente d'office, avec ou sans le concours d'un mandataire de justice, si le propriétaire juif n'a pas présenté un acquéreur dans les délais fixés, ou s'il n'accepte pas les acquéreurs proposés par l'administrateur provisoire, ou s'il se trouve en zone non occupée et que son adresse soit inconnue.

c) La liquidation volontaire, avec le consentement du propriétaire juif, l'autorisation du service de contrôle des administrateurs provisoires, et l'assistance obligatoire d'un liquidateur amiable, lorsqu'aucun acquéreur ne s'est présenté.

d) La liquidation d'office, avec l'autorisation du service de contrôle des administrateurs provisoires et l'assistance obligatoire d'un liquidateur judiciaire, lorsque le propriétaire juif est défaillant pour une cause quelconque, et qu'aucun acquéreur ne s'est présenté.

Ces deux derniers procédés peuvent être employés *mutatis mutandis* en ce qui concerne les sociétés, s'il n'a pas été possible d'en modifier la structure de façon à en éliminer toute influence juive, ce qui est une hypothèse exceptionnelle.

L'aryanisation ainsi effectuée n'aura de conséquence sur le recensement comme juive de l'entreprise intéressée, qu'après homologation par l'autorité occupante.

Au terme de ce chapitre, nous pouvons donc conclure que, des qualifications dérivées de la qualification juive des personnes, celle des entreprises économiques est la plus caractérisée, légalement et administrativement. Elle comporte une définition légale précise un recensement rigoureux et une certaine publicité. La catégorie qu'elle institue, en principe provisoire, ne se perd cependant que dans des conditions bien déterminées et par une procédure réglée dans ses moindres détails.

ANNEXE I

"Répertoire de Jurisprudence"

ESPÈCE	TRIBUNAL	DATE	RÉFÉRENCES
ACHOUR	Tribunal 1 ^{re} Instance, Rabat.	Jugement du 4/2/1942.	J.C.P. 1942-II-1833.
BENAÏM	Tribunal 1 ^{re} Instance, Rabat.	Jugement du 15/1/1942.	J.C.P. 1942-II-1825.
BLOCH Pierre . . .	Tribunal Correctionnel, Bergerac.	Jugement du 12/6/1942.	J.C.P. 1942-II-1940.
DORFMANN	Tribunal Correctionnel, Toulouse.	Jugement du 12/6/1942.	J.C.P. 1942-II-1940. D.C. ^{4e} 1942-J-53.
GRIGUER	Tribunal Civil, Toulouse.	Jugement du 19/6/1942.	J.C.P. 1942-II-1931.
LANG	Tribunal Civil, Rabat.	Jugement du 19/3/1942.	J.C.P. 1942-II-1850.
LÉVY Guy	Tribunal Correctionnel, Brive. Cour d'Appel, Limoges.	Jugement du 30/4/1942. Arrêt du 20/6/1942.	J.C.P. 1942-II-1922. J.C.P. 1942-II-1958.
LÉVY Raymond . .	Conseil d'Etat.	Arrêt du 24/4/1942.	J.C.P. 1942-II-1967.
LUSTAC	Tribunal Civil, Rabat.	Jugement du 17/12/1941.	J.C.P. 1942-II-1800.
SALOMON Iser . .	Cour d'Appel, Montpellier.	Arrêt du 21/5/1942.	J.C.P. 1942-II-1968 <i>(Gazette du Palais des 1, 2, 3/7/42).</i>
Sicsic	Cour d'Appel, Toulouse.	Arrêt du 28/5/1942.	J.C.P. 1942-II-1940.
WEINTHAL	Cour d'Appel, Rabat.	Arrêt du 27/1/1942.	J.C.P. 1942-II-1850.
	Tribunal Correctionnel, Marseille.	Jugement du 25/2/1942.	J.C.P. 1942-II-1823.
	Cour d'Appel, Aix.	Arrêt du 12/5/1942.	J.C.P. 1942-II-1922.

ANNEXE II

Bibliographie

A) OUVRAGES SPECIAUX

Les ouvrages se rapportant aux juifs étant innombrables, nous ne citerons ici que ceux que nous avons pu consulter et qui nous paraissent présenter un intérêt, direct ou indirect, à l'intelligence de la question juive dans son ensemble. Nous nous excusons de ce que la classification que nous avons adoptée, dans un but de clarté, peut présenter d'arbitraire.

1. — L'HISTOIRE DU PEUPLE JUIF.

Heinrich GRAETZ. — Geschichte der Juden, von der ältesten Zeiten bis auf die Gegenwart. Leipzig, 1863-1876, 10 tomes, 11 vol. (Traduction française de Wogue et Bloch, Paris, 1882-1897, 5 vol.)

Max-L. MARGOLIS et Alexandre MARX. — Histoire du peuple juif (traduit de l'anglais par J. Robillot). Paris, 1930.

Jean DRAULT. — Histoire de l'antisémitisme. Paris, 1942.

Période biblique :

Ernest RENAN. — Histoire du peuple d'Israël. 5 vol., Paris, 1893.

A. BERTHOLET. — Kulturgeschichte Israels. 1920 (traduction française de Marty; Paris, 1929).

Adolphe LODS. — Israël, des origines au milieu du VIII^e siècle. Paris, 1930. Des prophètes à Jésus: 1. Les prophètes d'Israël et les débuts du judaïsme. Paris, 1935.

Edouard MONTET. — Histoire du peuple d'Israël, depuis les origines jusqu'à l'an 70 après Jésus-Christ. Paris, 1926.

Période talmudique :

Théodore REINACH. — Histoire des israélites. Paris, 1901.

Léon BERMAN. — Histoire des juifs de France, des origines à nos jours. Paris, 1937.

Jérôme et Jean THARAUD. — Petite histoire des juifs. Paris, 1927.

Histoire religieuse :

Alfred LOISY. — La religion d'Israël. 3^e édition, Paris, 1933.

Adolphe LODS. — La religion d'Israël. Paris, 1939.

Histoire du droit :

Powis SMITH. — The origin and history of hebrew law. Chicago, 1931.

2. — LES JUIFS DANS L'HISTOIRE DU DROIT.

Jean JUSTER. — Les juifs dans l'empire romain. 2 vol. Paris, 1914.

Emmanuel RODOCANACHI. — Le Saint-Siège et les juifs. Paris, 1891.

X. GASNOS. — Etude historique sur la condition des juifs dans l'ancien droit français. Angers, 1897.

Mainfroy MAIGNIAL. — La question juive en France en 1789. Paris, 1903.

Eugène SRAER. — Les juifs de France et l'égalité des droits civiques. (L'assemblée de 1806.) Paris, 1933.

Paul FAUCHILLE. — La question juive en France sous le Premier Empire. Paris, 1884.

Achille-Edmond HALPHEN. — Recueil des Lois, décrets et ordonnances concernant les israélites depuis la Révolution de 1789. Paris, 1851.

- Henri LUCIEN-BRUN. — La condition des juifs en France depuis 1789. Lyon 1900.
- Isaac UHRY. — Recueil des lois, décrets et ordonnances concernant les israélites de 1850 à 1903. 3^e édition, Bordeaux, 1903.
- Jacques COHEN. — Les israélites de l'Algérie et le décret Crémieux. Paris, 1900.
- Dr Peter DEEG. — Die Judengesetze Grossdeutschlands - herausgegeben von Julius Streicher. Nürnberg, 1939.
- COMMISSARIAT GÉNÉRAL AUX QUESTIONS JUIVES. — Service du contrôle des administrateurs provisoires. Mémento-guide des administrateurs provisoires. Paris, 1941.
- Henri PRADO-GAILLARD. — La condition des juifs dans l'ancienne France. Paris, 1942.
- E.-H. PERREAU. — Le nouveau statut des juifs en France. In *La Semaine juridique*, 15^e année, n° 37, 14 septembre 1941.
- E.-H. PERREAU. — Les mesures complémentaires concernant le statut des juifs. In *La Semaine juridique*, 16^e édition, n° 9. 1^{er} mars 1942.
- André KNOERTZER. — Du statut des juifs indigènes d'Algérie. In *La Semaine juridique*, 16^e année, n° 24.

3. — LA NATIONALITÉ JUIVE, COMME FAIT SOCIOLOGIQUE. Généralités :

- Werner SOMBART. — Die Juden und das Wirtschaftsleben. Leipzig, 1911. (Traduction française de Jankélévitch.) Paris, 1923.
- G.-L. DUPRAT. — Judaïsme et nationalisme. In *Revue internationale de sociologie*, n° V-VI, mai-juin 1933.
- Ethnologie somatique :*
- Hans F. R. GÜNTHER. — Rassenkunde des jüdischen Volkes. Munich, 1930.
- Psychologie ethnique :*
- Maurice MURET. — L'esprit juif, essai de psychologie ethnique. Paris, 1901.
- Kadmi COHEN. — Nomades, essai sur l'âme juive. Paris, 1929.
- Religion :*
- Moïse SCHWAB. — Le Talmud de Jérusalem et le Talmud de Babylone. Paris, 1871-1890, 12 vol.
- David BERMAN. — Initiation au Judaïsme. Paris, 1939.
- Littérature :*
- Nahum SLOUSCHZ (ben David). — La renaissance de la littérature hébraïque (1743-1885), essai d'histoire littéraire. Paris, 1902.
- M. PINES. — Histoire de la littérature judéo-allemande. Paris, 1910.
- Edmond FLEG. — Anthologie juive, des origines au moyen âge. Paris, 1923.
- Onomastique :*
- G. LAFONT DE SAVINES. — Etat statistique des juifs en 1914 dans l'armée, la magistrature, les administrations et le high-life français. Paris, 1914.
- Georges MASSOUTIÉ. — Les noms juifs. Paris, 1925.
- Ismaël HAMET. — Les juifs du nord de l'Afrique, noms et prénoms. Paris, 1928.

Droit :

- Isaac HERZOG. — The main institutions of jewish law. 5 vol.
Volume one : The law of property. Londres, 1936.
Volume two : The law of obligations. Londres, 1939.

Circoncision :

- Dr VANIER DU HAYRE. — Cause morale de la circoncision des israélites. Paris, 1847.

- PUCHMANN. — Age et causes de la circoncision. Constantinople, 1892.
 Dr Victor DOITEAU. — Prépuce et circoncision. Paris, 1924.
 Dr Henri ALLAIX. — Les mutilations sexuelles. Paris, 1935.

4. — LA NATIONALITÉ JUIVE, COMME PRINCIPE IDÉOLOGIQUE.
 (*Sionisme et droit international*)

- Théodore HERZL. — Der Judenstaat, Versuch einer modernen Lösung der Judenfrage. Leipzig, 1896. (Traduction française.)
 André SPIRE. — Le mouvement sioniste, 1894-1918; Paris, 1919.
 Marcel BERNFELD. — Le sionisme. Paris, 1920.
 Elie COHEN. — La question juive devant le droit international public. Paris, 1922.
 Pierre MIGNOT. — Le problème juif et le principe des nationalités. Paris, 1923.
 Baruch HAGANI. — Le sionisme politique et son fondateur, Théodore Herzl (1860-1904). Paris, 1918.
 Kadmi COHEN. — L'Etat d'Israël. Paris, 1930.
 Abram Ber RYWKIND. — L'organisation sioniste, ses finances et son œuvre. Paris, 1930.
 Edouard HELSEY. — L'an dernier à Jérusalem. Paris, 1930.

5. — LA QUESTION JUIVE.
 (*Etudes et pamphlets*)

- A. TOUSSENEL. — Les juifs, rois de l'époque. Paris, 1846.
 DISRAELI. — Lord George Bentinck, a political biography, Londres, 1881.
 Edouard DRUMONT. — La France juive, essai d'histoire contemporaine. 2 vol. Paris, 1886.
 Anatole LEROY-BEAULIEU. — Israël chez les nations. Paris, 1893.
 Bernard LAZARD. — L'antisémitisme, son histoire et ses causes. Paris, 1894.
 Abbé LEMAN. — L'entrée des israélites dans la société française. Paris, 1886.
 — La prépondérance juive. Paris, 1889.
 — Napoléon I^{er} et les israélites. Paris, 1884.
 A. de BOISANDRÉ. — Napoléon antisémite. Paris, 1900.
 Georges BATAULT. — Le problème juif. Paris, 1920.
 Roger LAMBELIN. — Le règne d'Israël chez les Anglo-Saxons, Paris, 1921.
 — L'impérialisme d'Israël. Paris, 1924.
 — Les victoires d'Israël. Paris, 1928.
 H. de VRIES DE HECKELINGEN. — Israël, son passé, son avenir. Paris, 1937.
 R. DE BEAUPLAN. — Le drame juif. Paris, 1939.
 Robert VALLERY-RADOT. — Israël et nous. Paris, 1940.
 FAYOLLE-LEFORT. — Le juif, cet inconnu. Paris, 1941.

6. — LES JUIFS DANS LA LITTÉRATURE.

- MARLOWE. — The jew of Malta. 1590.
 SHAKESPEARE. — The Merchant of Venice. 1600.
 RACINE. — Bérénice. Paris, 1671.
 — Esther. Paris, 1689.
 — Athalie. Paris, 1691.
 LESSING. — Nathan der Weise. Paris, 1779. (Traduction française in « Théâtre complet », par Félix Saleilles. Paris, 1870, tome premier.)
 Edmond et Jules de GONCOURT. — Manette Salomon, Paris, 1867.

- George ELIOT. — Daniel Deronda (traduction française d'Ernest David. Paris, 1882, 2 vol.)
- Maurice DONNAY. — Le retour de Jérusalem. Paris, 1929.
- Israël ZANGWILL. — Children of the Ghetto. Londres, 1902.
- Dreamers of the Ghetto. Londres, 1906.
- Ghetto comedies. Londres, 1907.
- Ghetto tragedies. Londres, 1907.
- The melting pot. Londres, 1919.
- Jérôme et Jean THARAUD. — Bar-Cochebas, notre honneur. Paris, 1907.
- L'ombre de la croix. Paris, 1917.
- Un royaume de Dieu. Paris, 1920.
- Quand Israël est roi. Paris, 1921.
- L'an prochain à Jérusalem. Paris, 1924.
- La rose de Saron. Paris, 1927.
- Quand Israël n'est plus roi. Paris, 1933.
- Pierre BENOIT. — Le puits de Jacob. Paris, 1925.
- Jacques de LACRETELLE. Silberman. Paris, 1927.
- Le retour de Silberman. Paris, 1930.
- J.-H. ROSNY aîné. — La Juive (Rachel et l'amour). Roman de mœurs israélites modernes. Paris, 1923.
- Louis-Ferdinand CÉLINE. — Bagatelles pour un massacre. Paris, 1938.
- L'Ecole des cadavres. Paris, 1938.

B. — OUVRAGES GENERAUX

1. — QUESTIONS RACIALES.

- G. VACHER DE LAPOUGE. — L'aryen, son rôle social. Paris, 1899.
- Georges MONTANDON. — La Race, Les Races. Mise au point d'ethnologie somatique. Paris, 1933.
- Georges MONTANDON. — L'Ethnie française. Paris, 1935.
- Alexandre BASCHMAKOFF. — Cinquante siècles d'évolution ethnique autour de la Mer Noire. Paris, 1937.
- Dr René MARTIAL. — Français, qui est-tu? 3^e édition. Paris, 1942.
- Les métis. Paris, 1942.
- Hubert THOMAS-CHEVALLIER. — La protection légale de la race. Essai sur les lois de Nuremberg. Paris, 1942.

2. — QUESTIONS INTERNATIONALES.

- Ernest RENAN. — Qu'est-ce qu'une nation? Paris, 1887.
- LE FUR. — Races, Nationalités, Etats. Paris, 1922.
- NIBOYET. — Traité de Droit International privé français. Paris, 1938.
- André PINOCHÉ. — Le séquestre et la liquidation des biens de sujets ennemis. Bar-le-Duc, 1920.

3. — QUESTIONS DE DROIT PUBLIC.

- Carré de MALBERG. — Contribution à la théorie générale de l'Etat. Paris, 1920-1922. 2 volumes.
- Achille MESTRE. — Cours de droit constitutionnel, et cours de droit administratif, professés à la Faculté de Droit de Paris.

4. — QUESTIONS CULTUELLES.

« Confession de foi et discipline ecclésiastique des églises réformées de France ». — Toulouse, 1864.

« Recueil officiel des actes du Synode général et des synodes particuliers de l'Eglise Evangélique de la Confession d'Augsbourg. Paris, 1882 et années suivantes.

Adrien CANCE. — Le code de droit canonique. Commentaire succinct et pratique. Paris, 1927, 3 volumes.

Georges BAREILLE. — Code du droit canonique. Modifications introduites dans la précédente législation de l'Eglise. Montréjeau. Arras, 1929.

ANNEXE III

Chronologie de l'Histoire politique et juridique des Juifs

XII^e SIÈCLE. — Les Béni-Israël, tribus nomades, entrent dans l'Histoire par la conquête du pays de Khanaan.

Cette conquête, rendue possible par la division politique des Khananéens, sera cependant longue et difficile, et certaines villes fortifiées resteront très longtemps aux mains des indigènes, telle Jérusalem, qui ne sera prise que par David.

Les Béni-Israël, une fois fixés au sol, subissent inévitablement l'influence des vaincus, plus civilisés, et se mélangent en partie à eux.

Les tribus d'Israël, gouvernées par des « schofetim », n'ont entre elles qu'un lien politique très vague, mais un lien religieux très fort, ayant un même dieu national, Iaveh, et un centre cultuel commun : Bethel, puis Silo.

VERS 1100. — La prophétesse Débora et son lieutenant Barak battent une coalition khananéenne près de Maggeddo.

VERS 1050. — Les Philistins battent les Béni-Israël à Aphek et les réduisent en vasselage.

1030-1020. — Révolte de Saül, premier roi des Juifs, qui est vaincu et tué par les Philistins à Ghelboé.

VERS 1000. — Révolte de David, second roi des Juifs, qui libère son peuple du joug philistin, prend Jérusalem par ruse, soumet ou extermine ses voisins, et s'allie à Hiram I^{er}, roi de Tyr.

VERS 970. — Salomon, fils et successeur de David, réduit en esclavage les Khananéens encore libres, avec l'aide des Egyptiens, et fait construire à Jérusalem, par des architectes phéniciens, un temple national.

VERS 940. — Sous Roboam, fils et successeur de Salomon, sécession des tribus du Nord, qui proclament roi d'Israël, à Sichem, un conspirateur retour d'exil : Jéroboam.

VERS 930. — Invasion de la Palestine et pillage du temple de Jérusalem par le pharaon Sheshonq I^{er} (XXII^e dynastie).

VERS 890. — Omri, roi d'Israël par la guerre civile, fonde une nouvelle capitale : Samarie, et conclut avec Ethbaal, roi de Tyr, une alliance politique, religieuse et familiale, afin de se protéger des Damascènes. Cette alliance provoque l'opposition farouche du prophète Elie.

853. — Salmanassar II bat, à Karkar, Benhadad II, roi de Damas, chef d'une coalition contre lui à laquelle participait Akhab, roi d'Israël. Mésa, roi de Moab, en profite pour s'affranchir du tribut d'Israël.

VERS 850. — Les rois d'Israël et de Juda marchent contre Mésa, qui les bat.

- 845-840. — L'opposition triomphe en Israël avec Elisée et Jéhu, célèbre par ses massacres
Jéhu paie tribut à Salmanassar II.
Une révolution de même caractère s'accomplit en Juda avec le grand-prêtre Joad.
- VERS 790. — Le roi de Juda défie le roi d'Israël, qui prend et pille Jérusalem.
- VERS 760. — Jéroboam II, roi d'Israël, et Osias, roi de Juda, reprennent à leurs voisins les territoires reconquis par ceux-ci.
Les premiers prophètes écrivains : Amos et Osée.
- VERS 740. — La prépondérance assyrienne s'affirme en Asie méditerranéenne avec Téglathphalazar, à qui Israël et Juda paient tribut.
726. — Le roi d'Israël, encouragé par les Egyptiens, cesse de payer le tribut au nouveau roi assyrien, Salmanassar IV. Celui-ci le fait prisonnier et met le siège devant Samarie.
721. — Prise de Samarie par Sargon, déportation de la plupart des habitants et fin du royaume d'Israël. La colonisation assyrienne donnera naissance à un nouveau peuple : les Samaritains.
701. — Le roi de Juda, Ezékias, ayant à son tour refusé de payer le tribut assyrien, Sankhérib met le siège devant Jérusalem, mais épargne la ville. Le prophète Isaïe.
- 692-638. — Manassé, fils et successeur d'Ezékias, paie tribut à Assarhaddon et au successeur de celui-ci : Assourbanipal.
- 621-615. — Rédaction et proclamation du Deutéronome (?), réformes religieuses du roi Josias, débuts du prophète Jérémie.
608. — Josias, qui était parti en guerre contre le pharaon Nékhaou, est vaincu et tué par celui-ci à Maggeddo.
Commencement d'une politique de bascule entre la sujétion égyptienne et la sujétion babylonienne.
598. — Première déportation à Babylone, comprenant le prophète Ezékhiel.
586. — Nabukhodonosor prend Jérusalem et fait incendier le temple. Deuxième déportation à Babylone.
538. — Prise de Babylone par Cyrus, qui autorise les Juifs à retourner à Jérusalem et à y rebâtir le temple. La majorité restera en Babylonie, où elle jouira d'un large autonomie (« l'exilarque »).
- 457-456. — Mission d'Esdras, aux fins de réformer la communauté juive de Jérusalem et de la préserver de l'influence des Samaritains et des étrangers : Expulsion des épouses non-juives.
Conséquence : Schisme samaritain.
- 445-444. — Mission de Néhémie. Rédaction définitive et promulgation solennelle de la Thora par Esdras et Néhémie (?).
Etablissement d'un impôt personnel pour le culte.
332. — Fin de la domination perse, les Juifs se soumettant à Alexandre qui vient de prendre Tyr et Gaza.
- 323-203. — Les Lagides et les Séleucides se disputent le pays des Juifs, mais laissent à ceux-ci une certaine autonomie.
Influence de la civilisation hellénique sur les Juifs.
Débuts de la « Diaspora » : importante population juive à Alexandrie, où elle commence à parler grec (traduction des Septante). Les Juifs restés en Khanaan commencent à abandonner l'hébreu pour l'araméen.
203. — Les Séleucides l'emportent définitivement avec Antiochus III le Grand.
- 176-165. — Persécutions d'Antiochus IV Epiphane et révolte de Judas Macchabée.

165. — Purification solennelle du temple de Jérusalem
160. — Judas Macchabée envoie une ambassade à Rome, mais il est vaincu et tué à Béthoron par le général syrien Bakkhidès.
142. — Simon obtient de Démétrius II Nikator l'indépendance de la Judée. De cet événement date l'ère des Macchabées.
139. — Simon bat monnaie (première monnaie juive frappée).
133. — Antiochus VII Sidète prend Jérusalem.
110. — Jean Hyrcan I^{er}, fils et successeur de Simon, prend et rase Samarie.
105. — Mort de Jean Hyrcan qui a réussi à redonner au royaume juif les frontières du royaume de Salomon. Débuts de l'opposition des « Pharisiens » aux « Saducéens », qui troublera le règne de ses successeurs.
63. — Pompée prend Jérusalem. Débuts d'un protectorat romain de fait, les derniers souverains asmonéens ne conservant qu'un pouvoir nominal, avec le titre d'ethnarque.
59. — Cicéron se plaint de l'influence politique qu'ont à Rome les Juifs devenus citoyens.
37. — Hérode le Grand, roi de Judée avec l'appui de Rome, s'empare de Jérusalem.
4. — Arkhélaüs, fils d'Hérode et d'une Samaritaine, reçoit en partage la Judée, la Samarie et l'Idumée, mais il ne recevra d'Auguste que le titre d'ethnarque. Troubles et intervention en Judée du légat de Syrie, Varus.
- 6 (après J.-C.). — Exil d'Arkhélaüs et annexion par Rome de ses territoires, qui seront dès lors gouvernés par des procurateurs, subordonnés au légat de Syrie. Les procurateurs de Judée laissent en fonctions le Sanhédrin de Jérusalem et résident en principe à Césarée.
19. — Mesures de circonstance contre les Juifs d'Italie.
26. — Ponce Pilate, procurateur de Judée.
28. — Condamnation et crucifixion de Jésus-Christ.
30. — Conversion de saint Paul.
36. — Révocation par le légat de Syrie, Vitellius, de Ponce Pilate et du grand-prêtre Joseph Caïphe.
40. — Manifestations anti-juives à Alexandrie; rappel du préfet Flaccus; les Juifs députent Philon à Caligula et leurs adversaires lui députent Appion.
41. — Claude reconstitue, sous l'autorité d'Hérode Agrippa I^{er}, l'ancien royaume d'Hérode le Grand.
44. — Mort d'Hérode Agrippa I^{er} et réannexion de son royaume. Saint Paul proteste à Jérusalem contre l'exclusion des « gentils » de la communauté chrétienne.
66. — Révolte des Juifs de Judée, de Galilée et d'Idumée.
70. — Prise et destruction de Jérusalem par Titus.
Réorganisation à Jabné du Grand Sanhédrin.
L'impôt personnel pour le culte est désormais perçu au profit de Jupiter Capitolin (fiscus judaicus).
116. — Révolte des Juifs d'Égypte, de Chypre et de Cyrénaïque, réprimée par Turbo, général de Trajan.
- 131-134. — Edit de Hadrien interdisant la circoncision (Antonin y apportera une exception en faveur des Juifs).
Une ville nouvelle, interdite aux Juifs, s'est édifiée sur l'emplacement de Jérusalem et a reçu le nom d'Aelia Capitolina. Révolte des Juifs de Palestine, avec Akiba et Simon Bar Kokheba, réprimée par Sévère, général de Hadrien.

164. — Judah I^{er} le Saint, le compilateur de la Mischnah, devient « nassi » (patriarche).
212. — Caracalla accorde le droit de cité à tous les habitants de l'Empire, mais les Juifs, nouveaux ou anciens citoyens, continueront plus ou moins de bénéficier de leur statut personnel.
- DÉBUT DU IV^e SIÈCLE. — Il y a une communauté juive organisée à Cologne.
- FIN DU IV^e ET COMMENCEMENT DU V^e SIÈCLES. — Restriction de certains droits et privilèges dont jouissent les Juifs de l'empire. (Interdiction d'avoir des esclaves chrétiens, etc...)
425. — Mort de Gamaliel VI et fin du patriarcat.
438. — Publication du Code théodosien.
- Une novelle de Théodose II interdit en principe aux Juifs l'accès de toute fonction publique.
- (Les dispositions du Code et cette novelle passeront dans la Lex Romana Wisigothorum et seront rappelées jusqu'au VII^e siècle par les conciles d'Occident.)
- V^e SIÈCLE. — Compilation du Talmud de Babylone par Achi et ses successeurs.
500. — Edit de Théodoric.
529. — Publication du Code de Justinien renouvelant les dispositions du Code Théodosien et les mesures postérieures.
533. — Arrêté d'expulsion de Childebart (non exécuté).
- 537-553. — Des nouvelles de Justinien restreignent les droits des Juifs et réglementent leur culte; interdiction du Talmud.
633. — Arrêté général d'expulsion de Dagobert.
- VERS 640. — Omar soumet les non-musulmans à de nombreuses restrictions juridiques et leur impose le port d'un costume spécial.
711. — La conquête de l'Espagne par les Arabes est favorable à l'essor des Juifs dans ce pays.
- VERS 740. — Conversion au judaïsme de Boulan, khaghan des Khazars.
- MILIEU DU VIII^e SIÈCLE. — Il y a une communauté juive organisée à Kairouan.
755. — Pépin accorde aux Juifs de Septimanie le droit de posséder librement des biens-fonds et de les transmettre héréditairement.
767. — Anan ben David se fait nommer contre-exilarque, consommant ainsi le schisme qui prendra plus tard le nom de « karaïte ».
876. — Un capitulaire de Charles le Chauve élève au 1/10 pour les commerçants juifs, au lieu du 1/11, taux général, l'impôt sur les marchandises.
885. — Louis II expulse les Juifs d'Italie (édit non exécuté).
1012. — Expulsion des Juifs de Mayence.
1066. — Manifestations antijuives à Grenade.
- FIN DU XI^e SIÈCLE. — Les Juifs s'établissent et prospèrent en Angleterre.
1096. — Manifestations antijuives en Allemagne à l'occasion de la I^{re} Croisade.
1146. — Manifestations antijuives en Allemagne et en France à l'occasion de la II^e Croisade.
1180. — Code de Maïmonide.
1182. — Expulsion générale des Juifs du domaine par Philippe Auguste. (Il les autorisera à y rentrer sous conditions quinze ans plus tard.)
- FIN DU XII^e SIÈCLE. — Les Juifs commencent de s'établir en grand nombre en Pologne.
- 1189-90. — Manifestations antijuives en Angleterre.
1026. — Ordonnance de Philippe Auguste limitant le taux de l'usure juive à 2 deniers pour livre par semaine (43 1/3 %).

- 1209-1229. — Dans le Midi de la France, les Juifs perdent leur situation privilégiée à la suite de la croisade des Albigeois.
1215. — Le Concile de Latran institue la rouelle.
1218. — Ordonnance de Philippe Auguste tendant à protéger de l'usure juive les « chrétiens qui ne peuvent vivre que du travail de leurs mains ».
- 1221-25. — Manifestations antijuives en Allemagne.
1221. — Bulle du pape Honorius III : la rouelle; défense d'occuper des fonctions publiques.
1223. — Louis VIII déclare éteintes toutes les créances juives remontant à plus de cinq ans, confisque les autres, et, pour l'avenir, retire tout effet légal aux stipulations d'intérêts.
1230. — Saint Louis prohibe le prêt à intérêt.
1233. — Manifestations antijuives en Bretagne.
1238. — Frédéric II accorde une Charte aux Juifs d'Allemagne.
1239. — Expulsion des Juifs de Bretagne par le duc Jean, à la demande de l'assemblée de Ploermel.
1240. — Condamnation du Talmud par un tribunal ecclésiastique français.
1254. — L'ordonnance de saint Louis « pour la réformation des mœurs du Languedoc et du Languedoil » renouvelle les prohibitions précédentes et dispose que les talmuds et autres livres... « soient ars ».
1264. — Boleslas le Pieux accorde une Charte aux Juifs de Pologne. (Elle ne sera abrogée qu'en 1454.)
1269. — La rouelle en France.
- FIN DU XIII^e SIÈCLE. — Compilation du « Zohar » (La kabbale).
1275. — Edouard I^{er} promulgue en Angleterre une réglementation analogue à celle de saint Louis.
1290. — Edouard I^{er} expulse les Juifs d'Angleterre (leur présence y sera pourtant constatée sans interruption jusqu'à l'époque contemporaine) et de Guyenne.
1306. — Philippe le Bel expulse les Juifs et les Lombards et confisque leurs biens.
- DÉBUT DU XIV^e SIÈCLE. — Code de Jacob ben Ascher.
1315. — Ordonnance de rappel de Louis X le Hutin (droit de posséder des terres; privilège de juridiction).
1317. — Ordonnance de Philippe V le Long (droit de posséder des maisons d'habitation; exemption de main-morte).
- 1320-1322. — Manifestations antijuives en France; expulsion des Juifs.
1328. — Manifestations antijuives en Navarre.
- 1348-49. — Manifestations antijuives en Espagne, en Dauphiné, en Suisse, en Allemagne et en Hongrie.
1355. — Charte des Juifs de Saint-Symphorien d'Ozon (qui sera étendue aux autres communautés juives du Dauphiné).
1360. — Ordonnance de Jean le Bon, résultat d'une négociation entre le régent Charles, qui a besoin d'argent pour la rançon de son père, et les Juifs, représentés par le banquier Manassé de Vezou : Taxes de retour et de séjour; Privilèges nombreux; Taux légal de l'usure : 80 %.
1363. — Ordonnance de Jean le Bon rétablissant le port du signe distinctif et déclarant nulles les obligations par lesquelles les chrétiens auraient engagé leurs corps aux Juifs.
1371. — La rouelle en Espagne.
- 1380-81. — Manifestations antijuives en France, à Prague et en Espagne.
1388. — Expulsion des Juifs de Strasbourg.

1393. — Nouvelles manifestations antijuives en France à la suite des privilèges accordés aux Juifs par Charles VI. Celui-ci leur retire le droit de détenir la personne de leurs débiteurs.
1394. — Arrêt d'expulsion général et définitif (non applicable en Dauphiné). Cet arrêt restera en vigueur jusqu'à la Révolution, mais ils seront en fait tolérés, malgré des mesures policières de circonstance.

1407. — Manifestations antijuives en Pologne.

1442. — Bulle d'Eugène IV : Défense de vivre en commun avec les chrétiens (prescription non observée).

xv^e SIÈCLE. — Expulsions de Juifs d'Allemagne.

Manifestations antijuives en Pologne.

1481-88. — L'Inquisition sévit en Espagne contre les faux convertis.

1492. — Expulsion des Juifs d'Espagne. (La plupart d'entre eux iront se réfugier dans l'empire ottoman.)

1494. — Le ghetto de Cracovie.

1497. — Expulsion des Juifs du Portugal. (Certains d'entre eux viendront à Bordeaux comme « nouveaux chrétiens ».)

1511. — Un décret de la reine Jeanne — qui sera révoqué en 1577 — essaie de limiter l'immigration juive dans l'Amérique espagnole.

1516. — Le ghetto de Venise.

1536. — Charles-Quint accorde aux marranes le droit de résider dans les Pays-Bas.

1538. — La Diète de Pologne prend des mesures restrictives des droits des Juifs.

PREMIÈRE MOITIÉ DU XVI^e SIÈCLE. — Expulsions de Juifs d'Italie.

1550. — Lettres patentes d'Henri II « en faveur de marchands et autres Portugais nouveaux chrétiens ». (Il s'agit en fait de Juifs, mais ceux-ci sont privilégiés en tant qu'étrangers.)

1551. — Un édit de Sigismond Auguste organise l'autonomie juive en Pologne.

1555. — Bulle « Cum nimis absurdum » de Paul IV. Le ghetto de Rome.

1566. — Joseph Nassi, précurseur du sionisme, est nommé duc de Naxos par Sélim II.

1567. — Parution du code « Schulchan Aroukh » de Joseph Karo.

1569. — Expulsion des Juifs des Etats de l'Eglise, Rome et Ancône exceptés.

DEUXIÈME MOITIÉ DU XVI^e SIÈCLE. — Des groupes de marranes portugais constituent des communautés juives à Amsterdam et Hambourg.

1586. — La bulle « Christiana Pietas » accorde aux Juifs des Etats de l'Eglise divers privilèges.

1603. — Lettres patentes d'Henri IV en faveur des Juifs de Metz.

1615. — Louis XIII confirme l'arrêté d'expulsion de 1394.

1648-1655. — La révolte de Chmielnicki s'accompagne de violentes manifestations antijuives et de pogroms.

1654. — Expulsion des Juifs du Brésil.

DEUXIÈME MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE. — Les Juifs portugais venant des Pays-Bas ou du Brésil s'établissent en Amérique du Nord.

Des Juifs de Pologne s'établissent en Roumanie.

1655. — Manassé ben Israël, juif d'Amsterdam, protégé de Cromwell, sollicite en vain de celui-ci la réadmission officielle des Juifs en Angleterre, qui continueront d'ailleurs d'y être tolérés et dont le nombre ne cessera de s'accroître.

1656. — Spinoza exclu de la communauté juive.

1666. — « Fausse » conversion à l'Islam du « faux » Messie Sabbataï Zévi.

1670. — Expulsion des Juifs de Vienne.
1685. — Une ordonnance de Jacques II permet l'exercice public du culte judaïque en Angleterre.
- 1700-1711. — Parution et reparution du pamphlet antijuif d'Eisenmenger : « Entdecktes Judentum ».
1714. — Anoblissement de Salomon Medina, le « père » de la spéculation boursière en Angleterre.
- 1721-36. — Actes du duc Léopold concernant les Juifs de Lorraine.
1742. — La Russie interdite aux Juifs.
1745. — Expulsion des Juifs de Bohême et de Moravie et intervention en leur faveur de l'Angleterre et des Pays-Bas sur pétition des Juifs de Londres.
1750. — Statut des Juifs de Prusse (trois classes de Juifs protégés et une classe de Juifs tolérés).
1753. — « Fausse » conversion au catholicisme, à Lemberg, du « faux » messie Jacob Leibowicz, dit « Frank ».
- Arrêté du roi Stanislas, fixant le statut des Juifs de Lorraine.
- Une loi anglaise de naturalisation des Juifs est abrogée devant l'hostilité populaire.
1776. — Mendelssohn commence sa traduction allemande de la Thora.
1781. — Le Congrès maçonnique de Willemsbad décide que les Juifs ne pourront être exclus des Loges, en tant que tels.
- Dohm, conseiller d'Etat prussien, publie son plaidoyer « De la réforme politique des Juifs. »
1782. — Edit de tolérance de Joseph II.
1784. — Edit de Louis XVI supprimant le péage corporel. Lettres patentes du même roi portant règlement concernant les Juifs d'Alsace.
1787. — Abolition du péage corporel en Prusse.
1789. — Necker autorise les Juifs à rédiger des cahiers de doléances et à voter pour l'élection des députés aux Etats Généraux.
1790. — La Constituante accorde aux Juifs portugais, espagnols et avignonnais les droits de citoyens actifs.
1791. — Loi sur les dettes de la ci-devant communauté juive de Metz. Décret assimilant aux citoyens français « les individus juifs qui prêteront le serment civique » (naturalisation implicite). Décret sur les créances des usuriers juifs d'Alsace.
1804. — Alexandre I^{er} interdit de nouveau aux Juifs la Russie propre.
1806. — Décret de Napoléon I^{er} prescrivant un sursis en faveur de certains débiteurs des Juifs et, d'autre part, la réunion à Paris d'une assemblée des notables d'Israël.
- 1806-1807. — Réunions à Paris de l'Assemblée des notables et du Grand Sanhédrin.
1808. — Deux décrets de Napoléon I^{er} rendent exécutoire et précisent l'organisation du « culte israélite » délibérée dans l'Assemblée générale des Juifs; un troisième édicte pour dix ans certaines mesures à l'encontre des Juifs.
- Décret de Napoléon concernant « les Juifs qui n'ont pas de nom de famille et de prénoms fixes ».
1815. — L'« Acte sur la constitution fédérative de l'Allemagne » recommande à la Diète d'assurer aux Juifs la jouissance des droits civils.
1819. — Campagne antijuive en Allemagne.
- 1830-1914. — Immigration massive aux Etats-Unis des Juifs d'Allemagne et de Russie (y compris la Pologne).
1831. — Loi française mettant à la charge du Trésor Public le traitement des ministres du culte israélite.
1832. — Les Juifs électeurs en Angleterre.

1835. — Lois restrictives en Russie.
1844. — Ordonnance de Louis-Philippe portant règlement pour l'organisation du culte israélite.
- 1845-58. — Lois anglaises créant une formule spéciale de serment pour les Juifs admis à des fonctions électives.
1846. — Arrêt de la Cour de Cassation française sur le serment « mone judaïco », qui dès lors ne sera plus exigé.
1847. — Statut des Juifs de Prusse.
1858. — La Convention de Paris garantit en matière civile l'égalité de « toutes les classes de la population » des provinces moldo-valaques.
1860. — Création à Paris de l'Alliance Israélite Universelle.
1862. — Un décret de Napoléon III modifie l'organisation du culte israélite en France.
Kalischer et Hess promoteurs du sionisme.
- 1862-75. — Naturalisation des Juifs des Etats allemands.
1867. — Naturalisation des Juifs d'Autriche-Hongrie.
1870. — Naturalisation française des Juifs d'Algérie; protestations des indigènes musulmans.
1872. — Décret modifiant l'organisation du culte israélite en France.
1874. — Disraëli, Premier Ministre en Angleterre.
- 1881-82. — Manifestations antijuives en Russie, suivies de lois restrictives. Manifeste sioniste de Pinsker.
Premier Congrès des antisémites allemands et austro-hongrois à Dresde.
1886. — Publication de *La France juive* de Drumont.
1891. — Fondation de la « Jewish colonization association » du baron de Hirsch.
1894. — Condamnation d'Alfred Dreyfus.
1895. — Publication de *L'Etat juif* de Herzl.
1897. — Premier Congrès sioniste à Bâle.
1898. — Manifestations antijuives à Paris et en Algérie.
- 1903-1906. — Manifestations antijuives en Russie.
1917. — Déclaration Balfour.
1918. — Le traité de Bucarest impose à la Roumanie la naturalisation de certaines catégories de Juifs.
1919. — Manifestations antijuives en Ukraine. Bela Kun en Hongrie. Le « Comité des Délégations juives » auprès de la Conférence de la Paix demande la reconnaissance des Juifs comme minorités nationales et pour celles-ci les avantages de la double nationalité.
- 1920-1921. — Manifestations antijuives en Palestine.
1920. — Traité polonais de Versailles, « réglant les droits des minorités en général et des Juifs en particulier ».
Traité roumain.
Traité turc.
1921. — Traité entre le gouvernement lithuanien et le « Comité exécutif de la Conférence Universelle juive de secours ».
1927. — Fondation à Londres de la « Hias — I.C.A. — Emigration » dite « Hicem », qui fédérera et contrôlera la plupart des associations juives du monde entier, malgré l'opposition des « israélites » partisans de l'assimilation.
1933. — En Allemagne, diverses lois excluent les Juifs des fonctions publiques et de certaines professions.
1935. — Lois de Nuremberg (Loi sur les citoyens du Reich et Loi pour la protection du sang et de l'honneur allemands).
1936. — Léon Blum, président du Conseil des ministres en France.

1938. — Loi italienne portant statut des juifs.

1939. — Loi hongroise portant restriction à l'empiètement des juifs dans le domaine public et économique.

Décret modifiant la loi française sur la liberté de la presse afin de réprimer la diffamation et l'injure commises envers un groupe de personnes appartenant, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, lorsqu'elles auront eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants.

1940-41. — Ordonnances allemandes en France occupée, « relatives aux mesures contre les juifs ».

Lois françaises portant statut des juifs et prescrivant leur recensement.

ANNEXE IV

Statistique de la Diaspora (1936)

PAR PAYS :

Etats-Unis	4 500 000
Pologne	3.300.000
Russie	2.450.000
Roumanie	900.000
Allemagne-Autriche	585.000
Afrique du Nord	450.000
Hongrie	445.000
Palestine	400.000
Angleterre	340.000
Argentine	260.000
France	225.000
Canada	200.000
Lithuanie	165.000
Pays-Bas	115.000

Ont en outre un fort pourcentage de juifs dans la population totale (5 %) : la Lettonie et la Turquie.

PAR VILLES :

New-York	2.500.000	
Varsovie	363.000	
Chicago	325.000	
Philadelphie	275.000	
Londres	234.000	
Budapest	232.000	
Lodz	202.000	(32 %)
Vienne	178.000	
Paris	175.000	
Berlin	161.000	

Vu :

Le Président,
Achille MESTRE.

Vu :

Le Doyen,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION 5

PREMIÈRE PARTIE

La qualité juive des individus.

CHAPITRE PREMIER

<i>Exposé du problème</i>	7
---------------------------------	---

SECTION I. — La qualité de juif 8

SECTION II. — La définition du juif 10

<i>Sous-Section</i>	<i>I : La race</i>	11
---------------------	--------------------	----

<i>Sous-Section II : La religion</i>	14
--	----

Sous-Section III : La langue 20

Sous-Section IV : Le sentiment national 24

SECTION III. — La spécification des juifs 25

Sous-Section I : Le recensement 26

<i>Sous-Section II : Les preuves de la qualité de juif</i>	28
--	----

CHAPITRE II

La qualification du juif donnée par l'autorité occupante 30

SECTION	I. — La qualification de 1940	33
---------	-------------------------------------	----

SECTION II. — La qualification de 1941 38SECTION III. — La qualification de 1942 46

CHAPITRE III

La qualification française du juif 48

SECTION I. — La première qualification française du juif.
(Les lois des 3 et 4 octobre 1940) 49

SECTION II. — La qualification générale du juif. (Les deux lois du 2 juin 1941) 54

Sous-Section I : Le caractère de la qualification du 2 juin 56

<i>Sous-Section II</i> : La définition du juif de race	62
<i>Sous-Section III</i> : La qualification juive du demi-juif ..	69
<i>Sous-Section IV</i> : La preuve de l'adhésion aux cultes re- connus et autres	79
<i>Sous-Section V</i> : Le recensement et le régime de la preuve	89
SECTION I. — La qualité de juif-algérien	92
<i>Sous-Section I</i> : La qualité d'israélite indigène d'Algérie.	94
<i>Sous-Section II</i> : La qualité de juif algérien	95
CHAPITRE IV	
<i>La relativité de la qualification du juif</i>	103
SECTION I. — Le domaine de la qualification juive	103
SECTION II. — Les conflits de qualifications en zone occupée.	166
SECTION III. — La dualité de qualifications en Algérie	107
SECTION IV. — L'acquisition et la perte de la qualité de juif.	110
SECTION V. — Les conflits d'autorités en matière de qualifi- cation juive	113
SECTION IV. — La qualification juive et l'unité familiale	115
DEUXIÈME PARTIE	
CHAPITRE UNIQUE	
<i>La qualification juive des biens, des personnes morales et des en- treprises économiques</i>	121
SECTION I. — La déclaration des biens juifs	125
SECTION II. — La qualification juive des personnes morales autres que les sociétés	128
SECTION III. — La qualification juive des entreprises écono- miques	129
<i>Sous-Section I</i> : Les entreprises individuelles	131
<i>Sous-Section II</i> : Les entreprises collectives	134
<i>Sous-Section III</i> : Le recensement des entreprises juives.	138
<i>Sous-Section IV</i> : L'aryanisation	140
ANNEXE III. — Répertoire de jurisprudence	143
ANNEXE II. — Bibliographie	144
ANNEXE III. — Chronologie de l'histoire politique et juridique des Juifs	149
ANNEXE IV. — Statistique de la Diaspora	158

